



LE MONDE *diplomatique*

QUELLE JOIE
LE ROCK'N'ROLL

PAR DIDIER WAMPAS

Page 28.

Mensuel - 28 pages

N° 868 - 73^e année. Juillet 2026

LES ÉTATS GÉNÉRAUX OUBLIÉS DE 1945

Le droit de rêver

Et si l'on demandait aux citoyens de réinventer une France en ruines ? En 1945, des milliers d'habitants participent à une vaste consultation lancée par la Résistance pour imaginer le pays de demain. Longtemps oubliée, cette expérience démocratique ouvre une fenêtre fascinante sur les espoirs, les utopies et les fractures de la Libération.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

L'HISTOIRE peut parfois resurgir d'un grenier. Non pas à la faveur d'une découverte spectaculaire ou d'un document secret, mais parce que des cartons oubliés finissent par être ouverts, classés, étudiés. Ainsi, pendant près de quatre-vingts ans, on n'a pas su grand-chose des « États généraux de la Renaissance française », cette vaste consultation populaire organisée en 1945 à l'initiative du Conseil national de la Résistance (CNR). Si de rares études locales existaient, aucune synthèse d'ensemble ne permettait d'en mesurer l'ampleur et l'inventivité.

En 2011, les archives de Louis Sallant (1910-1974), président du CNR, ont été versées au Centre d'histoire sociale du ^{xx}e siècle. Vingt-sept mètres linéaires de documents répartis en 202 boîtes, dont une quarantaine consacrées à cet événement. Leur exploration par deux chercheurs(1) a permis de mettre au jour une histoire longtemps enfouie.

L'idée d'organiser des états généraux – en référence explicite à 1789 – émerge au sein de la Résistance dès septembre 1944, moins de trois semaines après la libération de Paris, alors qu'une

partie du territoire demeure occupée. Pour le CNR, l'enjeu est triple : faire connaître le programme adopté dans la clandestinité en mars 1944, élargir son assise populaire en donnant la parole aux citoyens à travers la rédaction de « cahiers de doléances », et peser sur l'action du gouvernement provisoire afin d'obtenir la mise en œuvre des réformes promises à la Libération. Le Parti communiste français (PCF) et la Confédération générale du travail (CGT) soutiennent le projet, tandis que le Parti radical, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP) se montrent plus réservés. Le général de Gaulle y est ouvertement hostile, craignant que cette consultation ne limite la liberté d'action du gouvernement en lui imposant des orientations présentées comme l'expression de la volonté populaire.

Officiellement annoncés en décembre 1944, les états généraux doivent culminer au palais de Chaillot, à Paris, lors d'une réunion nationale prévue du 10 au 13 juillet 1945.

(Lire la suite page 21.)

RÉVOLTES EN SÉRIE CONTRE LES MACHINES

Tout le monde déteste l'IA



NORBERT BISKY. « Cut » (Coupe), 2014

« L'Y A une bataille, dehors, qui bat son plein. Elle ébranlera bientôt vos fenêtres et secouera vos murs. » L'air de cette chanson de Bob Dylan sur les temps qui changent a-t-il effleuré l'esprit de M. Eric Schmidt le 15 mai dernier ? Ce vendredi-là, l'ancien président-directeur général de Google et ex-conseiller du Pentagone avait revêtu la coiffe à pompon, la toge à revers jaune et le sourire satisfait pour discourir devant un parterre d'étudiants de l'université de Tucson, en Arizona, à l'occasion de la remise des diplômes. Était-ce la cinquan-

tième ou la centième fois qu'il débitait machinalement son topo sur l'intelligence-artificielle-qui-va-tout-bouleverser ? Soudain, un concert de huées et de cris de rage l'interrompt, et le tohu-bohu redouble sitôt qu'il articule ses lettres fétiches, « I » et « A ». Son sourire se fige en rictus. « Je sais ce que beaucoup d'entre vous ressentent. (...) Je comprends cette peur », lance M. Schmidt – dont la fortune dépasse 60 milliards de dollars – à des étudiants lestés d'une dette moyenne de 35 000 dollars, et dont l'IA menace d'annihiler les futurs emplois.

L'incident n'est pas isolé. Une houle contestataire enfle aux États-Unis contre le culte de l'automatisation, les ravages du tout-numérique, la prolifération des centres de données, l'arrogance et le pouvoir des élites de la tech, la corruption des élus qui se prosternent à leurs pieds. Jet de cocktail Molotov sur le domicile du fondateur d'OpenAI en avril, tirs d'armes à feu contre celui d'un conseiller municipal d'Indianapolis favorable à l'installation d'un *data*

center, manifestations locales : les indices d'un grand ras-le-bol s'empilent. Au moment où l'avant-garde du secteur – OpenAI, Anthropic – annonce des entrées en Bourse, le *Wall Street Journal* frissonne : « La seule chose qui croît plus vite que ce secteur de l'IA, c'est peut-être le sentiment négatif des Américains à son égard (1). » À en croire les enquêtes d'opinion, c'est le cas d'une majorité d'entre eux ; plus des deux tiers jugent « trop rapide » le développement de cette nouvelle technologie, y compris les 18-29 ans (64 %) (2).

PAR PIERRE RIMBERT

Comme la plupart des changements technologiques majeurs, le déferlement de l'IA sur les sociétés n'a fait l'objet d'aucune délibération collective ni même d'une discussion publique.

(Lire la suite page 18.)

(1) Amrith Ramkumar, Katherine Blunt et Lindsay Ellis, « The American rebellion against AI is gaining steam », *The Wall Street Journal*, New York, 18 mai 2026.

(2) Mike Allen, « AI hate wave is here », *Axios*, 17 mai 2026.

COMMENT LES MARCHÉS PRÉDICTIFS S'EMPARENT DE TOUT

Parier sur la guerre comme sur un match de foot

En avril dernier, un utilisateur de Polymarket aurait utilisé un sèche-cheveux pour détraquer un capteur météo après avoir misé qu'il ferait plus de 21 °C à Roissy. Le temps qu'il fera, la prochaine guerre impériale, la candidature de Gabriel Attal, tout ou n'importe quoi : on peut contempler l'avenir du monde sur les sites de marchés prédictifs. Mais à travers quel prisme ?

PAR DAVID FUTRELLE *

DES casinos en ligne déguisés en véhicules d'investissement, où l'on peut parier sur tout et n'importe quoi : qui remportera telle ou telle compétition sportive ? Qui sera demoiselle d'honneur au mariage de Taylor Swift ? Les marchés prédictifs ont explosé ces deux dernières années. Selon TRM Labs, spécialiste de l'analyse des crypto-actifs, le volume mensuel de transactions y est passé de 1,2 milliard de dollars (1,05 milliard d'euros) début 2025 à plus de 20 milliards en janvier 2026. La valorisation cumulée des

* Journaliste. Une version de ce texte a paru dans *The Nation* (New York).

deux principales plates-formes, Polymarket et Kalshi, dépasse les 30 milliards de dollars, propulsant leurs jeunes fondateurs dans le club des milliardaires (1).

Nombreux sont ceux qui ont découvert l'existence de ces étranges créatures hybrides – mi-marchés à terme, mi-machines à sous – par le biais de récents scandales médiatiques. Début janvier, un compte Polymarket, manifestement créé une semaine avant l'opération américaine, a réalisé 400 000 dollars de profit en pariant 33 000 dollars sur la destitution du président vénézuélien Nicolás Maduro. Deux autres comptes ont engrangé un pro-

fit cumulé de 230 000 dollars (2) tandis que le Congrès n'avait même pas été informé de l'opération. Il est difficile de ne pas imaginer qu'ils étaient liés à des membres haut placés de l'administration américaine.

Et puis il y a eu l'Iran. Au mois de décembre 2025, Polymarket a commencé à prendre des paris sur une attaque américaine, pour un montant total de 529 millions de dollars (3) ; sur Kalshi, ce sont 54 millions de dollars qui ont été misés sur la neutralisation de l'ayatollah Ali Khamenei, tué le 28 février dans une attaque israélo-américaine (4).

(Lire la suite page 17.)

(1) Carlos Garcia, « Kalshi locks in \$22 billions valuation, gaining slight edge over its rival Polymarket », 20 mars 2026, <https://fortune.com>

(2) Lookonchain, 4 janvier 2026, <https://x.com> ; cf. aussi Anirban Sen, « Mystery trader garners \$400,000-plus windfall on Maduro's capture », Reuters, 6 janvier 2026.

(3) « Les États-Unis frappent l'Iran par... ? », <https://polymarket.com>

(4) « Ali Khamenei out as Supreme Leader ? », <https://kalshi.com>



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS

INTERDIT À LA VENTE



L'héritier de BHL dans l'avion présidentiel

Qui écoute encore le président Emmanuel Macron ? Son entretien du 18 juin dernier a réuni l'une des plus faibles audiences de France 2. À la fin de l'échange, seuls 700 000 téléspectateurs résistaient encore à ce festival d'autosatisfaction doublé de prévisions enchantées. Au Liban, « *les choses se sont beaucoup améliorées ces derniers temps* », a prétendu le président français. Quelques heures plus tard, un ministre israélien prévenait : « *Pour chaque larme que verse une mère israélienne, mille mères libanaises pleureront. Tout le Liban doit brûler.* »

Un double mandat constellé d'échecs qui s'achève dans une impopularité record ; des journalistes longtemps dociles qui rivalisent à présent d'ouvrages assassins sur leur héros déchu ; des intellectuels qui fuient l'Élysée après s'y être engouffrés quand ils croyaient que l'hôte des lieux s'intéressait à leurs travaux plutôt qu'à leurs louanges : le tableau général est lugubre. Pour le faire reluire, M. Macron se demande sur qui il peut encore compter – en dehors de ses ultimes groupies de Radio France.

À la recherche d'un écrivain susceptible de dialoguer avec lui, comme André Malraux avec Charles de Gaulle, il avait d'abord jeté son dévolu sur Bernard-Henri Lévy. Un familier de l'Élysée depuis François Mitterrand, toujours disponible pour flagorner plus puissant que lui. En particulier les présidents qui suivent ses conseils.

Mais, après plus d'un demi-siècle de cabotinages sur la scène publique, l'essayiste est devenu toxique. Ses sermons fatiguent, ses livres indiffèrent. Alors qui, pour devenir le chambellan littéraire de M. Macron ? « BHL » a depuis longtemps organisé sa succession, ainsi qu'il l'a rappelé le 4 juin dernier avec une fatuité presque désarmante dans sa chronique du *Point* : « *Mes lecteurs les plus attentifs se souviendront peut-être de ce bloc-notes que j'avais intitulé, en 2020 : "Retenez bien ce nom : Nathan Devers" (Le Point, n° 2498). Ma recommandation est devenue vaine. Car les journaux, désormais, courtisent le jeune écrivain. Les télévisions se le disputent.* »

BHL trouve Devers d'autant plus « *brillantissime* » qu'il anime *La Règle du jeu* – une revue où les renvois d'ascenseur sont plus courants que les lecteurs. Devers a compensé avec les téléspectateurs. D'abord ceux de CNews, chaîne d'extrême droite qu'il a quittée récemment après un nombre exceptionnel de passages, puis France Info et France 5 (« C ce soir ») – sans oublier désormais une émission hebdomadaire sur France Culture, où, selon la station, il est « *entouré de philosophes, artistes, historiens, scientifiques et citoyens engagés* ». À rebours de son mentor, qui a accusé presque chacun de ses contradicteurs d'antisémitisme ou de fascisme, lui estime qu'il faut « *penser contre soi-même* » – l'un des clichés les plus éculés du journalisme français avec « *le courage de la nuance* ».

Contre soi-même, vraiment ? Il est permis d'en douter après avoir lu son entretien avec M. Macron (*L'Express*, 4 juin 2026). Embarqué par le président de la République dans son avion, Devers est tout ébloui. Le survol de l'Inde stimule son talent d'écrivain : « *A travers le hublot, j'observe les faubourgs de la capitale défiler, scintiller dans la nuit, disparaître enfin sous une chape de brume* ». Mais rien ne vaut la rencontre avec le président « *dans son bureau flottant. Il a délaissé le costume pour un gilet à capuche aux couleurs de la French Tech. Il commande un café, je l'imité* ». Après avoir passé les plats avec une suavité de loukoum à la rose, l'interviewer en vient au fait : inciter M. Macron à « *reconnaître officiellement un gouvernement de transition iranien* » que dirigerait le fils du dernier chah, M. Reza Pahlavi, un peu comme Bernard-Henri Lévy avait convaincu M. Nicolas Sarkozy d'adouer le Conseil national de transition (CNT) libyen en mars 2011 en court-circuitant le Quai d'Orsay. Pas plus que BHL, son protégé n'en a cure. Il songe les yeux ouverts « *à la conversation que nous venons d'avoir, le président et moi, au sujet de cet événement dont personne ne sait s'il adviendra ou non.* (...) *L'avenir lui ferait-il écho ?* »

M. Macron aurait répondu au jeune philosophe que « *l'histoire nous a prouvé qu'elle est imprévisible* ». Certaines scènes de la comédie humaine le sont beaucoup moins.

SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.

Édition

« *Le grand émoi des gens de lettres* » (juin) a inspiré ce commentaire à M. Georges Bertrand :

C'est avec un très grand intérêt que je m'étais plongé dans l'article qui par son ton tranchait sur le consensus mou en cours à propos de l'« affaire Nora/Grasset ». Et puis, citant huit auteurs Gallimard, aujourd'hui décédés, Thierry Discepolo a décidé de faire précéder les quatre premiers d'adjectifs peu amènes : « fasciste », « antisémite », « pronazi » et enfin « collaborationniste ». Quant aux quatre suivants, eux, ils eurent la chance d'échapper à la moindre qualification infamante : Albert Camus, André Malraux, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Alors qu'il aurait été possible de les qualifier par exemple de « colonialiste », « trafiquant d'antiquités » ou « stalinien »... Ces adjectifs auraient été aussi expéditifs que ceux employés pour Pierre Drieu la Rochelle, Paul Morand, Jacques Chardonne ou Robert Brasillach, dont les œuvres ne se résument pas à ces raccourcis.

Bund

M^{me} Nicoleta Stroe a réagi à la lecture de l'article « *En France, être juif et contre Israël* » (juin) :

Le Bund est présenté comme une organisation laïque d'inspiration marxiste, un raccourci qui occulte sa complexité. Ce mouvement était d'inspiration austromarxiste (la révolution marxiste sans abolir les spécificités nationales auxquelles les groupes tiennent) ou nationalitaire (la mise en valeur des préoccupations d'identité nationale et culturelle, tout en rejetant les aspects conquérants et brutaux du nationalisme). C'est dom-

COURRIER DES LECTEURS

mage de ne pas avoir profité de cette occasion au moins pour mentionner ces doctrines méconnues, mais d'une grande subtilité.

Colonisation

« *Aux origines du nettoyage ethnique* » (mai) a suscité l'étonnement de M. Miloud Alim :

L'affirmation selon laquelle « *la différence cruciale entre colons classiques et colons de peuplement tient à ce que les efforts de modernisation des premiers s'orientaient vers les populations locales, tandis que les seconds se considéraient comme les agents modernisateurs des territoires, et non des autochtones* », relève d'une forme d'euphémisation du phénomène colonial. (...) Même lorsque des politiques dites « indigénistes » ou « d'association » sont proclamées (notamment dans la phase tardive de l'empire colonial français), elles restent subordonnées à des impératifs de contrôle, de stabilisation de la main-d'œuvre et d'extraction des ressources. L'administration coloniale n'investit pas prioritairement dans une logique de « modernisation » des sociétés locales au sens d'un projet émancipateur ; elle vise plutôt à rendre ces sociétés gouvernables et économiquement exploitables, dans un cadre structurellement asymétrique régi par des logiques de domination économique, politique et raciale. À titre d'exemple, dans le Congo léopoldien puis belge, les infrastructures (chemins de fer, ports, réseaux fluviaux) furent massivement conçues en fonction de l'exportation du caoutchouc et des minerais. De même, en Inde britannique, le réseau ferroviaire est souvent invoqué comme preuve de modernisation. Or sa structure en étoile reliait principalement

les zones de production de matières premières (coton, opium, blé) aux ports de Bombay, Calcutta et Madras.

Afghanistan-Pakistan

M. Matthieu Cabrol a souhaité prolonger la réflexion menée dans « *Islamabad et Kaboul, le coût de la proximité* » (mai) :

Le « pays des purs » se confronte à l'Afghanistan des talibans qui se trouvent être les hérauts d'un nationalisme afghan revêché. En dépit de leurs liens avec le Pakistan, ils sont parvenus à apparaître comme la seule opposition crédible et autonome aux armées de l'OTAN et au gouvernement fantoche de Kaboul. (...) Le problème de fond est que le Pakistan a construit toute sa politique étrangère à travers sa rivalité avec l'Inde, notamment pour le Cachemire. Mais 2021 ne ressemble pas à 1996, le pouvoir taliban est résolu à éviter une intervention armée qui le chasserait de Kaboul. Il cherche donc à développer son économie pour se donner de l'oxygène, coûte que coûte. Or Islamabad ne peut offrir à l'Afghanistan ou aux régions tribales une stabilité et une prospérité économique capables de faire de Kaboul un allié plus docile. Acculé, le régime des mollahs cherche des candidats qui investissent çà et là dans les richesses du sous-sol afghan, et tant pis pour son voisin si ces investisseurs sont indiens. New Delhi soutient d'ailleurs la liaison entre le port de Chabahar, en Iran, et Kaboul pour contrer l'influence chinoise à Gwadar. Les ambitions politiques du Pakistan trébuchent sur ses mauvais résultats économiques. Le conflit actuel illustre à quel point Islamabad tend à négliger ses problèmes intérieurs tout en sous-estimant les conséquences internes de sa politique étrangère.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,

1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

NOUVEAU

En prévente dès aujourd'hui



Format : 20 x 27 cm
Nombre de pages : 132

Livraison à partir du 18 septembre

Comprendre pour se défendre

- Vingt-cinq idées reçues pulvérisées
- Les vrais enjeux des grands conflits
- Des dizaines de cartes et d'infographies
- Géopolitique et relations internationales
- Le monde vu de Pékin, Kigali, Santiago...
- Des bêtisiers, des chronologies, une iconographie d'exception...

* Cette offre réservée aux particuliers est valable jusqu'au **31/08/2026** inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 18/09/2026. Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse apo@monde-diplomatique.fr

** Prix de vente à partir du 24 septembre chez les marchands de journaux.

Réservez notre prochain hors-série **GÉOPOLITIQUE**
avec le QR code ou sur notre site :
www.monde-diplomatique.fr/manuel

12 €*
au lieu de
14,90 €**



CLARIFIER LA MAPPEMONDE

Après notre hors-série consacré à l'histoire, le *Manuel d'autodéfense intellectuelle* revient à l'automne. Son thème ? La géopolitique. Dans ce domaine où le vernis d'urbanité craquelle sous les tweets abrasifs de M. Donald Trump, la multiplication des conflits et le pilonnage médiatique d'idées reçues obscurcissent la compréhension. « La Chine veut dominer le monde », « L'Union européenne fait la force », « Si tu veux la paix prépare la guerre »... Qui n'a pas entendu ces poncifs débités dans les médias par des cohortes d'experts agrippés à une grille d'analyse unique : les « régimes autoritaires » menacent les « démocraties libérales » ? Appuyé sur les acquis de la recherche, notre *Manuel* mobilise la géographie, l'histoire et les relations internationales pour rendre intelligibles les structures et les fragilités de l'ordre international, plutôt que d'asséner quoi en penser. Les nombreuses cartes, le contre-lexique et la boîte à outils pédagogique font de cet ouvrage un précis de résistance à l'air du temps.

Photographies non contractuelles

DE LA RÉCUPÉRATION À LA PANTHÉONISATION

Vies posthumes de Marc Bloch

Après Joséphine Baker et les époux Manouchian, c’est Marc Bloch que M. Emmanuel Macron a transféré à la nécropole nationale. Revenir sur la vie de Bloch permet de dissiper l’image du grand médiéviste dédaignant les affrontements politiques de son temps jusqu’en juin 1940. Socialiste dès sa jeunesse, antifasciste dans les années 1930, l’historien n’était pas cette figure du « juste milieu » que le président érige en exemple.

PAR PETER SCHÖTTLER *

SANS doute, aucun historien du ^{xx}e siècle ne fait l’objet d’un culte aussi unanime. Tous camps intellectuels et politiques confondus. L’origine de cet enthousiasme paraît évidente : comme l’a écrit son ami et collègue le plus proche Lucien Febvre, Marc Bloch n’est « *pas mort tranquillement dans son lit, son travail terminé, dans la paisible soirée d’une vie entièrement consacrée à la recherche* (1) ». Lui qui avait déjà combattu pendant la Grande Guerre, mais n’en parlait que rarement et n’aimait pas l’esprit vétéran, a mis sa vie dans la balance parce qu’il ne supportait pas la barbarie du nazisme. Il aurait pu émigrer à New York – la New School of Social Research lui avait proposé un poste en juillet 1940 –, mais il a préféré rejoindre ce qu’on appellera bientôt la « Résistance ». Souffrant de rhumatismes et de polyarthrite (probablement des séquelles des tranchées), ayant souvent besoin d’une canne, il s’est mêlé aux deux douzaines de jeunes militants du mouvement clandestin Franc-Tireur et s’est battu pour la libération de son pays.

Le 8 mars 1944, la Gestapo arrête Bloch à Lyon. Elle l’interroge et le torture. Il finit par signer de prétendus aveux ; en fait, selon les consignes de la Résistance, des informations sans danger pour ses camarades ou sa famille. Pourquoi la Gestapo, après des semaines d’interrogatoires « réussis », ne déporte-t-elle pas ce prisonnier « juif » dans un camp de concentration comme elle en avait habitude ? Persuadée de tenir un dirigeant « communiste » important, elle fait sans doute le choix de le garder, comme gage en cas de soulèvement populaire. Ce n’est donc que peu avant le départ définitif de la Wehrmacht, lorsque la *Sicherheits-polizei* vide les prisons, que Marc Bloch est abattu avec vingt-neuf camarades, au bord de la route qui mène de Trévoux à Saint-Didier-de-Formans.

Environ un an après ce massacre, le 26 juin 1945, une cérémonie commémorative a lieu à la Sorbonne. La rapide canonisation de Bloch est révélatrice. Inclassable par rapport aux blocs alors dominants (gaullistes, communistes, etc.),

« Il est deux catégories de Français... »

DEPUIS la campagne présidentielle de 2007, ce passage de *L’Étrange Défaite* – son témoignage sur la catastrophe rédigé durant l’été 1940 – apparaît dans de nombreux discours politiques lorsque l’orateur veut évoquer l’identité nationale. Or, à travers le passage en question, Bloch – qui était tout sauf un relativiste et n’a jamais laissé planer le moindre doute sur l’importance qu’il accordait à la démystification historique dans son travail de médiéviste – n’entend pas évoquer une identité nationale séculaire, voire une mystique monarchiste du couronnement, mais dresser un état des lieux et critiquer la société française après sa défaite militaire de 1940. Même si Bloch n’a pas de réponse toute faite à la question des responsabilités, il a surtout tendance à mettre en cause, outre le commandement militaire, une classe dominante qui aurait perdu le contact avec le peuple et se serait totalement retranchée durant le Front populaire.

« Quelles qu’aient pu être les fautes des chefs [du Front populaire], il y avait, dans cet élan des masses vers l’espoir d’un monde plus juste, une honnêteté touchante,

il s’est peu exprimé sur le plan politique. Tout le monde peut donc se référer à l’historien. Mais aucun des camps politiques ne voit alors en lui un héros lui appartenant en particulier. Cela ne change qu’à la fin du ^{xx}e siècle, lorsque sa réserve politique devient un net avantage : voilà un héros qu’il n’est pas nécessaire de protéger des aberrations de son temps. Chacun peut spéculer librement sur sa « *déontologie du désengagement* (2) ».

Constitué en icône, Bloch peut facilement être invoqué pour des positions opposées, devenant une simple surface de projection sur laquelle inscrire ses propres préférences scientifiques ou politiques. Son nom a ainsi été associé au fil des ans à presque toutes les tendances intellectuelles en vogue. Établis et répétés par un auteur ou une publication importante, ces rapprochements ont fini par devenir des évidences presque irréfutables. Le mélange permanent d’attributions et de récupérations permet à long terme tous les amalgames. De nombreuses tentatives pour s’approprier le célèbre historien et résistant, fervent défenseur de la démocratie et de la compréhension entre les peuples, ont été observées, pour légitimer des programmes nationalistes et identitaires, de M. Nicolas Sarkozy à M. Jordan Bardella. La famille de Bloch a bien entendu protesté contre ces abus. Mais le nom d’un personnage historique ne peut être protégé.

Au premier abord, il ne semble pas facile de situer Bloch sur le plan politique. Son fils aîné, Étienne, a souvent répété : *« Je ne sais quelles étaient les idées politiques de mon père. Je crois pouvoir dire qu’il était un homme de gauche, mais tout autant un homme d’ordre »* (3). » Bloch était en effet plutôt discret à cet égard. Maintes relectures l’ont cependant associé à une perspective clairement conservatrice. Outre son engagement militaire durant les deux guerres et l’Occupation, une citation surtout est évoquée : *« Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l’histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération »* (4). »

à laquelle on s’étonne qu’aucun cœur bien placé ait pu rester insensible. Mais, combien de patrons, parmi ceux que j’ai rencontrés, ai-je trouvés capables, par exemple, de saisir ce qu’une grève de solidarité, même peu raisonnable, a de noblesse : “passe encore, disent-ils, si les grévistes défendaient leurs propres salaires”... » Et c’est à cet endroit précis que Bloch place la fameuse phrase : *« Il est deux catégories de Français... »* En d’autres termes, ce que Bloch cherche à rendre sensible dans sa célèbre formule, c’est la capacité fondamentale à partager un « enthousiasme collectif » au-delà de toutes les « préférences » à court terme, plutôt que de s’y refuser pour des raisons mesquines de préservation des acquis sociaux ou politiques.

Même s’il n’a jamais été un « intellectuel engagé » au sens courant du terme, Bloch a toujours éprouvé une sympathie particulière pour le camp républicain de gauche. Lorsqu’il commence ses études, il pénètre dans un milieu où, comme chez lui, le soutien à Alfred Dreyfus et l’enthousiasme pour une République démocratique et laïque vont de soi. Rue d’Ulm et à la Sorbonne, la plupart des professeurs s’inscrivent dans la continuité de l’optimisme politique et scientifique du ^{xix}e siècle. Parmi eux, le jeune



MAX ERNST. – « L’Œil du silence », 1943-1944

sociologue Robert Hertz (1881-1915) joue un rôle de médiateur politique.

Hertz, mort au front, avait ouvert une nouvelle voie au sein du large spectre des courants socialistes en découvrant, pendant ses études en Angleterre, le « fabianisme » qui, à la différence de la social-démocratie révolutionnaire en France ou en Allemagne, visait une transformation progressive de la société bourgeoise au profit de rapports de travail et de propriété non capitalistes. Il fonde en mars 1908 un Groupe d’études socialistes (GES), qui doit rassembler des intellectuels de gauche afin de soutenir le mouvement ouvrier par des conférences et des publications. Bloch y adhère en 1911 et se rallie du même coup à la Section française de l’Internationale ouvrière (SFIO).

La Grande Guerre interrompt tout cela, comme elle suspend la plupart des affiliations politiques. Bloch n’a semble-t-il pas repris sa carte de membre à son retour du front. Mais rien ne permet de supposer qu’il aurait alors changé ou dissimulé ses convictions politiques dans les années 1920 et 1930, devenant ainsi le professeur « apolitique », peut-être même « centriste », dont on parle si souvent. Il est certes difficile de prouver le contraire, car il ne semble pas exister de documents privés contenant des déclarations politiques explicites pour cette période. Pourquoi, toutefois, aurait-il pensé de manière moins « politique » à Strasbourg – où il enseigne jusqu’à son recrutement à la Sorbonne en 1936 – qu’avant 1914 ? Ses amis et ses collègues appartiennent tous à la gauche républicaine ; certains sont sans affiliation, d’autres membres de la SFIO et d’autres encore sympathisants ou membres du Parti communiste. Et certains indices montrent que Bloch ne s’est pas engagé seulement à partir de 1940.

Dès 1921, il signe le « Manifeste coopératif des intellectuels et universitaires français » avant de rejoindre le comité des relations scientifiques avec la Russie, fondé en 1925. S’ils ne valent pas soutien à l’Union soviétique, ces choix révèlent son attachement à une république démocratique dans laquelle l’économie socialisée occuperait une place de plus en plus grande. De même, son adhésion au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), fondé en réponse aux émeutes d’extrême droite du 6 février 1934. Dirigé par l’ethnologue Paul Rivet, le philosophe Alain et le physicien Paul Langevin – un socialiste, un radical et un sympathisant communiste –, le comité symbolise avant l’heure une sorte de « front populaire » des intellectuels face à la menace fasciste, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays.

Tout au long des années 1930, notamment à travers une série de signatures d’appels ou de manifestes, Bloch rejoint un

vaste mouvement qui tente de faire pression sur les gouvernements successifs pour s’opposer à une politique déflationniste au détriment de la population, condamner la tentative d’invasion de l’Éthiopie par l’Italie de Benito Mussolini ou soutenir la République espagnole. En principe trop âgé pour le service actif, il s’engage dès la première mobilisation partielle au printemps 1938, puis de nouveau à la fin de l’été. Après les accords de Munich en septembre de la même année, il adhère à l’Union des intellectuels français pour la justice, la liberté et la paix (UDIF), qui prône une politique intransigeante à l’égard de Berlin et de Rome, allant jusqu’à de sérieux préparatifs en vue d’une guerre imminente.

La lutte de Bloch contre la barbarie nazie s’est d’abord déroulée dans l’« ate-

« Modeste moralité de l’honnête homme »

BIEN SÛR, ce n’est qu’avec l’approche de la guerre que Bloch est véritablement confronté à la menace fasciste et nazie. En septembre 1939, beaucoup espèrent que tout se terminera à nouveau par une « fausse alerte ». Pas lui. Et cela, non pas parce qu’il a oublié les horreurs de la première guerre, mais parce que son regard, désormais formé à la politique et à la stratégie militaire, lui dit qu’après l’annexion de l’Autriche et les concessions territoriales obtenues à Munich, le gouvernement hitlérien ne va pas manquer de développer de nouvelles ambitions, en commençant par les territoires polonais perdus à Versailles.

Comment expliquer que cet historien, peu romantique, très rationaliste, ait alors décidé de mettre à nouveau sa vie en jeu ? Pourquoi choisit-il, en septembre 1939, de devenir « *le plus vieux capitaine de l’armée française* » puis de rejoindre la Résistance sous le pseudonyme de Narbonne, notamment comme rédacteur au *Franc-Tireur*, le journal de son mouvement ? Pour un homme comme Bloch, l’ascèse scientifique et le sacrifice militaire ou politique ne s’excluaient pas mutuellement. C’était un homme d’ordre et de rigueur, de discipline et de propreté, pas seulement en matière scientifique. Dans *L’Étrange Défaite* – geste de résistance autant que d’historien réfléchissant encore au caractère comparable et prévisible des événements –, il écrit, à propos de la « drôle de guerre » : *« Je n’apprécie guère (...) le négligé dans les choses ; il passe aisément à l’intelligence. »*

Mais Bloch était aussi un homme de la contradiction, de la réplique, de la critique sans concession et, en même temps, de l’autocritique sincère. Par conséquent, la résistance contre l’occupant était pour lui autant une question de morale – ou, pour reprendre

lier de l’historien », c’est-à-dire dans ses textes. La plupart des comptes rendus que Bloch publie à cette période – en particulier pour les *Annales*, la revue fondée avec Febvre – contiennent des remarques et des allusions critiques à l’actualité. Il rejette l’autoritarisme antidémocratique du régime hitlérien, le mythe du « sang germanique », et plus particulièrement l’antisémitisme. Mais son sens du social le conduit aussi à contester une vision du nazisme comme expression d’une « mentalité allemande ». Bloch refuse en général la conception *völkisch* ou raciale de l’histoire. Il ne conçoit donc pas l’Allemagne en termes de « psychologie des peuples » qu’il s’agirait de respecter pour préserver la paix – une position qui contribue à l’idéologie de l’« apaisement » et le soutien aux accords de Munich.

ses propres mots, toujours dans *L’Étrange Défaite*, de « *modeste moralité de l’honnête homme* » – que de raison historique.

Même en tant que professeur de 54 ans avec une famille nombreuse, on ne peut pas rester en dehors de tout. À cet égard, la décision de Bloch n’était pas, justement, celle d’un « intellectuel » qui « s’engage » pour ou contre une cause, mais celle d’un savant qui fait son examen de conscience et, parce qu’il ne manque pas de courage, en tire les conséquences.

(1) Lucien Febvre, « Marc Bloch », dans Joseph T. Lambie (sous la dir. de), *Architects and Craftsmen in History. Festschrift for Abbott Payson Usher*, Mohr-Siebeck, Tübingen, 1956.

(2) Olivier Dumoulin, « Histoire et historiens de droite », dans Jean-François Sirinelli (sous la dir. de), *Histoire des droites en France. Tome II : Cultures*, Gallimard, Paris, 1992.

(3) Étienne Bloch, « Souvenirs et réflexions d’un fils », dans Hartmut Atsma et André Burguière (sous la dir. de), *Marc Bloch aujourd’hui. Histoire comparée & sciences sociales*, éditions de l’EHESS, Paris, 1990.

(4) Citation extraite de Marc Bloch, *L’Étrange Défaite*, initialement publié en 1946, aux Éditions Franc-Tireur. Gallimard l’a réédité en poche en 1990 dans la collection « Folio histoire ».

* Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur de *Marc Bloch. Une biographie intellectuelle* (Gallimard, 2026), à partir duquel ce texte est composé.

L’Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM’VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l’Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.

Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications
et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes de réassort ou autre,
notre numéro de téléphone vert :
0 805 050 147.

« Racisme sans précédent

Le 14 octobre 2023, une nette majorité d’Australiens se prononçait par référendum contre une réforme constitutionnelle qui aurait dû créer un comité consultatif permettant aux peuples autochtones de donner leur avis sur les politiques les concernant. Au cœur de l’« outback », la population aborigène vit comme une nouvelle humiliation cette défaite, aux causes hétérogènes.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CÉDRIC GOUVERNEUR *

À l’entrée sud d’Alice Springs, la trouée de Heavitree scinde les monts MacDonnell, une étroite chaîne montagneuse qui s’étend sur plus de 650 kilomètres. La culture arrernte associe ce lieu aux héros du Temps du rêve qui ont sculpté le monde. « *La chenille verte et la chenille brune se sont changées en pierre lorsqu’elles ont vu leur père décapité* », résume M. Brian Youngy devant le paysage de sable ocre piqué d’acacias et de buissons de spinifex. « *Depuis des temps immémoriaux, ajoute le chef coutumier, c’est un lieu de rencontres et d’échanges entre les peuples du centre de la grande terre du Sud. Australie ? Je ne sais même pas d’où vient ce nom !* » Comme nombre d’autochtones, il relativise les deux siècles et demi de colonisation rapportés à une histoire aborigène de plus de soixante millénaires – la plus ancienne culture vivante connue du globe. « *Ici, précise M. Youngy, c’est notre foyer, “Myri” en arrernte. Quand l’homme blanc y voit un désert, nous y voyons des ressources. Nous lisons le sable comme un livre et, quand vous utilisez vos GPS, nous avons nos chants de pistes. En tant que chef coutumier, je retiens l’histoire de ma terre. Car nous sommes les premiers habitants de ce pays, même si nous demeurons des citoyens de seconde zone.* »

Selon l’anthropologue William Stanner, « *aucun mot n’est assez précis pour restituer le sens du lien entre les Aborigènes et leur patrie* [“homeland”] : *camp, cœur, pays, maison éternelle, lieu de cérémonie, source de vie, centre spirituel* (1)... ». Les Aborigènes n’ont jamais livré de conflits de territoires. « *Mon foyer est le lieu où résident mes ancêtres. Conquérir la terre des ancêtres d’un autre serait un non-sens* », explique M^{me} Walbira Murray, travailleuse sociale de culture gamillaroi et installée à Alice Springs. L’appropriation foncière au sens où l’entendaient les Européens – pour qui le sol doit revenir à celui qui l’exploite – leur était impensable. Lorsqu’en 1770 James Cook débarque dans la baie de Botany, près de l’actuel emplacement de Sydney, le capitaine croit donc pouvoir déclarer le continent austral *terra nullius*, « vide d’habitants », et le livrer à la colonisation.

Un siècle plus tard, en 1872, le projet de construction de la ligne de télégraphe entre Darwin (au nord) et Adelaïde (au sud) aboutit. Un relais de communication est érigé à équidistance des deux

villes, distantes de 3 000 kilomètres par la route, sur le tropique du Capricorne. Dénommé Stuart – en hommage au premier explorateur blanc de l’Australie centrale, l’Écossais John McDouall Stuart –, l’établissement télégraphique fournit des services aux ranchs (appelés « stations » en Australie) qui s’établissent dans la région. En 1933, la ville en expansion est rebaptisée Alice Springs (« les sources d’Alice »), d’après le prénom de l’épouse du télégraphiste Charles Todd. Stuart a, lui, droit à sa statue en plein centre-ville, chapeau de brousse sur la tête et fusil en main, depuis 2010. « *C’était un meurtrier !* », fulmine M. Youngy. Dans son journal, l’explorateur admet avoir ouvert le feu sur des « *indigènes hostiles* ».

Alice Springs, 31 000 habitants, « *tient une place à part dans la psyché australienne*, explique l’anthropologue Richard Davis. *C’est le centre géographique du pays, mais aussi le cœur de l’outback* ». Dans un pays tourné vers le large et dont 85 % de la population réside non loin du littoral, le terme pourrait se traduire par « loin derrière l’océan ». À quelques kilomètres au nord de la ville, les bâtiments du relais télégraphique sont conservés pour la postérité. M. Youngy nous les fait visiter, avec son regard critique. Il évoque la tuerie de Coniston, dernier massacre connu d’Aborigènes par des ranchers blancs, perpétré en 1928. Puis il pointe les photographies en noir et blanc des Aborigènes qui travaillaient dans les « stations » : « *Les stockmen étaient payés en sucre, en thé et en farine !* » Jusqu’au référendum de 1967, approuvé par 91,8 % des Australiens, les recensements ignoraient les Aborigènes, qui n’étaient donc pas considérés comme des citoyens ; les ranchs pouvaient ne pas leur verser de salaire... Des grèves conduites dans les années 1960 ont mis fin à cette injustice, mais la plupart des employés aborigènes ont alors été licenciés.

« Le monde occidental nous a apporté ses maux »

En 1976, sous la pression des activistes aborigènes et du gouvernement travailliste, l’Assemblée législative du Territoire du Nord reconnaît le droit des Aborigènes à revendiquer leurs terres ancestrales. « *Les populations concernées peuvent mettre leur veto à l’utilisation des parcelles* », explique Opal (2), anthropologue qui travaille au



© CLÉMENT MARTIN

CLÉMENT MARTIN. – Sur les berges de la rivière Todd (« Lhere Mparntwe » en langue arrernte), près d’Alice Springs, 2026

Central Land Council (CLC). Établie afin de gérer ce régime et financée par une redevance de 1 % sur les profits miniers, cette instance protège environ 24 000 bénéficiaires. Un terrain reconnu comme propriété aborigène passe sous le statut d’« Aboriginal Land Trust » et ne peut être acheté ou vendu.

Après le renvoi des garçons de ferme aborigènes, les années 1970 ont vu les alentours d’Alice Springs se parsemer de campements urbains (*towncamps*). Dans ces quartiers d’habitations à loyer modéré réside une population flottante comprise entre deux mille et cinq mille personnes. M. Youngy nous invite dans le sien, Hidden Valley. Devant les maisons de plain-pied, pour la plupart délabrées, des enfants jouent dans des épaves de voitures. « *Quand elles tombent en panne, ça revient trop cher de les amener à la casse, précise-t-il. Le toit de ma maison fuit, l’air conditionné est en panne. Je dois attendre que le bailleur répare. Mais derrière cette colline, il y a un hôtel de luxe et un parcours de golf...* » Les habitants des campements sont issus de diverses cultures indigènes de l’Australie centrale – notamment arrernte, pitjantjatjara, warlpiri et luritja – et souvent polyglottes, compte tenu de la diversité linguistique aborigène. « *Avant 1788 [les débuts de la colonisation britannique], il existait dans le pays environ deux cent cinquante langues* », souligne Joel Liddle, spécialiste des idiomes de l’Australie centrale. « *Une vingtaine de langues aborigènes demeurent actives. Dans l’État de Victoria, il en subsiste deux, contre une quarantaine jusqu’aux années 1950. Mais, dans le centre de l’Australie, les Aborigènes parlent pour la plupart trois ou quatre langues, et l’anglais n’arrive souvent qu’en dernier.* » « *Ici, au moins, à Alice Springs, nous avons réussi à préserver notre culture* », estime M. Youngy.

En 1994, la ville acquiert une renommée internationale grâce au film *Priscilla folle du désert*. Cette comédie déjantée raconte le road-trip d’une troupe de travestis jusqu’à la bourgade de l’outback, dépeinte comme un repaire de cow-boys bourrus. Depuis 2019, pour rectifier cette image, Alice Springs célèbre les drag-queens avec le FabAlice Festival. La commune sait aussi mettre en avant le patrimoine aborigène, en particulier sous la forme de peintures murales qui recouvrent un centre commercial, un parking, des commerces... Des galeries vendent des tableaux d’artistes autochtones.

Mais Alice Springs (Mparntwe en langue arrernte) reste d’abord le théâtre d’histoires dramatiques : « *J’ai grandi en Nouvelle-Galles du Sud, raconte Rosa, d’un père australien européen et d’une mère aborigène issue des générations volées.* » Des années 1930 aux années 1970, entre 10 % et un tiers des enfants aborigènes ont été arrachés à leurs familles pour être éduqués par des missionnaires, dans des pensionnats, et beaucoup furent victimes d’abus (3).

« *À 20 ans, je suis venue à Alice avec mon petit ami de l’époque. Une femme aborigène m’a dévisagée et m’a interpellée : “My blood !” C’était l’une de mes tantes. Mon visage lui a fait revoir sa sœur. Cette ville est pleine d’histoires comme la mienne.* »

Ici, nombre d’Aborigènes se rassemblent par petits groupes sur les trottoirs et dans les espaces verts. Certains vivent dans les *towncamps* environnants, d’autres dans des communautés éloignées, et viennent à la ville pour ses services : retirer des allocations, recevoir un traitement médical, relever son courrier en poste restante, réparer un véhicule... ou bien assister un proche qui passe au tribunal. Les rixes alcoolisées sont fréquentes. « *Le monde occidental nous a apporté ces maux*, estime M. Robert Japaljarri, travailleur social gurundji et warlpiri. *L’alcool, le tabac, le jeu, la malbouffe... Avant, nous vivions sainement. Le kangourou et le goanna [un varan] sont des viandes saines !* »

Une souveraineté jamais concédée

« *Peu d’Aborigènes ont un emploi, précise Opal. On leur reproche de vivre aux crochets de la société, mais, pour eux, travailler de 9 heures à 17 heures du lundi au vendredi s’avère compliqué : leurs obligations sociales et familiales passent en priorité. Et une personne salariée peut être très sollicitée financièrement par ses proches, jusqu’à jeter l’éponge. Le système de kinship [parenté], qui assigne à chacun des obligations sociales, est très éloigné de l’individualisme capitaliste.* » L’absentéisme scolaire affecterait, selon nos sources, jusqu’à 30 % des élèves : à la porte des commerces, des affichettes interdisent l’entrée aux enfants non accompagnés lors des heures de classe. « *L’école des Blancs sert juste à mieux parler anglais*, estime M. Youngy. *Chez nous, les jeunes apprennent avec les anciens le savoir traditionnel. Chasser au boomerang et à la lance. Connaître les plantes, les cérémonies.* » « *L’école occidentale ne cadre pas avec le mode d’apprentissage aborigène*, renchérit Roxane, travailleuse sociale kokhata. *Écouter et apprendre avec vos aînés, c’est différent de s’asseoir dans une classe avec un professeur blanc et ses livres.* » Bref, résume le musicien arrernte Sean Angeles : « *Nous vivons sous deux lois !* »

Deux lois parfois incompatibles... Fin avril, après le viol et le meurtre d’une fillette, des centaines d’Aborigènes ont assailli l’hôpital d’Alice Springs, où se trouvait le meurtrier présumé : la police venait de soustraire l’homme à un lynchage, et sa communauté aborigène exigeait qu’il soit puni selon les lois coutumières. Inconcevable pour la justice



© CLÉMENT MARTIN

CLÉMENT MARTIN. – Artiste aborigène dans l’atelier de la galerie « This Is Aboriginal Art », Alice Springs, 2026

(1) Cité par Phillip Knightley, *Australia : A Biography of a Nation*, Vintage Books, Londres, 2001.

(2) Les personnes désignées par un prénom d’emprunt ont préféré conserver l’anonymat.

(3) « Bringing them home », enquête nationale sur les enfants aborigènes et insulaires du détroit de Torres retirés de leurs familles, Commission australienne des droits humains, 1997, <https://humanrights.gov.au>

DES ABORIGÈNES

de l’Australie blanche » ?



australienne, qui a transféré le suspect à la prison de Darwin, capitale du Territoire du Nord, dans l’attente de son procès.

Ces émeutes, largement médiatisées, viendront ternir un peu plus l’image d’Alice Springs : la ville pâtit en Australie d’une réputation très exagérée d’insécurité. En mars 2024, «une bagarre générale entre Aborigènes dans un “pokies” [bar à machines à sous] a fait les gros titres dans tout le pays», nous raconte une galeriste. Un couvre-feu a été instauré. «Cela a effrayé les derniers touristes. Pour un Australien de la côte, c’est moins cher d’aller en vacances à Bali que de venir ici. Et désormais, un aéroport dessert directement Uluru», le célèbre monolithe de grès rouge, site sacré aborigène jadis connu sous le nom d’Ayers Rock, à environ 450 kilomètres. «Les gens ont peur de ce qu’ils ne connaissent pas, résume-t-elle. Il y a aussi de l’insécurité à Melbourne et Sydney, mais là-bas les fautifs sont blancs.»

Dans le Territoire du Nord, la police circule surtout dans des pick-up équipés de cages. Certains Aborigènes surnomment les policiers «chiens bleus». Le Territoire du Nord – 245 000 habitants, dont environ un tiers d’Aborigènes, pour 1,3 million de kilomètres carrés, soit plus de deux fois la superficie de la France(4) – comporte la plus forte population carcérale du pays. À l’échelle nationale, les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres – le peuple mélanésien des îles situées entre l’Australie et la Nouvelle-Guinée – représentent 3,8 % des 26 millions d’Australiens, mais 29 % des détenus, soit la population la plus incarcérée du monde(5). Les décès au cours d’une intervention policière, tout comme la détention de mineurs, les touchent aussi de façon disproportionnée.

Ce régime sécuritaire a culminé en 2007 avec l’«Intervention» (Northern Territory Emergency Response, NTER). À la suite d’une enquête diffusée en 2006 dans l’émission «Lateline» d’ABC sur des faits de pédophilie dans une communauté aborigène près d’Uluru, le gouvernement conservateur de M. John Howard (1996-2007) déploie l’armée dans plus de soixante-dix communautés autochtones. «Les gens avaient peur que les militaires prennent leurs enfants, comme au temps des générations volées», se souvient M^{me} Sarah Brown, la directrice de Purple House, un centre qui fournit des services médicaux aux Aborigènes. Devant les townships, les autorités installent alors des panneaux humiliants, rappelant l’interdiction de l’alcool et de la pornographie prononcée en juin 2007. Les allocations familiales font l’objet d’une mise sous tutelle. Cette NTER reste en vigueur jusqu’en 2012, quand bien même les Nations unies l’avaient estimée discriminatoire(6).

«Lors de la colonisation, nous avons été déplacés vers les missions. Nous avons perdu nos libertés, et nos terres ont été saisies, résume M^{me} Jade Appo-Ritchie. Désormais, notre pauvreté est cri-

minalisée.» Goreng Goreng originaire du Queensland, M^{me} Appo-Ritchie fut l’une des animatrices de la campagne du «oui» au référendum du 14 octobre 2023, qui aurait dû offrir aux peuples autochtones australiens une «voix» («voice»). En mai 2017, 270 leaders autochtones signent à Uluru la «déclaration venue du cœur»(7) – le monolithe rouge, au centre de l’Australie, est considéré comme son cœur symbolique. Les signataires rappellent que la souveraineté indigène n’a jamais été cédée, qu’elle coexiste avec la souveraineté de la Couronne britannique, et estiment nécessaire un changement constitutionnel pour lui donner «une voix» au sein de la nation. Il s’agit de permettre aux autochtones d’exprimer leur avis sur les politiques qui les concernent.

Des Australiens plus égaux que d’autres ?

En 2008, le travailliste Kevin Rudd – successeur de M. Howard à la tête du gouvernement – avait lancé la stratégie décennale Closing the Gap («Comblent le fossé»), pour lutter contre les inégalités sociales abyssales frappant les Aborigènes, en termes d’espérance de vie (huit à dix ans inférieure), d’incarcération, d’addictions ou de suicides. Or, une décennie plus tard, aucun des objectifs alors fixés n’était atteint. «La plupart des gens qui travaillent dans les services sociaux destinés aux Aborigènes ne parlent qu’anglais, précise le docteur Joel Liddle. Des malentendus ont conduit à des erreurs médicales. Notre situation est très différente de celle des Maoris de Nouvelle-Zélande, qui ne se trouvent pas dans la même position sociale et dont la langue est parlée par beaucoup de non-indigènes. L’Australie centrale est la région où nous aurions eu le plus besoin de “the Voice”. Pour que les programmes gouvernementaux soient mieux mis en œuvre, en langues aborigènes, et pour une utilisation plus efficace de l’argent des contribuables.»

Installée à Alice Springs, Purple House fournit notamment des dialyses, avec un personnel en partie issu des communautés indigènes. Dans ce centre de soins à la décoration chatoyante, ouvert sur un jardin entretenu, l’ambiance est détendue, la musique permanente, les sourires omniprésents. «Auparavant, les gens repoussaient au maximum leur hospitalisation, intimidés par ces docteurs blancs qui ne parlaient pas leur langue, assure M^{me} Brown. L’espérance de vie des Aborigènes souffrant d’insuffisance rénale ne dépassait pas deux années.» Désormais, celle des patients sous dialyse traités par Purple House surpasse celle des malades soignés à Sydney. «Il est donc possible de fournir aux gens du bush des services efficaces, à condition de les impliquer, de les écouter, de les respecter. C’était l’idée de “the Voice”.»

En 2022, le gouvernement travailliste du premier ministre Anthony Albanese décide en effet d’organiser un référendum afin de modifier la

Constitution de 1901 pour instaurer un organe consultatif des peuples autochtones, sans droit de veto. Une proposition critiquée par certains militants aborigènes pour sa modération. Eux revenaient d’un accord conventionnel. En Nouvelle-Zélande, le traité de Waitangi régit depuis 1840 les relations entre les Maoris et la Couronne britannique ; dès 1867, un quota de députés maoris a été instauré au Parlement néo-zélandais(8). Le large rejet de «the Voice», le 14 octobre 2023, par 60 % des électeurs, n’en fut que plus humiliant. Des témoins racontent avoir vu des Aborigènes pleurer, en état de choc, dans les rues d’Alice Springs. «Je me suis dit : pourquoi nous détestent-ils autant ?, confie M^{me} Murray. Que craignent-ils de nous ? Que nous volions leurs terres ? Que nous kidnappions leurs enfants ? Que nous leur fassions subir ce qu’ils nous ont fait subir ? » «“the Voice” aurait pu montrer aux Aborigènes que la majorité des Australiens se soucient d’eux et de leur avis, et veulent améliorer leur situation», soupire M^{me} Brown.

Dix jours après l’échec du référendum, les auteurs de la déclaration d’Uluru de 2017 publiaient un communiqué lapidaire, qualifiant de «honte» le rejet de «the Voice». L’organisation non gouvernementale (ONG) Australians for Native Title and Reconciliation (Antar) allait jusqu’à évoquer «un acte de racisme sans précédent de la part de l’Aus-



CLÉMENT MARTIN. – Enfant aborigène au «towncamp» de Hidden Valley, dans la banlieue d’Alice Springs, 2026

tralie blanche»(9). Une appréciation que l’on peut discuter. «Le spectre politique australien est bien plus étroit que celui des pays européens, avance Richard Davis. Les “Aussies” sont globalement prudents, modérés, inquiets des conséquences possibles de leur vote.» Selon l’anthropologue, ils pourraient avoir «eu peur de sauter dans le vide. En 1999, déjà, le référendum proposant d’instaurer une République avait échoué.»

Directeur arremnte de l’association de développement Centerfarm, M. Tony Renehan estime que le gouvernement travailliste aurait à cet égard dû se contenter d’une simple loi, «comme pour l’instauration de l’Atsic», la défunte Commission des Aborigènes et des insulaires du détroit de Torres. Créée en 1990 par le gouvernement travailliste de Robert «Bob» Hawke (1983-1991), l’Atsic était surnommée par ses détracteurs «Aboriginals talking shit in Canberra» («des Aborigènes qui racontent des “conneries” à Canberra»)… Alors qu’elle était accusée de corruption et d’inefficacité, le gouvernement conservateur de M. Howard l’a dissoute en 2005. «Le démantèlement de l’Atsic prouve bien qu’une simple loi n’aurait pas suffi pour fonder “the Voice”, insiste M^{me} Appo-Ritchie. La législation aurait ultérieurement pu être abrogée par un gouvernement hostile. Vraiment, une réforme constitutionnelle s’imposait.»

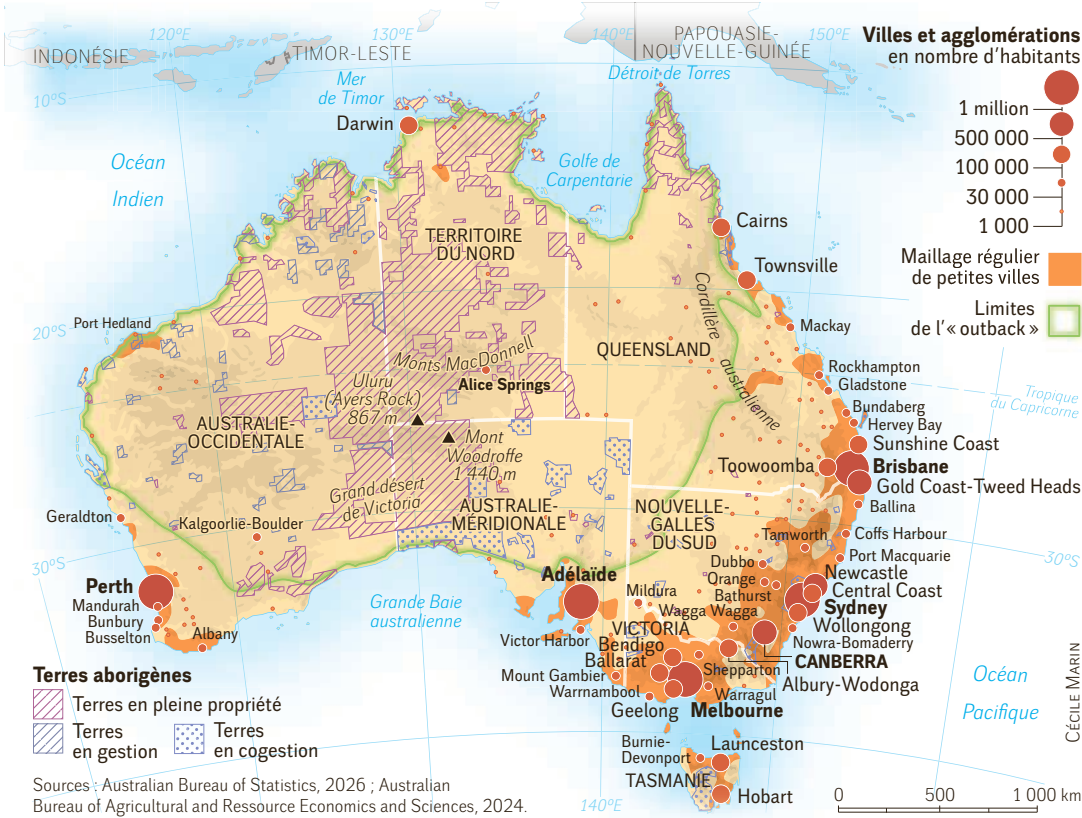
Comment comprendre l’échec du référendum ? Richard Davis rappelle l’existence en Australie d’une notion fondamentale, celle de «fair-go for all», que l’on peut traduire par «une juste part pour tous». Un principe égalitariste, progressiste, ancré dans l’histoire australienne, lié aux conditions de naissance de la colonie pénitentiaire à la fin du ^{xviii} siècle, avec ses proscrits issus du lumpenprolétariat anglais et ses rebelles irlandais. «Les militants du “non” ont répété aux électeurs que “the Voice” serait “not fair” [“pas juste”], souligne Richard Davis. Et cet argument s’est révélé dévastateur pour le “oui”, qui a perdu des électeurs à gauche et au sein des classes populaires», jusqu’à se concentrer chez les plus diplômés(10). Lors de la campagne, le conservateur Peter Dutton (Parti libéral), alors chef de l’opposition, avait même déclaré au Parlement, en mai 2023, que «the Voice» allait «“re-racialiser” notre nation» et «avoir un effet orwellien : tous les Australiens seront égaux, mais certains seront plus égaux que les autres», en référence à La Ferme des animaux, de George Orwell.

Le caractère trop général de «the Voice», le manque d’informations sur les détails du projet ont aussi pu inquiéter les électeurs du «non». «C’est pourtant le propre d’une Constitution, précise M^{me} Appo-Ritchie. La Constitution dit par exemple que “l’État collecte les impôts”, mais les détails concernant ces impôts sont fixés par des lois. Dans le cas de “the Voice”, la Constitution aurait instauré ce comité consultatif, puis de futurs textes législatifs en auraient précisé les modalités de fonctionnement.» Le gouvernement australien a bien publié un livret exposant les différents arguments, mais de nombreux indécis ont préféré voter «non»(11). «C’est comme pour un mariage, précise l’un de ces électeurs, issu de la classe moyenne de Melbourne. Si vous n’êtes pas sûr de vous, vous dites “non”…» D’autant que l’abstention ne pouvait constituer une échappatoire : en Australie, le vote est obligatoire. Que deux parlementaires aborigènes – la sénatrice de droite Jacinta Nampijinpa Price, ultralibérale, et la sénatrice de gauche Lidia Thorpe, partisane d’un traité – se soient prononcées contre «the Voice», quoique pour des raisons opposées, a ajouté à la confusion. Surtout, la plupart des Australiens vivent sur les côtes, sans connaître d’Aborigènes, et n’en voient que dans des reportages télévisés qui colportent une mauvaise image des autochtones. Directeur pitjantjatjara de Jawun, une société qui facilite l’implantation d’entreprises dans les communautés aborigènes, M. Raymond Scales le regrette : «Une fois que les gens nous fréquentent, travaillent avec nous et se familiarisent avec notre culture, ils deviennent des alliés.»

M^{me} Appo-Ritchie dresse un parallèle avec le mariage homosexuel, plébiscité en 2017 par 62 % des Australiens, lors d’un vote par courrier : «De nos jours, la plupart des Australiens connaissent au moins une personne LGBT. Ils ont majoritairement voté en faveur du mariage gay, car ils se sont dit que cette mesure serait positive pour leur ami, cousin ou collègue. À l’inverse, les électeurs du “non” ne nous connaissent pas. Ils ne comprennent pas à quel point notre vie est affectée par leurs gouvernements depuis 1788. Les partisans du “non” ont donc réussi à les retourner à nos dépens, en leur faisant croire que “the Voice” allait leur faire perdre des acquis. Dans les années 1990, la jurisprudence Mabo avait suscité le même type de mensonges», rappelle-t-elle. En 1992, cette décision de la Cour suprême ouvrait la voie à une reconnaissance des droits fonciers indigènes, à condition que les requérants puissent démontrer une occupation continue des terres : «La droite a alors raconté que les Aborigènes allaient saisir leurs fermes…»

«Nous sommes les héritiers de la plus ancienne civilisation humaine. Soixante millénaires, rappellent les musiciens du groupe Balaclava Peace Collective, qui enregistre dans les studios de la radio CAAMA (Central Australia Aboriginal Media Association). Cela, ils ne peuvent pas nous le retirer. On a pris un coup de pied dans les tripes avec “the Voice”, mais il faut avancer.» Déjà le 30 octobre 2025, l’État de Victoria concluait un traité inédit avec sa population autochtone, prévoyant la création d’une assemblée consultative d’élus aborigènes, ainsi que la formation d’un comité consultatif chargé de la lutte contre les inégalités sanitaires. Cet accord, a assuré la première ministre travailliste de l’État, Jacinta Allan, «donne aux communautés autochtones le pouvoir de façonner les politiques et les services les concernant». «Le traité de Victoria démontre que, malgré l’échec de “the Voice”, l’espoir demeure, conclut M^{me} Appo-Ritchie. Nous devons faire en sorte que cette nation s’accorde avec son histoire partagée.»

CÉDRIC GOUVERNEUR.



Sources : Australian Bureau of Statistics, 2026 ; Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics and Sciences, 2024.

(4) «Estimates of Aboriginal and Torres Strait Islander Australians», Bureau australien des statistiques, 31 août 2023, www.abs.gov.au
(5) «Stop mass incarceration to prevent deaths in custody», Commission australienne des droits humains, avril 2021.
(6) Lindsay Murdoch, «Intervention facing UN criticism», The Age, Melbourne, 23 mai 2011.
(7) Voir «The Statement», https://ulurustatement.org
(8) Lire «En Nouvelle-Zélande, les Maoris se sentent à nouveau trahis», Le Monde diplomatique, septembre 2025.
(9) Sarah Basford Canales, «Indigenous groups say referendum loss proves Australia is a “country that does not know itself”», The Guardian, Londres, 22 octobre 2023.
(10) Daisy Dumas et Tory Shepherd, «University graduates lean yes but wealthy no vote areas show “nuance” of voice attitudes», The Guardian, 19 octobre 2023.
(11) «Your official YES NO referendum pamphlet», www.aec.gov.au

SUPRÉMACISME D’ÉTAT ET NETTOYAGE ETHNIQUE

Le rêve partagé de l’Inde et d’Israël

En dépit de sa proximité avec Téhéran, le Pakistan est parvenu à tirer avantage de la guerre en Iran pour se doter d'un certain crédit diplomatique en œuvrant à une cessation des hostilités. L'Inde a fait un autre choix : celui du soutien inconditionnel à son allié israélien, auquel elle a livré des armes utilisées à Gaza, et avec lequel elle affiche ses convergences idéologiques.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CAMILLE AUVRAY *

QUELQUES jours avant l’agression de l’Iran par les États-Unis et Israël, en février 2026, le premier ministre indien Narendra Modi se rend à Tel-Aviv pour une visite officielle. Elle se conclut par le renforcement des relations bilatérales, via un « partenariat stratégique spécial pour la paix, l’innovation et la prospérité ». De retour à New Delhi, M. Modi ne condamne pas les frappes américaines et israéliennes, se contentant de partager sa « vive inquiétude ».

Il avait affiché moins de retenue au lendemain du 7 octobre 2023. À l’époque, M. Modi est l’un des premiers chefs d’État à condamner l’attaque du Hamas, qu’il qualifie immédiatement de « terroriste » avant de multiplier les gestes de soutien à Tel-Aviv. Comme l’envoi de milliers d’ouvriers du bâtiment, destinés à compenser la perte de main-d’œuvre liée à la suppression des permis de travail accordés aux Gazaouis, le 10 octobre. La galaxie suprémaciste liée au parti de M. Modi – le Bharatiya Janata Party (BJP) – prend alors rapidement le relais : elle organise de nombreux rassemblements en soutien à Israël, aux cris de « Vive l’Inde, vive Israël ! », et inonde les réseaux sociaux : une large majorité des messages publiés sur X avec les mots-dièse #IsraelUnderAttack (« Israël attaqué ») et #ISandWithIsrael (« Je suis aux côtés d’Israël ») serait venue d’Inde (1).

Un même ennemi, le « terrorisme »

DANS les coulisses, toutefois, New Delhi courtise Tel-Aviv et son savoir-faire militaire. Lors du conflit qui oppose son pays à la Chine dans la région himalayenne, en 1962, le premier ministre indien Jawaharlal Nehru demande un soutien militaire à son homologue israélien David Ben Gourion. Il suggère à l’époque que les navires qui transportent les armes ne battent pas pavillon-faire israélien, ce qui lui sera refusé. Au cours des années 1960, New Delhi reçoit – tout en le niant officiellement – des haut gradés israéliens ainsi que des représentants du Mossad pour recueillir leur expertise militaire. En 1984, un commando de l’armée indienne attaque des groupes armés sikhs dans le Pendjab : une branche d’élite du Mossad l’a formé.

L’obsolescence du matériel soviétique qui équipe alors l’armée indienne, l’absence d’industrie militaire nationale et la libéralisation de l’économie poussent New Delhi à se rapprocher de Tel-Aviv au début des années 1990. Lorsque trois essais nucléaires indiens provoquent un embargo technologique contre le pays, en 1998, Israël continue à approvisionner son partenaire. Et quand l’armée indienne arrive à cours de munitions dans le conflit qui l’oppose au Pakistan, un an plus tard, c’est encore Tel-Aviv qui vole à son secours. Dans les années qui suivent, le savoir-faire israélien sert contre les mouvements autonomistes au Cachemire et la guérilla révolutionnaire naxalite (*lire l’encadré ci-contre*). Il va ensuite irriguer peu à peu les politiques de contre-insurrection du pays.

New Delhi est aujourd’hui le plus gros acquéreur d’armes israéliennes, avec près de 2 milliards de dollars d’achat par an, soit plus de 40 % des

Si New Delhi vote en mai 2024 pour l’admission de l’État de Palestine au sein de l’Organisation des Nations unies (ONU), elle s’abstient le plus souvent lors des scrutins sur les résolutions mettant en cause Israël, depuis plusieurs années. Ainsi M. Modi creuse-t-il méthodiquement un sillon stratégique qui éloigne toujours plus le géant sud-asiatique de sa position historique propalestinienne.

Ex-colonie britannique, l’Inde est l’un des premiers pays à s’opposer à la déclaration Balfour de 1917, qui soutient la création d’un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine, alors sous domination ottomane. « La Palestine appartient aux Arabes comme l’Angleterre appartient aux Anglais, ou la France aux Français (2) », écrit en 1938 Mohandas Karamchand Gandhi, père de la lutte pour l’indépendance indienne. En 1947, New Delhi vote contre la partition de la Palestine à l’Assemblée générale des Nations unies. L’Inde est aussi le premier pays non arabe à reconnaître l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme représentante des Palestiniens et à accueillir Yasser Arafat avec les honneurs d’un chef d’État. Si elle reconnaît Israël en 1950, elle ne lui offre qu’un bureau de l’immigration à Bombay, à plus de mille kilomètres du quartier des ambassades de New Delhi (une implantation que Tel-Aviv n’obtiendra qu’en 1992).

ventes israéliennes. De son côté, Israël se place à la troisième place des fournisseurs de l’Inde, après la Russie et la France. L’Inde vend désormais son matériel militaire aux Israéliens – comme l’a révélé une vidéo où l’on peut lire, sur les restes d’un missile tiré par un avion israélien sur un camp de réfugiés gazaouis, « Made in India » (3).

Mais, depuis l’arrivée au pouvoir de M. Modi, en 2014, le principal moteur de cette alliance est idéologique. Il découle de la proximité entre le cou-



REENA SAINI KALLAT. – « Hyphenated Lives (Pea-kar) » (Des vies entre deux mondes), 2015

rant politique qu’incarne le premier ministre indien, l’hindutva, et le sionisme. L’un promeut une Inde réservée aux hindous, l’autre un Israël réservé aux Juifs. Et tous deux font bon usage du nettoyage ethnique, de la colonisation interne et de l’islamophobie d’État pour parvenir à leurs fins. C’est sans doute la raison pour laquelle la femme du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu était vêtue d’orange pour accueillir M. Modi à l’aéroport lors de sa visite en février dernier : il s’agit de la couleur du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), l’organisation centenaire suprémaciste hindoue qui l’a formé politiquement. Les deux États se complaisent dans un champ lexical commun, glorifiant le prestige de leurs « civilisations anciennes », « reliées l’une à l’autre depuis plus de deux mille ans » : de « grandes démocraties » assiégées par un même ennemi, le « terrorisme » (4).

L’intérêt des nationalistes hindous pour le sionisme n’a d’égal que celui qu’ils portent au nazisme, érigé en source d’inspiration pour régler le « problème musulman » (5). Dans *Le Monde après Gaza* (Zulma, 2025), l’intellectuel indo-britannique Pankaj Mishra évoque sa famille nationaliste et une affiche de l’ancien chef d’état-major israélien Moshe Dayan (1915-1981) longtemps accrochée au mur de sa chambre. Pour ce courant de pensée, le modèle sioniste excelle dans sa capacité à ériger les musulmans en ennemi à la fois inté-

rieur et extérieur. « Qu’on les appelle Palestiniens, Afghans ou Pakistanais, la racine du problème, pour les hindous et les Juifs, c’est l’islam (6) », écrit par exemple M. Rohit K. Vyasmaan, leader de la branche américaine de l’organisation fasciste Bajrang Dal et fondateur du mouvement Hindu-Jewish Unity.

Sur les nombreuses chaînes privées réactionnaires du pays, les présentateurs répètent à l’envi leur soutien à Israël. « Les mêmes radicaux djihadistes islamistes terroristes dont Israël est victime, nous en sommes aussi les victimes. Israël mène cette guerre pour nous tous », assène par exemple Arnab Goswami sur la chaîne de Republic Media Network.

Dans un pays où les pratiques de boycott ont été au cœur de la lutte pour l’indépendance, les appels au refus de commercer avec Israël ont été rares. On a pourtant vu l’usine indienne Maryan Appareil Private Limited, qui fabriquait des uniformes pour la police israélienne depuis huit ans, refuser toute nouvelle commande fin octobre 2023, en réaction aux bombardements menés par Israël sur Gaza. En février 2024, le syndicat des dockers lié au Parti communiste indien, la Water Transport Workers Federation, menace de ne pas charger les bateaux qui transportent des armes pour alimenter la guerre contre Gaza. Le 21 octobre 2024, une manifestation est organisée par le Parti communiste devant l’usine Elbit à

Hyderabad, exigeant l’arrêt immédiat de la fabrication d’armes pour Israël.

Mais lors des rassemblements de solidarité avec les Palestiniens, les manifestants ont été envoyés en garde à vue par centaines, pour trouble à l’ordre public ou atteinte à l’unité nationale et son intégrité. Les prières pour Gaza ont été interdites dans les mosquées. Les drapeaux palestiniens ont régulièrement été confisqués et des groupes suprémacistes ont dénoncé ceux qui les brandissaient à la police, laquelle a immédiatement diligenté des enquêtes pour qualifier un délit – « hisser et brandir le drapeau d’un pays étranger sur le sol indien » – qui n’existe pas en Inde (7). Aucune mesure de ce type lors du déploiement des drapeaux israéliens au cours des manifestations de soutien à Tel-Aviv.

(1) Marc Owen Jones, « Analysis : Why is so much anti-Palestinian disinformation coming from India ? », Al-Jazira, 16 octobre 2023.
(2) Mahatma Gandhi, « The Jews in Palestine », *Harijan*, New Delhi, 26 novembre 1938.
(3) « India exports rockets explosives to Israel amid Gaza war, documents reveal », 26 juin 2024, www.aljazeera.com
(4) Toutes ces citations proviennent du discours de M. Modi à la Knesset le 25 février 2026.
(5) Lire Guillaume Delacroix, « Au cœur de la machine suprémaciste hindoue », *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.
(6) Cité dans Azad Essa, *Hostile Homelands. The New Alliance between India and Israel*, Pluto Books, Londres, 2023.
(7) Le droit indien ne pénalise que le fait de hisser un drapeau plus haut que le drapeau national.

Vers la fin des naxalites

« LE pays est désormais libéré du naxalisme », proclame fièrement le ministre de l’intérieur indien Amit Shah le 30 mars 2026. Il annonce la fin du mouvement révolutionnaire maoïste né à la fin des années 1960 et qui s’était, ces dernières années, réfugié dans les zones centrales du pays où il entravait l’exploitation des ressources minières.

Ce que le parti du Congrès avait tenté à la fin des années 2000, le Bharatiya Janata Party (BJP) de M. Narendra Modi sera parvenu à l’accomplir. Depuis dix mois, une opération militaire d’une intensité rare a été conduite au Chhattisgarh, un État du centre du pays passé au BJP en janvier 2024, où subsistaient les dernières poches de résistance, comptant quelques milliers de combattants. Outre le déploiement d’énormes moyens militaires, la stratégie de l’armée s’est appuyée sur un système de rançon offerte pour tout maoïste (avéré ou supposé) capturé « mort ou vif ». L’année 2025 a ainsi été marquée par les plus importantes pertes humaines depuis vingt ans pour les naxalites.

Les autorités se félicitent d’avoir adossé leurs opérations militaires à l’installation d’infrastructures de développement (antennes-relais, bureaux de poste et de banque, milliers de kilomètres de routes creusées dans des zones où n’existaient que des pistes de sable ou de terre). Des axes routiers qui ouvrent désormais la voie aux engins du « progrès », venus déterrer minerai de fer, charbon, cuivre, chrome, manganèse, plomb, or, bauxite...

Née en 1967 dans les campagnes du Bengale-Occidental après des révoltes paysannes contre les propriétaires terriens, la guérilla naxalite, du nom du premier village insurgé, Naxalbari, s’était déployée dans une dizaine d’États indiens et structurée pendant presque soixante ans autour des doctrines révolutionnaires du dirigeant du Parti communiste chinois Mao Zedong. Elle a fini par s’organiser en 2004 au sein d’un organe unifié, le Parti communiste maoïste de l’Inde, interdit

par le gouvernement. Ses combattants armés, présentés dans les médias comme un groupe terroriste sanguinaire, étaient pour la plupart des *adivasis* (« aborigènes ») alliés aux héritiers du marxisme-léninisme pour s’opposer à l’extractivisme et défendre une vision égalitaire du monde. Selon les chiffres officiels, environ 10 000 maoïstes ont rendu les armes au cours de la dernière décennie, 2 300 rien qu’en 2025 et 630 en 2026. Sur les 21 membres du comité central, « *douze ont été tués, un arrêté, sept se sont rendus et des discussions sont en cours avec le dernier, en cavale* », a annoncé le ministère de l’intérieur (1). « *Le comité central n’existe plus* », nous confirme une militante sous couvert d’anonymat.

Ce sont surtout les fractures internes qui semblent avoir précipité la chute de l’une des plus vieilles guérillas de la planète. En mai 2025, la mort de Nambala Keshava Rao, dit « Basavaraju », le secrétaire général du parti et naxalite « *le plus recherché* », a précipité une crise organisationnelle. En octobre de la même année, l’un des principaux dirigeants, M. Mallojula Venugopal Rao, alias « Sonu », rend les armes avec soixante autres cadres. « Sonu » expose dans une lettre de vingt-deux pages les impasses du naxalisme actuel : une structure partisane clandestine tournée vers la mobilisation des masses remplacée par une organisation exclusivement militaire aux unités repérables ; l’absence de recrutement et la sous-estimation des forces ennemies ; le dédain pour les formes légales de résistance, considérées comme « *réformistes* » (2). « *Des erreurs stratégiques fatales* », nous confiait un ancien cadre du mouvement en février 2026.

C. A.

(1) « Union Home Minister and Minister of Cooperation, Shri Amit Shah, replies to the discussion in the Lok Sabha on the efforts to free the country from Left-Wing Extremism (LWE) », ministère de l’intérieur, New Delhi, 30 mars 2026.
(2) Cf. Rahul Pandita, « The red crack-up », Open Magazine, 6 novembre 2025, https://openthemagazine.com

KIEV ET MOSCOU FONT LE PARI DE L'ESCALADE MILITAIRE

Ukraine, l'Europe contre la paix ?

Plus de quatre ans après le début de l'offensive russe en Ukraine, aucun belligérant ne semble en mesure de l'emporter. Car ni l'un ni l'autre ne peut perdre cette guerre, dans laquelle ils ont englouti tant d'hommes et de moyens. Mais on ne fait pas la paix avec ses amis. Retrouver le chemin d'une coexistence en sécurité suppose de comprendre les intérêts de ses ennemis et d'en tenir compte. Ce que l'Europe semble oublier.

PAR ANATOL LIEVEN *

Au regard des objectifs initiaux de Moscou et des cinq siècles de domination russe sur l'Ukraine, Kiev a remporté une victoire qui pourrait ouvrir la voie à un accord de paix durable : contre toute attente, le pays est parvenu à contenir l'offensive russe, à conserver le contrôle de 80 % de son territoire, à renforcer son identité nationale et son ancrage occidental, tout en créant les conditions d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Mais il ne s'agit pas d'une victoire totale. Celle-ci impliquerait la reconquête de l'ensemble des territoires occupés par la Russie depuis 2014 : un objectif militairement inatteignable. Les observateurs occidentaux qui soutiennent aujourd'hui que l'Ukraine aurait « inversé le cours de la guerre » et que la « dynamique » lui permettrait d'obtenir davantage du conflit en méconnaissent les réalités.

L'utilisation combinée de drones, de mines et du renseignement satellitaire a empêché l'armée russe de procéder aux concentrations de forces nécessaires à une percée. En conséquence, le conflit au sol s'est enlisé dans une guerre d'usure où de petits groupes de combattants des deux camps se disputent le contrôle – souvent éphémère – de portions infimes de territoire (1). Toutefois, les facteurs qui ont enrayé l'avancée russe limitent tout autant la capacité des Ukrainiens à mener une contre-offensive d'envergure.

Les Occidentaux qui attendent d'un accord de paix des garanties absolues et permanentes contre toute future agression russe révèlent leur incompréhension des réalités stratégiques. L'histoire ne connaît

aucune garantie permanente et, en l'espèce, elle ne pourrait être obtenue qu'au prix de l'anéantissement de l'État russe. Or c'est précisément pour se prémunir contre cette éventualité que Moscou s'est doté d'un immense arsenal nucléaire.

Si la trêve entre les États-Unis et l'Iran venait à durer, l'administration Trump pourrait relancer les négociations avec la Russie et jeter les bases d'une paix viable. La participation européenne serait néanmoins essentielle, car seule l'Europe peut offrir aux belligérants des contreparties suffisamment attractives pour les convaincre de renoncer à leurs positions inconciliables. L'Allemagne, la Pologne et d'autres États membres ont vivement critiqué l'initiative du président du Conseil européen António Costa d'ouvrir un canal diplomatique avec Moscou. Mais il est tout à fait dans l'intérêt de l'Europe qu'il soit autorisé à poursuivre dans cette voie.

On lit souvent que « la Russie refuse de négocier ». C'est absurde : le Kremlin et la Maison Blanche négocient depuis un an. Dans l'intervalle, la Russie a considérablement revu à la baisse les exigences qu'elle formulait en juin 2024. En matière d'armements, la restriction qui subsisterait concernerait les missiles de longue portée capables de frapper en profondeur son territoire. La Russie n'exige plus non plus, comme préalable à tout accord de paix, le retrait ukrainien des régions de Zaporijia et de Kherson – dont elle revendique l'annexion alors qu'elle ne les occupe que partiellement. Enfin, elle reconnaît le droit de l'Ukraine à adhérer à l'Union européenne.

Entre incitation et dissuasion

Cet abandon progressif de certaines revendications majeures ne doit rien à un quelconque sursaut moral du Kremlin. Il traduit simplement l'incapacité des forces russes, après quatre années de conflit, à l'emporter sur le champ de bataille et à briser la détermination du peuple ukrainien. Parallèlement, l'armée russe a subi de lourdes pertes. Malgré les primes généreuses offertes aux recrues, le nombre de volontaires prêts à s'engager diminue. L'économie du pays rencontre des difficultés croissantes, tandis que la lassitude face à la guerre gagne du terrain, sans pour autant susciter la résignation, en Russie pas plus qu'en Ukraine. Au sein même des élites russes, les appels en faveur d'une paix rapide se font plus nombreux.

* Directeur du programme Eurasie au Quincy Institute for Responsible Statecraft, Washington, DC.

C'est en réalité l'Union européenne qui a jusqu'à présent « refusé de négocier », en subordonnant l'ouverture de pourparlers à l'acceptation par Moscou d'un cessez-le-feu sans condition. La Russie a rejeté cette demande à plusieurs reprises et devrait continuer à s'y opposer. Une telle concession reviendrait en effet à sacrifier son unique moyen de pression dans les négociations. Elle l'exposerait alors soit à reprendre les hostilités, soit à voir l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et l'Union européenne adopter des mesures qu'elle juge inacceptables et qui équivaldraient à un aveu de défaite : le déploiement de troupes occidentales en Ukraine et la perspective d'une adhésion ukrainienne à l'Alliance.

Le 7 juin, les dirigeants de l'Ukraine et de l'E3 (France, Allemagne et Royaume-Uni) ont défini cinq conditions pour « une paix juste et durable (2) ». Elles prévoient un cessez-le-feu complet et immédiat ; l'adoption de la ligne de contact actuelle comme point de départ des négociations et le respect du droit souverain de l'Ukraine à choisir ses alliances ; des garanties de sécurité solides et juridiquement contraignantes, ainsi que le déploiement d'une force multinationale après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu ; le maintien du gel des avoirs russes jusqu'à la fin de l'agression russe et l'indemnisation de l'Ukraine ; enfin, la préservation des intérêts de sécurité européens.

Si ces conditions sont maintenues, aucun accord de paix ne pourra voir le jour. À supposer même que, sous l'effet d'un épuisement mutuel, la Russie et l'Ukraine parviennent à un cessez-le-feu, celui-ci resterait extrêmement fragile, marqué par des affrontements récurrents et par la menace constante d'une reprise des hostilités. En d'autres termes, l'Ukraine replongerait dans la situation de 2014 à 2022, qui s'est soldée par une invasion russe à grande échelle. Pour prendre un exemple international, elle connaîtrait non pas la stabilité relative

Vieux Continent dans une dépendance sécuritaire vis-à-vis des États-Unis et, par conséquent, dans l'acceptation tacite des crimes et errements de la politique américaine au Proche-Orient et ailleurs. À plus long terme, si M. Donald Trump ou un futur président républicain américain décidait d'annexer le Groenland, l'Europe se retrouverait dans une position extrêmement périlleuse, en étau entre une Amérique ouvertement hostile et la Russie.

Certains soutiennent qu'il est inutile de rechercher un accord de paix,

« Mettre l'OTAN à l'épreuve »

Les éléments de dissuasion contre une future agression russe sont déjà largement en place. Si des gains territoriaux limités au prix de centaines de milliers de morts et l'inefficacité démontrée de sa supériorité en nombre de chars et d'avions ne suffisent pas à la décourager de lancer une nouvelle offensive, qu'est-ce qui pourrait l'en dissuader ? Il appartient désormais aux dirigeants européens de concevoir des mesures susceptibles de permettre à M. Vladimir Poutine de revendiquer une forme de victoire – aussi illusoire soit-

qu'on ne peut pas faire confiance à la Russie et qu'elle finira, tôt ou tard, par revenir à l'offensive. Mais, là encore, cela revient à dire que la sécurité de l'Ukraine passe uniquement par la destruction de l'État russe. Tout processus de paix fondé sur la conviction réciproque que le camp adverse serait, par nature, indigne de confiance est voué à l'échec. Les pourparlers visent à trouver un équilibre entre dissuasion et incitation, afin d'amener les deux parties à conclure qu'en définitive le retour à la guerre ne servirait pas leurs intérêts.

partisans d'un tel déploiement estiment qu'une fois la guerre en Ukraine terminée Moscou cherchera à « tester l'OTAN » en s'en prenant aux États baltes (3). Pourtant, le général américain Alexis G. Grynkeuich, commandant suprême des forces alliées en Europe, a récemment indiqué que, selon les services de renseignement militaire américains, Moscou n'avait ni l'intention ni les moyens de mener une telle offensive (4).

La crainte d'un redéploiement des troupes russes vers les pays baltes une fois cette guerre terminée part du principe qu'en pareille circonstance Kiev resterait les bras croisés au lieu de saisir l'occasion pour tenter de reconquérir ses territoires perdus. Dans les faits, comment Moscou pourrait-il retirer la majeure partie de son armée d'Ukraine ? L'hypothèse ignore également l'extrême vulnérabilité de l'enclave russe de Kaliningrad, cernée par des États membres de l'OTAN. Si la Russie attaqua l'Estonie, la Lituanie et la Pologne réagiraient immédiatement en imposant un blocus contre l'ancien Königsberg, soit pour s'en emparer, soit pour l'asphyxier jusqu'à sa reddition. Or la Russie ne dispose pas des effectifs nécessaires pour vaincre une armée polonaise capable, en cas de conflit, de mobiliser plus de 500 000 réservistes. M. Poutine serait-il réellement prêt à sacrifier l'enclave pour un bout d'Estonie ?

Par ailleurs, si la Russie devait vraiment, un jour, « mettre l'OTAN à l'épreuve », comment s'y prendrait-elle ? En attaquant un État membre de l'Alliance et en plaçant ainsi Washington devant l'alternative d'une humiliation cuisante ou d'une guerre directe avec la Russie, qui se solderait soit par la défaite de cette dernière, soit par un cataclysme nucléaire ? Ou en s'en prenant à une force européenne présente en Ukraine, État non membre de l'OTAN que les États-Unis ne sont nullement tenus de défendre ?

Pour amener la Russie à renoncer à ses revendications sur l'ensemble du Donbass, l'E3 devrait s'inspirer de la proposition du premier ministre belge Bart De Wever (*L'Écho*, 14 mars 2026), et offrir à Moscou un « deal » prévoyant la normalisation des relations, la reprise des achats d'énergie russe et la levée complète des sanctions économiques, assortie d'une clause de réactivation automatique en cas de nouvelle offensive. Cette offre constituerait-elle un « pont d'or » suffisant pour permettre à M. Poutine de sauver la face en revendiquant une forme de victoire ? Nul ne peut le savoir tant qu'elle n'aura pas été formulée. Mais plus tôt elle le sera, mieux ce sera pour toutes les parties concernées.

(Traduit de l'anglais par Virginie Ebongué.)



PETER DEPELCHIN. – « Euros, dieu du vent », 2020

observée dans la péninsule coréenne depuis 1953, mais une dynamique comparable à celle du Cachemire depuis 1948, avec les conséquences que l'on sait pour l'Inde et le Pakistan.

Un cessez-le-feu durable sans accord de paix serait profondément contraire aux intérêts de l'Ukraine, comme à ceux du continent européen. L'instabilité et l'insécurité qui en résulteraient compliqueraient considérablement la reconstruction économique de l'Ukraine et son rapprochement avec l'Union européenne. Cette situation fournirait en outre un prétexte à tous les intérêts économiques européens opposés à cette adhésion. La nécessité d'une mobilisation et d'une militarisation permanentes renforcerait l'autoritarisme en Ukraine et compromettrait durablement les réformes démocratiques. Dans le même temps, l'Europe entière risquerait d'être entraînée dans la guerre. Ce scénario entraverait toute « autonomie stratégique » européenne, en maintenant le

elle – afin de mettre un terme à cette guerre et d'empêcher sa reprise.

Pour qu'un accord de paix puisse être conclu, la Russie devra renoncer à exiger le retrait des forces ukrainiennes des zones du Donbass encore sous contrôle de Kiev, car aucun dirigeant ukrainien ne saurait assumer une telle concession. Bruxelles et Kiev devront pour leur part abandonner toute perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, ainsi que tout déploiement de troupes occidentales sur le sol ukrainien ; aucun gouvernement russe ne pourrait y consentir.

De la part des Européens, cela ne constituerait toutefois pas un véritable sacrifice. En excluant publiquement, et à maintes reprises, toute intervention militaire, l'administration Biden et la grande majorité des gouvernements des membres de l'OTAN ont, de fait, signifié que l'Ukraine n'intégrerait pas l'Alliance et qu'aucune troupe européenne ne serait déployée sur son territoire. Nombre de

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

- * plus de 800 numéros du journal
- * plus de 2500 cartes
- * plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives / **ABONNEZ-VOUS**

(1) Lire « Verdun-en-Donbass », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.

(2) « Déclaration conjointe des dirigeants de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Ukraine », 7 juin 2026, www.elysee.fr

(3) Lire Hélène Richard, « Y a-t-il une menace russe ? », *Le Monde diplomatique*, avril 2025.

(4) Aysun Bora et Anne-Sylvaine Chassany, « Russia "not looking for conflict" », says Nato's top US commander », *Financial Times*, Londres, 11 juin 2026.

Le contrôle des migrants

La démission de l'Allemand Christian Schmidt, haut représentant international pour la Bosnie-Herzégovine, révèle les divergences croissantes entre l'Union européenne et les États-Unis dans les Balkans (lire ci-dessous). Partagés entre deux allégeances, les responsables politiques de la région font les bonnes affaires des proches de M. Donald Trump, tout en acceptant que Bruxelles leur délègue sa politique migratoire.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS *

ET si l'avenir de l'Union européenne et de son processus d'élargissement se jouait à Gjadër ? Cette modeste bourgade située au nord de Tirana ne compte plus guère d'habitants. On y trouve un café, dont les tarifs modestes restent dissuasifs pour les retraités, qui préfèrent partager une bière achetée à l'épicerie voisine. Du temps d'Enver Hoxha, les « *camarades chinois* », ultimes alliés de l'Albanie de 1961 à 1979, avaient construit un aéroport militaire ici. Un quadrilatère de hauts murs grillagés se dresse désormais sur l'ancien tarmac, entourant des préfabriqués de douze mètres carrés, placés en permanence sous vidéosurveillance. Le camp possède aussi une unité carcérale, et préfigure la nouvelle politique migratoire de l'Union européenne promue par la présidente de la Commission, M^{me} Ursula von der Leyen.

Elle l'avait cité dans une lettre adressée aux dirigeants des pays membres de l'Union européenne comme « *un exemple de réflexion en dehors des normes traditionnelles, fondée sur un partage équitable des responsabilités avec les pays tiers* ». La présidente de la Commission milite de longue date pour l'externalisation des procédures d'asile. Dès 2020, elle propose d'abolir le règlement de Dublin, qui répartit les demandes d'asile entre les pays européens, pour le remplacer par « *un nouveau système européen de gouvernance de la migration* ». Le réseau

* Journaliste. Coauteur avec Laurent Geslin de l'ouvrage *Les Balkans en 100 questions. Carrefour sous influences*, Tallandier, Paris, 2023.

Migreurop y voit la volonté de remplacer « *une Europe solidaire dans l'accueil* » par « *une Europe solidaire dans la mise à distance des personnes exilées* » (1).

Cette option a été confirmée par le pacte sur la migration et l'asile, approuvé par le Parlement européen en 2024 et entré en vigueur le 12 juin 2026, qui généralise l'externalisation du contrôle des frontières et prévoit la possibilité d'ouvrir des « centres de retour » hors de l'Union pour les déboutés du droit d'asile. Quinze pays de l'Union auraient voulu aller encore plus loin. Le 15 mai 2024, ils demandaient à l'exécutif européen de développer des mécanismes visant à « *détecter, intercepter ou, en cas de détresse, secourir les migrants en haute mer et les amener dans un lieu sûr prédéterminé dans un pays partenaire en dehors de l'UE* (2) ». Pourtant signataire de cette lettre, le gouvernement de Rome a finalement fait modifier la fonction des installations de Gjadër. Il s'agit désormais d'un centre de retour pour les personnes à qui l'asile a été refusé, ce qui assure sa compatibilité avec le nouveau pacte. Le Parlement italien a validé l'évolution fin mai 2025, et les conteneurs de Gjadër ont commencé à se remplir.

Le commissaire européen aux affaires intérieures et aux migrations, le conservateur autrichien Magnus Brunner, a fait de l'externalisation de l'asile sa priorité. Les pays candidats des Balkans occidentaux ont été incités à signer des accords de réadmission les engageant à accepter les migrants renvoyés qui seraient passés



BRILANT MILAZIMI. – «Participating in Our Happiness» (Contribuer à notre bonheur), 2023

par leur territoire. Depuis plusieurs années déjà, l'Allemagne renvoie des déboutés du droit d'asile en Croatie, d'où ils sont aussitôt conduits vers la Bosnie-Herzégovine. Les victimes de ces expulsions en chaîne sont le plus souvent abandonnées à leur sort, ce qui leur permet de reprendre la route en direction de l'Allemagne. Un récent rapport du Centre international d'études sur les conflits de Bonn pointe le caractère « *contre-productif* » de ces mesures d'éloignement qui font la fortune des réseaux de passeurs (3).

En décembre 2021, le Kosovo signait un accord avec le Danemark, prévoyant la location pour dix ans de trois cents cellules de la prison de Gjilan pour la bagatelle de 15 millions d'euros par an, plus un chèque de 6 millions pour accompagner le petit État balkanique dans sa « transition verte ». Les premiers détenus devant arriver en 2026, des gardiens de prison kosovars ont suivi une formation au Danemark en juin 2025. Les autorités de Copenhague garantissent des condi-

tions de détention en tout point semblables à celles qui existent au Danemark, mais des problèmes de souveraineté pourraient se poser, puisque le droit danois prévaudra au sein de l'établissement carcéral. La Belgique a aussi manifesté son désir de transférer des détenus au Kosovo. Estimant que le pays était traité comme un « *réservoir de déchets humains* », le Conseil pour la protection des droits de l'homme et des libertés (KMLDNJ) de Pristina a qualifié l'accord avec le Danemark de « *trafic de prisonniers* ». Selon cet organisme, il s'agira principalement de détenus ne disposant pas de la citoyenneté danoise, appelés à être expulsés après avoir purgé leur peine, et qui pourraient être amenés à rester un temps indéterminé au Kosovo si leur rapatriement forcé se révélait impraticable.

L'intérêt des Balkans, aux yeux des pays de l'Union européenne, ne se limite pas à leur fonction de « garage » pour les « indésirables ». Le 18 juillet 2024, M. Olaf Scholz, alors chancelier fédéral

d'Allemagne, se rendait à Belgrade pour assister à la signature d'un « *partenariat sur les matières premières essentielles* » entre la Serbie et l'Union. Des accords de ce type ont déjà été signés avec l'Australie, le Chili, l'Ouzbékistan ou le Rwanda. C'est toutefois la première fois que les Vingt-Sept en concluent un avec un pays candidat, en principe appelé à les rejoindre. Une imposante délégation de représentants de l'industrie automobile allemande accompagnait M. Scholz, et Berlin – comme Londres et Paris – a fait pression pour

(1) Sophie-Anne Bisiaux et Lorenz Naegeli, « Chantage dans les Balkans : comment l'UE externalise ses politiques d'asile », *Le Courrier des Balkans*, 7 juin 2021.

(2) Kalin Stoyanov et al., « Joint letter from the undersigned ministers on new solutions to address irregular migration to Europe », 15 mai 2024, www.politico.eu

(3) Jochen Oltmer, Marcel Berlinghoff, Frank Düvell, Benjamin Etzold, Christine Lang et Andreas Pott, *Report Globale Flucht 2023*, Fischer, Francfort, 2025.

De Belgrade à Tirana, ces chefs

PAR ANA OTAŠEVIĆ *

LE 7 avril dernier, le fils du président américain, M. Donald Trump junior, atterrissait en Republika Srpska, la république serbe de Bosnie-Herzégovine, pour apporter le soutien ostentatoire des États-Unis à M. Milorad Dodik. Ancien président de cette entité, dont il reste l'homme fort, celui-ci estima que cette visite valait démonstration face au pouvoir central de Sarajevo.

Assortie de quelques concessions, cette disposition favorable de la Maison Blanche à son égard a permis à M. Dodik de faire lever les sanctions américaines qui le visaient depuis plusieurs années. Inculpé en septembre 2023 pour non-respect des décisions du haut représentant Christian Schmidt, véritable consul du pays (1), l'ancien président de la Republika Srpska n'avait cessé de contester les décisions de justice. L'Assemblée de la république autonome a même adopté des lois contestant les institutions judiciaires centrales, ce qui a conduit le parquet de Sarajevo à engager de nouvelles poursuites. Après sa condamnation en appel à un an de prison avec sursis et à six ans d'inéligibilité, en août 2025, M. Dodik a défié le mandat d'arrêt international le visant en rencontrant M. Benyamin Netanyahu en Israël, puis M. Vladimir Poutine à Moscou.

Après l'escalade, soudainement, la tension est redescendue. L'Assemblée de la Republika Srpska a retiré les lois contestées. M. Dodik a quitté la présidence et reconnu la légitimité d'une juridiction qu'il disait rejeter en réglant une amende qui annule sa condamnation. « *Ce n'est pas une bonne chose*

de démettre ainsi un président de la République, a martelé l'intéressé à la veille de recevoir M. Trump junior. Mais si cela sert la lutte de long terme de la Republika Srpska, alors c'est utile. »

Depuis, M. Dodik a multiplié les apparitions aux États-Unis aux côtés de figures trumpistes, dont M. Michael Flynn, conseiller à la sécurité nationale durant le premier mandat du président Donald Trump et devenu son lobbyiste. De retour chez lui, il invoque sa proximité avec le mouvement MAGA (« Make America Great Again ») et l'échec de la construction d'un État en Bosnie pour affirmer que la république serbe « *peut coopérer avec les Américains mais pas avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)* », qui « *nous a bombardés à deux reprises à l'uranium appauvri, en Republika Srpska et en Serbie* ». Quelques jours plus tard, il fait état, cette fois, d'une position « *neutre* » à l'égard de l'Alliance. En réalité, la Bosnie-Herzégovine se rapproche discrètement de l'OTAN, comme l'illustre l'adoption, fin octobre dernier, d'un programme de coopération par une commission nationale où siège le parti de M. Dodik. Cette étape-clé vers une association étroite avec l'Alliance a été débloquée une semaine avant la levée des sanctions le visant.

Après la démission de M. Schmidt le 11 mai dernier, et la remise de son rapport au Conseil de sécurité des Nations unies sur la « *consolidation de l'État de droit* » et le « *risque de fragmentation* » des institutions bosniennes, les Européens ont plaidé pour qu'un successeur soit rapidement désigné. Les Russes demandent au contraire la fermeture du bureau du haut représentant – qui peut imposer des lois et révoquer des responsables politiques –, présenté comme la « *principale source d'instabilité* » du pays.

La réunion du Conseil de mise en œuvre de la paix, le 4 juin, a scellé un désaccord sur le nom du futur haut

représentant. Washington et Rome ont tenté d'imposer M. Antonio Zannardi Landi, ancien ambassadeur d'Italie à Moscou et Belgrade. Paris, Berlin et Londres soutenaient le Français René Troccaz, envoyé spécial de la France pour les Balkans occidentaux. Les États-Unis ont fustigé l'« *incapacité des Européens à parvenir à un consensus autour d'un candidat européen* » et annoncé qu'ils envisagent de « *revoir leur rôle au sein de la présence internationale actuelle* ». Ils ont plaidé pour des responsabilités « *beaucoup plus limitées* » du haut représentant, estimant que la Bosnie « *s'approche de la fin de l'interventionnisme international* ». En réalité, les décisions de M. Schmidt contrariaient leurs intérêts, en particulier dans le secteur gazier.

« Dans une dépendance quasi coloniale »

Profitant du contexte créé par la guerre en Ukraine, Washington entend renforcer son emprise sur le secteur énergétique des Balkans, notamment par la construction de gazoducs couplés avec des centrales thermiques (pour 1,3 milliard d'euros), confiée à la société AAFS. Cette entreprise est dirigée par M. Jesse Binnall, ancien avocat du président Trump, et M. Joseph Flynn, frère de M. Michael Flynn – deux figures de la campagne visant à contester le résultat de l'élection présidentielle américaine de 2020. Le gazoduc doit acheminer du gaz naturel liquéfié (GNL) depuis le terminal croate de l'île de Krk. « *Cela nous place dans une dépendance quasi coloniale. Ce projet revêt avant tout une dimension géostratégique pour les États-Unis* », estime Damir Kapidžić, professeur à la faculté des sciences politiques de Sarajevo.

L'objectif est de remplacer progressivement les centrales électriques à charbon par des centrales alimentées en gaz américain. L'ambassa-

teur de l'Union européenne à Sarajevo s'est permis d'adresser une lettre à la première ministre, M^{me} Borjana Krišto, pour lui rappeler qu'en tant que signataire du traité sur la Communauté de l'énergie, la Bosnie doit respecter les règles de l'Union européenne, notamment en matière d'appel d'offres et de concurrence. « *Le non-respect persistant par la Bosnie-Herzégovine de ses obligations au titre de ce traité (...) constitue l'un des principaux obstacles au processus d'intégration européenne* », souligne-t-il.

Pour Washington, l'enjeu est de se substituer aux approvisionnements russes : depuis la Grèce, l'Albanie ou la Croatie, le gaz américain peut remonter vers la Bulgarie, la Roumanie, les Balkans occidentaux, la Hongrie ou l'Ukraine. Fin avril, l'Albanie a signé un accord pour construire une centrale thermique à Vlora alimentée pendant vingt ans en GNL américain via la Grèce.

Début avril, M. Joseph Flynn a présenté à Sarajevo le projet de gazoduc comme un instrument de rapprochement durable avec la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Un mois plus tôt, son frère Michael jugeait « *dépassés* » les accords de Dayton (1995) – acte fondateur de la Bosnie-Herzégovine, parrainé par les États-Unis (2). À Banja Luka, il a plaidé pour une décentralisation permettant de s'affranchir de Bruxelles et évoqué le modèle de séparation tchécoslovaque en réponse à une question sur la manière dont la république serbe de Bosnie pourrait conquérir sa « liberté », soutenant ainsi implicitement l'idée de son indépendance.

(1) Lire « De Dayton au protectorat occidental », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

(2) Cf. « Flynn : One must be fearless about one wants in future », agence de presse de la Republika Srpska (SRNA), 3 mars 2026, www.srna.rs

DANS SON ARRIÈRE-COUR

sous-traité aux Balkans

que Belgrade relance les projets d’exploitation du lithium, suspendus en raison d’une forte opposition des populations locales. L’Allemagne dispose elle-même d’importants gisements de ce minerai essentiel pour les batteries des moteurs électriques, mais préfère en favoriser l’exploitation en Serbie plutôt que sur son propre sol (4).

Les Balkans constituent par ailleurs un précieux réservoir de main-d’œuvre qualifiée, dont l’Allemagne semble avoir d’inextinguibles besoins. Si la région a toujours été terre d’émigration, l’exode ne cesse de s’amplifier depuis le début des années 2010(5) – invalidant le discours européen convenu sur les constants « progrès » que réaliseraient les pays des Balkans. Du reste, cet exode vide aussi bien des États membres de l’Union, comme la Bulgarie et la Croatie, que les pays candi-

dat. Au Kosovo, les étudiants en médecine ou en école d’infirmières reçoivent des propositions d’embauche avant même la fin de leurs études. Chaque année, leur diplôme en poche, 300 infirmières quitteraient le petit pays. Celui-ci aurait vu partir 850 médecins depuis 2018 : une saignée qui remet en cause la survie même du système de santé kosovar. Ces départs ne s’expliquent pas uniquement par la perspective d’un meilleur salaire : beaucoup de jeunes diplômés évoquent le poids du népotisme, des réseaux de recommandations, voire de la nécessité d’avoir les « bons contacts politiques » pour prétendre au moindre emploi. Directeur général honoraire de la Commission européenne, longtemps chargé des politiques d’élargissement et de voisinage, M. Pierre Mirel reconnaît que cet exode « appauvrit les Balkans » autant qu’il « enrichit l’Europe ».

Rafale fantômes

L’UNION européenne, qui profite ainsi des systèmes éducatifs financés par les États des Balkans, a beau jeu de rappeler l’importance des fonds qu’elle distribue dans le cadre des politiques de pré-adhésion. La Commission a annoncé en novembre 2023 un nouveau « plan de croissance » d’un montant de 6 milliards d’euros pour la période 2024-2027, se composant pour 2 milliards de subventions non remboursables, et pour 4 milliards de prêts à taux préférentiels. Le plan est assorti de mesures d’ouverture partielle au marché européen, tandis que l’octroi des fonds est conditionné à la validation de programmes de réforme que chacun des six candidats balkaniques doit présenter. Selon Bruxelles, il s’agit de permettre aux pays de la région de rattraper leur retard de développement par rapport à la moyenne européenne, mais les experts restent très sceptiques en raison de l’ampleur limitée des moyens mis à disposition (6).

Tandis que les dirigeants politiques locaux inaugurent en grande pompe les infrastructures financées par l’Union, en se posant comme les seuls garants de l’obtention des subsides, ce sont bien

souvent les entreprises proches des partis au pouvoir qui se trouvent en mesure de répondre aux cahiers des charges européens, particulièrement complexes. Les fonds européens alimentent ainsi les mécanismes de clientélisme. La manne européenne fait des élites locales ce que la critique marxiste désignait sous le nom de « bourgeoisie compradore » dans les pays colonisés, notamment en Amérique latine : une classe dominante autochtone qui tire profit de sa position d’intermédiaire entre les ressources et le marché local, et le capital international.

Écrivain et enseignant aux universités de Belgrade et de Ljubljana, M. Igor Štiks évoque l’existence d’un modèle original dans les Balkans. « Les élites locales facilitent les investissements étrangers, mais essentiellement pour obtenir le

soutien politique des pays occidentaux. On parle désormais d’une relation privilégiée entre la France et la Serbie. Une entreprise française, Vinci, a acheté l’aéroport de Belgrade, une autre construit le métro de la capitale serbe, tandis que la Serbie a acheté douze avions Rafale, dont l’utilité ne saute pas aux yeux. » Lors de la signature du contrat de vente des Rafale, à l’occasion d’une visite d’État du président français Emmanuel Macron en Serbie en août 2024, les éléments de langage fournis par l’Élysée pointaient la volonté d’« ancrer la Serbie dans le camp occidental ». Le succès de cette stratégie ne semble pas acquis : malgré toutes les « mises en garde » européennes, le président serbe a continué à afficher sa proximité avec M. Vladimir Poutine.

Le 9 avril 2025, M. Aleksandar Vučić était reçu par M. Macron à Paris, alors qu’un mouvement de contestation d’une ampleur et d’une durée inédites secouait la Serbie depuis des mois. Le président français n’a pas eu un mot pour évoquer devant son hôte serbe les exigences de respect de l’État de droit portées par les manifestants. Elles se trouvent pourtant au cœur des obligations d’un pays candidat à l’intégration européenne. En réalité, les douze Rafale n’ont pas encore

été livrés, et nul ne sait par quel tour de passe-passe budgétaire la Serbie parviendra à s’acquitter de la facture de près de 3 milliards d’euros. Belgrade peut ainsi se flatter d’avoir acheté à bon compte le soutien de la France.

Le contexte géopolitique est toujours évoqué pour expliquer l’étonnante complaisance des dirigeants européens envers le régime serbe. Il faudrait éviter que Belgrade ne se rapproche trop de M. Poutine. Paradoxalement, l’invasion à grande échelle de l’Ukraine par la Russie en 2022 a renforcé cette tendance, alors même que la Serbie est

le seul pays candidat à l’intégration européenne qui refuse d’appliquer des sanctions contre Moscou. « Les moyens réels d’influence de la Russie dans les Balkans sont aujourd’hui presque nuls, estime M. Srđan Cvijić, président du conseil international du Centre for Security Policy de Belgrade. Mais les Européens restent téтанisés. Cela permet à Belgrade de jouer la politique du coup de bluff permanent. Même si les mois de mobilisation populaire en Serbie ont amené la Commission à faire preuve d’un peu plus de réserve, elle ne veut toujours pas voir d’alternative au régime d’Aleksandar Vučić. »

Comme le pompon du manège

ON avait largement évoqué en 2022, avec l’invasion de l’Ukraine, une dynamique propre à relancer la perspective d’intégration européenne. Alors que la Moldavie et l’Ukraine « brûlaient les étapes » du long parcours de l’intégration en recevant le statut officiel de candidat, il semblait acquis qu’il serait impossible de laisser les pays des Balkans occidentaux sur la touche. Quatre ans plus tard, force est de constater que, malgré ce statut symbolique, l’intégra-

tion de l’Ukraine et de la Moldavie n’est pas une perspective proche. Kiev comme Chişinău ne devraient pas manquer de se rappeler que la Macédoine du Nord est officiellement candidate depuis... décembre 2005 !

L’exode qui vide les Balkans, la colère qui croît en Serbie, mais aussi la crise qui ne cesse de s’approfondir en Bosnie-Herzégovine (lire l’article ci-dessous) montrent que le véritable « pacte européen » proposé aux Balkans est intenable. D’une part, il propose une perspective politique d’intégration toujours repoussée, comme le pompon du manège que les enfants ne parviennent jamais à attraper. D’autre part, il accorde un blanchiment constant aux dirigeants corrompus et autoritaires de la région, au nom de la « stabilité ». Dans l’équation, la région balkanique se trouve réduite aux rôles ingrats de pourvoyeuse de ressources naturelles et de zone tampon, censée protéger les frontières extérieures de l’Union face aux migrations.

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

(4) Lire Saša Dragojlo et Ivica Mladenović, « Convoitise européenne sur le lithium serbe », *Le Monde diplomatique*, septembre 2022.

(5) Lire Jean-Arnauld Dérens et Laurent Geslin, « Cet exode qui dépeuple les Balkans », *Le Monde diplomatique*, juin 2018.

(6) Dušan Gajić, « Balkans occidentaux : Bruxelles mise sur la croissance pour relancer l’adhésion », *Le Courrier des Balkans*, Paris, 21 novembre 2023.



BRILANT MILAZIMI. – « Falling From Nowhere to Nowhere » (Tomber de nulle part vers nulle part), 2022

d’État qui vénèrent M. Trump

Cette approche transactionnelle de l’administration Trump s’applique également à la Serbie. Longtemps, le président serbe Aleksandar Vučić a tenté de ménager démocrates et républicains avant de recentrer ses efforts sur le réseau MAGA. Sa politique étrangère des « quatre piliers », censée maintenir un équilibre entre Moscou, Washington, Bruxelles et Pékin, s’est traduite par une accumulation de concessions : dépendance énergétique envers la Russie, mines stratégiques et infrastructures confiées aux entreprises chinoises, accords avec l’Union européenne (lire l’article ci-dessus).

Pour séduire M. Trump, M. Vučić tente de lancer les projets économiques liés à son entourage. Début 2024, le gendre du locataire de la Maison Blanche, M. Jared Kushner, annonce des investissements à Belgrade et en Albanie via Affinity Global Development, une société liée à son fonds d’investissement Affinity Partners, financé principalement par des capitaux saoudiens et des investisseurs qataris et émiratis. Il monte une coentreprise avec le gouvernement serbe afin de construire un complexe de luxe avec un hôtel Trump International sur le site de l’ancien état-major de l’armée, partiellement détruit lors des bombardements de l’OTAN en 1999. Le contrat prévoit la démolition des bâtiments et un bail gratuit de quatre-vingt-dix-neuf ans, convertible en propriété. Pour y parvenir, les autorités serbes font pression sur les institutions afin de s’affranchir de sa protection patrimoniale, provoquant manifestations citoyennes et enquête judiciaire. M. Kushner se retire finalement du projet, tandis que M. Vučić s’en prend aux magistrats et fait adopter des lois restreignant leur indépendance.

Ces efforts n’ont pas empêché Washington d’imposer, en août dernier, des droits de douane de 35 % à la Serbie – parmi les plus élevés du monde –, probablement liés aux liens économiques de la Serbie avec la Chine. Même refroidissement côté russe, M. Vučić

n’obtenant pas les garanties attendues pour un accord gazier de long terme avec Moscou, dont dépend le système énergétique serbe. Il doit aussi composer avec les sanctions américaines visant la société NIS, l’unique raffinerie de Serbie, majoritairement détenue par Gazprom. Belgrade a signé le 16 juin un accord avec le pétrolier hongrois MOL sur la future gestion de NIS, mais le rachat de la part russe n’est pas encore finalisé et reste soumis à l’approbation américaine.

En Albanie, le gouvernement du premier ministre socialiste Edi Rama a soutenu un projet de complexe touristique de luxe de 1,6 milliard de dollars (1,4 milliard d’euros) porté par M. Kushner et M^{me} Ivanka Trump dans une zone protégée près de Zvërnec et de l’île de Sazan. Piloté par une société liée à M. Kushner, des investisseurs qataris et plusieurs oligarques albanais proches du pouvoir, ce projet a déclenché une révolte de masse dans les rues de Tirana. Baptisé « révolution des flamants roses », en référence à l’oiseau emblématique de la lagune de Narta menacée par le projet, ce soulèvement est l’un des plus importants depuis la chute du communisme, en 1991. Comme en Serbie, une jeunesse éprise de justice et sensible aux enjeux environnementaux ainsi qu’aux inégalités sociales anime une résistance populaire contre les arrangements opaques liant élites politiques, oligarques locaux et investisseurs étrangers.

Le Kosovo voisin est étroitement associé à l’interventionnisme des démocrates américains à l’époque de M. William Clinton, qui a ouvert la voie à la proclamation de son indépendance en 2008. En raison de son statut contesté, sa souveraineté demeure partielle : près de la moitié des États membres de l’Organisation des Nations unies (ONU) ne le reconnaissent pas, tandis que la sécurité du territoire continue de dépendre de la force déployée par l’OTAN et de troupes américaines stationnées dans la base de Bondsteel, située entre Pristina et la Macédoine du Nord.

Sous le premier mandat de M. Trump, Washington a contribué à la chute du premier gouvernement de M. Albin Kurti, identifié comme de gauche, en soutenant ses adversaires. Revenu rapidement au pouvoir sur une ligne nationaliste et anticorruption, le dirigeant de Vetëvendosje reste un partenaire difficile pour les Occidentaux, notamment en raison de son intransigeance envers les Serbes du Kosovo et de son inclination pour une unification avec l’Albanie (3). La perspective d’une « Grande Albanie », après tant d’efforts pour éviter une « Grande Serbie » ou une « Grande Croatie », reste peu compatible avec le projet occidental d’un Kosovo multiethnique. Soucieux d’établir de bonnes relations avec les États-Unis – qui soutenaient ses adversaires lors de sa première élection en 2020 –, M. Kurti s’aligne désormais sur la position américaine à propos de Gaza, de l’Iran ou du Venezuela.

« Un terrain de jeu pour des puissances concurrentes »

« Pour le Kosovo, la relation avec les États-Unis est essentielle, voire existentielle. Faute de reconnaissance par cinq pays de l’Union et d’avancement vers l’intégration européenne, chaque gouvernement cherche à préserver ce lien. Les États-Unis restent également un soutien central dans le domaine de la défense », souligne M. Agon Maliqi, analyste politique kosovar indépendant. Fin avril, trois élus ont déposé une résolution au Congrès américain en faveur de l’adhésion du Kosovo à l’OTAN. L’initiative illustre la continuité de la stratégie américaine d’élargissement de l’Alliance atlantique engagée dans les années 1990, malgré les attaques rhétoriques de M. Trump. L’élargissement de l’organisation militaire en Europe orientale s’était d’ailleurs poursuivi durant son premier mandat, avec l’adhésion de la Macédoine

du Nord. Dans les Balkans, seuls la Bosnie, le Kosovo et la Serbie demeurent en dehors de l’OTAN, même si Belgrade entretient une coopération de plus en plus étroite avec celle-ci, illustrée par le premier exercice conjoint organisé en mai dernier dans le sud du pays.

Cette proposition de résolution au Congrès américain a été perçue comme une récompense pour Pristina, qui annonçait une dizaine de jours plus tôt, avec la Bosnie, l’envoi éventuel de soldats à Gaza dans le cadre de la force internationale voulue par M. Trump au sein de son « Conseil de la paix ». Lancée à Davos en janvier, cette organisation réunit vingt-six pays aux côtés des États-Unis, dont le Kosovo. L’Albanie, le Kazakhstan, le Maroc et l’Indonésie ont également confirmé leur participation à l’opération militaire à Gaza. Le premier ministre kosovar, M. Kurti, a comparé cette mission à celle de l’OTAN au Kosovo après la guerre de 1999, bien qu’un mandat de l’ONU couvrit ce déploiement à l’époque. L’initiative américaine en faveur de l’adhésion à l’Alliance atlantique vise aussi à infléchir la position des États européens qui ne reconnaissent pas le Kosovo, dont quatre en sont également membres (Espagne, Grèce, Slovaquie et Roumanie).

« Les Balkans occidentaux sont un terrain de jeu pour des puissances concurrentes, constate Boštjan Udovič, professeur de relations internationales à la faculté des sciences sociales de Ljubljana. L’Union européenne arrive en dernier. Elle ne comprend pas la région et a laissé des espaces vacants, investis par d’autres. » L’alignement des élites albanaises du Kosovo sur les priorités de Washington souligne les limites de la diplomatie européenne, qui pensait pouvoir imposer sa vision tout en reportant sans cesse l’adhésion des pays de la région.

ANA OTAŠEVIĆ.

(3) Lire Philippe Descamps et Ana Otašević, « Au Kosovo, deux nations dos à dos », *Le Monde diplomatique*, avril 2023.

États-Unis, de la domination

La célébration du 250^e anniversaire des États-Unis coïncide avec la mise en échec de leur projet visant à soumettre l’Iran. Le scénario de l’enlèvement du président Nicolás Maduro à Caracas n’a donc pas connu de répétition à Téhéran. Si l’empire le plus puissant de l’histoire a souvent trébuché, il fait face dorénavant à une défiance généralisée – et pour commencer de la part de ses alliés.

PAR ALEXANDER ZEVIN *

Pour célébrer son 80^e anniversaire, le 14 juin, M. Donald Trump a transformé la Maison Blanche en fond de décor d’un combat d’arts martiaux mixtes (MMA). Le titre promotionnel («Liberté 250») de cet événement télévisé faisait référence au quart de millénaire d’existence des États-Unis qui sera commémoré le 4 juillet. La réalité, au-delà des tentes installées sur la pelouse de la Maison Blanche, a donné à ce spectacle un air de fin de l’Empire romain : inflation dopée par la guerre au Proche-Orient, taux de popularité historiquement bas du président des États-Unis, tandis qu’à l’approche des élections de mi-mandat la majorité républicaine est menacée dans l’une et l’autre Chambre du Congrès.

Il faudrait un Juvénal des temps modernes pour commenter le déclin que ce cirque raconte, celui d’une république vertueuse ayant dérivé vers l’oligarchie et l’empire. Pourtant, les tensions et les oscillations entre ces deux pôles existent depuis la fondation des États-Unis, dans le complexe idéologique qu’elle a fait naître : d’un côté, une Constitution vénérée en raison des garanties exceptionnelles qu’elle apportait aux libertés dans un nouveau monde bien distinct de l’ancien ; de l’autre, un phare dont la lumière pouvait éclairer tout le continent dans la course vers la «destinée manifeste», puis à travers les océans via la «doctrine de la porte ouverte»(1). Autant dire que l’exceptionnalisme et l’universa-

lisme ont longtemps rivalisé dans la définition des relations des États-Unis avec le reste du monde.

En 2015, lorsque M. Trump déclare sa première candidature à la présidence, il se range du côté de l’exceptionnalisme américain, version isolationniste. Il poursuit le soutien de ses rivaux républicains à l’invasion de l’Irak en 2003, il promet de renouer des liens avec la Russie et s’interroge sur l’utilité d’une alliance militaire occidentale comme l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN). À la fin de son premier mandat, en 2020, il peut se prévaloir de n’avoir déclenché aucune guerre pendant ses quatre ans à la Maison Blanche. Cinq ans plus tard, lorsqu’il redevient président, cette idée de retrait semble demeurer puisque l’un des premiers documents stratégiques de la nouvelle administration insiste : «*Les temps où le Proche-Orient dominait la pensée stratégique américaine sont heureusement révolus*»(2).

Pourtant, rien qu’entre juin 2025 et juin 2026, les États-Unis ont attaqué le Yémen, l’Iran, la Syrie, la Somalie et bombardé le Nigeria, ils ont enlevé le président du Vene-

zuela, placé Cuba sous blocus énergétique et coulé nombre de petits bateaux avec leurs équipages dans la Caraïbe. Comment expliquer un tel revirement ? Et quelles peuvent en être les conséquences pour l’empire américain ? En dépit de tous les spasmes qui paraissent caractériser le comportement diplomatique de M. Trump, la politique étrangère du pays procède toujours de continuités structurelles. Sans les exigences de divers groupes de pression – internes et externes –, il serait difficile d’expliquer comment un homme qui avait promis de ne mener aucune «*guerre stupide*» s’est retrouvé à lancer celle que tous ses prédécesseurs, y compris néoconservateurs, avaient refusé d’entreprendre.

La République islamique se trouve en effet dans la ligne de mire des États-Unis depuis 1979, date à laquelle le chah Reza Pahlavi, installé en 1953 lors d’un coup d’État soutenu par les services de renseignement américains et britanniques contre le président démocratiquement élu Mohammad Mossadegh, fut à son tour renversé, mais par la révolution islamique. Les sanctions imposées par



© JAMES ESBER

JAMES ESBER. – «Untitled (Two Gun Cowboy)» (Cow-boy aux deux pistolets), 2015

le président démocrate James Carter en 1980 après la prise d’otages à l’ambassade américaine à Téhéran sont restées en vigueur à de brèves exceptions près. Elles ont été durcies au tournant du siècle par les présidents William Clinton et George W. Bush. M. Barack Obama a poursuivi dans cette voie, réduisant de moitié les revenus pétroliers de Téhéran, avant de proposer d’assouplir les contraintes en échange d’une limitation du programme nucléaire iranien, lequel serait soumis à une supervision stricte de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA).

Le Venezuela, «un scénario parfait»

AFFINÉES au fil des ans dans la poursuite d’un changement de régime en Iran, les techniques américaines de guerre économique recourant à des sanctions primaires et secondaires n’ont donc pas seulement uni les deux principaux partis américains, mais aussi leurs alliés européens. Une telle convergence pourrait même être qualifiée de multilatéralisme – avec, à l’échelle mondiale, l’ONU qui légitime et met en œuvre certaines de ces sanctions(3). Au point que le Conseil de sécurité, parfois accusé d’inefficacité, a trouvé le temps, le 11 mars dernier, d’adopter la résolution 2817 qui condamne les attaques de missiles iraniens contre les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et la Jordanie – sans mentionner la présence de bases américaines dans sept d’entre eux.

Si M. Trump a commis une erreur politique en attaquant l’Iran, son administration poursuit des objectifs unissant de longue date la classe dirigeante occidentale et ses alliés régionaux. C’est la raison pour laquelle, malgré l’illégalité flagrante de l’attaque israélo-américaine contre l’Iran, celle-ci a suscité si peu de protestations de leur part. L’Europe a même discrètement servi de porte-avions à l’agression : de Fairford en Angleterre à Ramstein en Allemagne, en passant par des bases au Portugal, à Naples et en Crète.

Un accord en ce sens fut signé le 14 juillet 2015 par les membres permanents du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations unies (ONU), plus l’Allemagne et l’Union européenne. Pourtant, trois ans plus tard, M. Trump le rompait unilatéralement et déclenchait une campagne de «pression maximale» contre l’Iran, que son successeur Joseph Biden allait maintenir. Malgré cela, les Européens ont prétexté le non-respect par l’Iran d’un accord que les États-Unis avaient transgressé pour imposer à leur tour, en 2025, un rétablissement des sanctions.

M. Trump avait promis d’en finir avec les guerres stupides ou «*sans fin*» – pas à celles rapides et intelligentes, menées par lui. L’opération des forces spéciales visant à s’emparer de M. Nicolás Maduro au Venezuela – «*un scénario parfait*», a-t-il au confiné au *New York Times* (2 mars 2026) – a conforté sa conviction qu’il pourrait choisir les prochains dirigeants de l’Iran dans la foulée de l’assassinat de l’ayatollah Ali Khamenei, profitant de l’implosion du régime et d’un soulèvement populaire. «*Je dois être impliqué dans ce choix, comme avec Delcy [Rodriguez] au Venezuela*», précisait-il (Axios, 5 mars 2026). De son côté, son ministre de la guerre Peter Hegseth se vanta : «*Cela n’a jamais été envisagé comme un combat équitable, et ce n’est pas un combat équitable. Nous les frappons quand ils sont à terre. C’est comme ça. (...) La puissance américaine ne cesse de croître, toujours plus redoutable, toujours plus écrasante*»(4).

- (1) Idéologie messianique, la «destinée manifeste» justifia l’annexion du Texas en 1845 et l’expansion vers l’ouest. La «doctrine de la porte ouverte» désigne la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la Chine au tournant du xx^e siècle.
- (2) «National security strategy of the United States of America», Maison Blanche, Washington, DC, novembre 2025.
- (3) Lire Perry Anderson, «Le droit international du plus fort», *Le Monde diplomatique*, février 2024.
- (4) Conférence de presse du ministre de la guerre et du chef d’état-major des armées John Daniel Caine, 4 mars 2026, www.war.gov

Quelle politique étrangère

Comment les démocrates voient-ils le monde, alors que les choix diplomatiques du président Trump sont de plus en plus impopulaires ? Faute de leader, et au-delà d’un simple retour à l’ère Obama-Biden, on peine à dénicher chez eux une quelconque stratégie en matière de politique étrangère. Sans même parler de consensus en leur sein, qu’il s’agisse du Proche-Orient ou de la Chine.

PAR MARTIN BARNAY *

Le traditionnel rapport d’«autopsie» commandé par le Comité national démocrate (DNC) pour identifier les causes de la défaite de M^{me} Kamala Harris lors de l’élection présidentielle a enfin vu le jour après des mois de tergiversations. Il a suscité la colère d’une partie des cadres du parti, qui lui reprochent d’éluder les questions les plus sensibles, dont les conséquences électorales de l’appui de l’administration Biden-Harris à la guerre israélienne contre Gaza.

Cette omission a particulièrement retenu l’attention. Les travaux préparatoires du DNC mettaient en lumière le coût politique du soutien apporté par le président Joseph Biden au gouvernement de M. Benyamin Netanyahu. Mais, dans la version finale du document de près de deux cents pages, ni Gaza, ni Israël, ni les Palestiniens ne sont mentionnés. M^{me} Harris elle-même avait pourtant admis, fin février, que l’administration dont elle était vice-présidente aurait dû prendre ses distances avec M. Netanyahu. Un sondage réalisé avant le scrutin dans plusieurs États pivots prévenait d’ailleurs que, pour chaque électeur susceptible de sanctionner un embargo américain sur les armes destinées à Israël, cinq autres en étaient partisans. Désormais, près des deux

tiers des sympathisants démocrates se disent plus favorables aux Palestiniens qu’aux Israéliens, soit trois fois plus qu’en 2013(1).

Réuni ce printemps, le DNC a néanmoins rejeté plusieurs résolutions proposant de conditionner l’aide militaire américaine au respect du droit international. La ligne officielle demeure peu ou prou celle de l’ère Biden : des critiques parfois vives à l’égard du gouvernement de M. Netanyahu, mais un refus de remettre en cause les fondements du partenariat stratégique entre Washington et Tel-Aviv.

Cette constance s’explique par le poids des habitudes d’une classe politique façonnée par des décennies de relations privilégiées avec Israël. Elle tient aussi à ce que, depuis le 7 octobre 2023, l’American Israel Public Affairs Committee (Aipac), principale organisation du lobby pro-israélien, a considérablement augmenté ses dépenses électorales et engage des sommes record pour faire battre les candidats démocrates les plus critiques de Tel-Aviv.

Les primaires organisées en vue des élections parlementaires de mi-mandat, qui auront lieu en novembre prochain, ont toutefois montré que le lobby avait pris la mesure du changement d’humeur de l’opinion américaine à l’égard d’Israël. Son influence emprunte désormais des voies plus détournées. Les fonds qu’il engage dissimulent souvent la cause qu’il sert, transitant par des structures aux intitulés anodins, telles, dans l’Illinois, «Élire les femmes de Chicago» ou «Un Chicago abordable pour tous». Plusieurs candidats soutenus par ces réseaux ont été néanmoins battus dans l’État, mais la favorite du lobby a remporté la primaire pour le siège de sénatrice.

C’est avec ces contraintes – pression de la base, poids des donateurs, inertie de l’appareil – que doit composer la jeune garde du parti. M^{me} Alexandria Ocasio-Cortez en est la figure de proue. Proche de M. Bernie Sanders, la députée de New York tient sur Gaza un langage qui tranche avec les prudences de l’establishment : elle accuse Israël d’avoir commis un génocide et dénonce

la responsabilité de Washington dans la poursuite de la guerre. Toutefois, ses ambitions sénatoriales – éventuellement s’emparer du siège de M. Charles («Chuck») Schumer, le très pro-israélien président du groupe démocrate à la chambre haute – imposent leur dose de compromis. M^{me} Ocasio-Cortez a ainsi régulièrement voté en faveur du financement du «Dôme de fer» israélien.

Critique de la méthode, silence sur le fond

La politique étrangère devenant un terrain à haut risque pour les démocrates, le parti s’est efforcé, après sa défaite de 2024, de ramener le débat vers des enjeux jugés moins clivants – coût de la vie, logement, exactions commises par les agents du service de l’immigration (ICE). Et, lorsque les responsables démocrates ont dû réagir aux opérations militaires menées au Venezuela et en Iran, leur opposition est restée mesurée : critique de la méthode, silence sur le fond.

Lors de l’épisode du raid sur Caracas, M. Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, s’est ainsi contenté d’un communiqué laconique. Il y saluait l’enlèvement du «*criminel et dictateur autoritaire*» Nicolás Maduro, se bornant à relever que la Maison Blanche n’avait pas «*dûment informé le Congrès au préalable*» et à rappeler que le président avait la «*responsabilité constitutionnelle de respecter la loi et de protéger les normes démocratiques*»(2)...

La guerre israélo-américaine contre l’Iran, qui marque le retour à un affrontement direct entre les États-Unis et un adversaire capable de lui tenir tête, a mis le parti dans une position encore plus délicate. Difficile de s’en tenir à une critique de pure forme quand neuf électeurs démocrates sur dix se déclarent opposés au conflit. D’autant que l’engagement est fort coûteux : environ 35 milliards de dollars rien que dans les deux premiers mois(3) – alors même que l’administration de M. Donald Trump poursuit ses coupes drastiques dans les budgets de l’éducation, de la santé et de l’aide alimentaire.

Les dirigeants démocrates ont donc un peu haussé le ton. M. Christopher Coons, coprésident de la commission d’éthique du Sénat, a dénoncé une intervention guidée par les «*lubies*» du président plutôt que par «*les analyses et les conseils d’experts*» (*The New York Times*, 4 mars 2026). Comme dans le cas du Venezuela, l’accent est mis sur la procédure – les dérives de l’exécutif, le contournement du Congrès – plutôt que sur la dimension morale de l’intervention, sa légitimité au regard du droit international ou le bien-fondé de ses objectifs. Résumant l’ambiguïté de l’appareil démocrate, le sénateur Christopher Murphy a qualifié l’accord signé mi-juin à Versailles de «*capitulation devant l’Iran*», tout en estimant que les Américains devaient se réjouir de voir cette «*guerre folle et illégale*» prendre fin (X, 15 juin 2026).

Aller plus loin contraindrait en effet les démocrates à reconnaître leur part de responsabilité dans l’escalade. Dans une tribune publiée dans le *New York Times*, M. Robert Malley, négociateur en chef pour le Proche-Orient sous M. Barack Obama, et l’historien Stephen Wertheim, figure du courant «réaliste» en relations internationales, mettent en cause les administrations Obama et Biden. Selon eux, les deux présidents démocrates ont contribué à enfermer les États-Unis dans une logique de confrontation avec l’Iran, où l’option militaire tend à s’imposer comme issue par défaut(4).

L’accord nucléaire de 2015 paraîtrait contredire cette analyse : il avait même valu à M. Obama d’être défié par M. Netanyahu devant le Congrès américain. Mais ce compromis, arraché malgré l’opposition d’une partie de Washington – y compris parmi les démocrates –,

- (1) Lire Serge Halimi, «Même les Américains se lassent d’Israël», *Le Monde diplomatique*, décembre 2025.
- (2) «Leader Jeffries statement on Trump administration actions in Venezuela», communiqué de presse, 3 janvier 2026, <https://jeffries.house.gov>
- (3) Eric Schmitt et Jonathan Swan, «Iran war has drained U.S. supplies of critical, costly weapons», *The New York Times*, 23 avril 2026.
- (4) Robert Malley et Stephen Wertheim, «Of course Trump bombed Iran», *The New York Times*, 5 mars 2026.

* Sociologue.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ?

militaire à la défaite stratégique



J. FIBER (James Esber et Jane Fine). – « World War Me » (La guerre mondiale, c'est moi), 2010

Or ce fantasme d'atteindre une domination totale sur un ennemi prostré et prosterné est lui aussi ancien ; M. Hegseth n'est que le dernier d'une longue lignée. Le général Curtis Le May, architecte de la théorie du « bombardement stratégique », avait ordonné le raid incendiaire de Tokyo qui tua cent mille personnes le 10 mars 1945, « brûlées, bouillies et cuites à mort ». Plus tard, il se vanta d'avoir « brûlé toutes les villes en Corée du Nord et en Corée du Sud aussi », au cours d'une campagne qui, d'après ses

propres estimations, tua 20 % de la population entre 1950 et 1953 (5).

Avant d'être relevé de ses fonctions par le président Harry Truman, le général Douglas MacArthur avait envisagé de « larguer une trentaine de bombes atomiques à travers la Mandchourie » – afin de créer un cordon sanitaire contre les communistes chinois. Au Vietnam, la puissance de l'aviation fit ensuite atteindre de nouveaux sommets de perversité, car l'absence de cibles évidentes – un problème

récurrent des guerres aériennes depuis leur début (6) – entraîna un élargissement constant des cibles acceptables, de sorte que la zone de combat s'est étendue pour inclure de nouveaux ennemis (de plus en plus de civils) visés par des armes toujours plus destructrices. En Iran, la même vieille obsession du « ciblage » a reçu un vernis moderne grâce à l'intelligence artificielle – mais l'impulsion fondamentale reste de même nature : les dix premiers jours de guerre aérienne ont conduit à la destruction de plus de 21 000 bâtiments non militaires, dont 17 353 habitations (7).

Malgré cela, l'opération « Epic Fury » s'est enrayée presque aussitôt, dès que la « frappe de décapitation » (contre Khamenei) n'a pas réussi à contraindre ce qui restait de la direction iranienne à s'asseoir à la table des négociations. De l'aveu même de l'ancien commandant britannique de l'OTAN Richard Shirreff, cet assassinat pendant le ramadan était « aussi subtil que d'assassiner le pape sur les marches de la basilique Saint-Pierre pendant la Semaine sainte » (LBC, 4 mars 2026).

La guerre s'est ensuite poursuivie, au rythme des marchés, syncopée par des posts sur les réseaux sociaux. M. Trump a tantôt prédit la fin du conflit, ou des progrès rapides dans les négociations avant l'ouverture des Bourses. Il a ensuite imposé des ultimatums doublés de menaces d'anéantissement lorsque celles-ci étaient fermées. L'ensemble s'est déroulé sur fond d'opérations d'auto-enrichissement. Le 23 mars dernier, par exemple, des transactions ont porté sur des contrats pétroliers à terme pour une valeur de 580 millions de dollars quelques minutes avant que M. Trump ne publie sur son réseau Truth Social un message signalant des discussions « *productives* » avec l'Iran. Être « commandant en chef » permet d'être bien informé afin de bien spéculer.

Et tout cela, pour quel résultat ? La présence de bases américaines qui devaient les protéger a fait des États du Golfe les cibles de représailles iraniennes. La destruction de radars avancés et de batteries

de missiles nécessitera des milliards de dollars et des années de réparation, pendant lesquelles ces États demeureront exposés à des « frappes » sur leurs champs pétroliers, leurs réseaux électriques et leurs usines de désalinisation dont l'accès à l'eau potable de la population dépend.

Voilà qui dépasse largement le cadre d'un simple conflit local. Il pourrait remettre en cause l'accord léonin sur lequel repose la domination mondiale du dollar depuis les années 1970. Car, après que le président Richard Nixon a mis fin à l'étalon-or le 15 août 1971, son secrétaire au Trésor avait négocié un accord avec les Saoudiens : des garanties de sécurité en échange de l'achat

d'obligations américaines avec le produit de leurs excédents financiers liés au pétrole, ainsi que l'engagement des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à fixer son prix en dollars. Cet arrangement a aussi enrichi les industries d'armement britanniques, françaises et surtout américaines puisque les États du CCG sont les plus gros acheteurs d'équipements militaires du monde. Mais qu'en reste-t-il lorsque les pays arabes ne peuvent plus exporter leur pétrole et que la protection américaine ressemble à un jeu de dupes ? En permettant le passage sécurisé du pétrole par le détroit d'Ormuz en échange de paiements en renminbis, l'Iran a déjà esquissé un début de réponse.

Une opération coûteuse pour Tel-Aviv

De la détermination du calendrier de la guerre aux choix des tactiques utilisées pour la mener, le rôle démesuré qu'Israël a joué à chaque étape – ne témoigne pas seulement de la puissance de feu du lobby d'Israël au Congrès, dans les médias et dans l'enseignement supérieur américains (8). C'est aussi le signe de la capacité impériale diminuée des États-Unis. Il n'y a plus aucun expert de l'Iran au département d'État (9). On ironise souvent au sujet de MM. Steven Witkoff et Jared Kushner – émissaires du président Trump qui ne seraient pas versés dans la science nucléaire – alors que c'est bien là leur vocation, s'assurer que la ligne israélienne est suivie.

Pour Tel-Aviv, le coût de l'opération est toutefois élevé : une impopularité croissante aux États-Unis et l'échec du pari avec lequel les Israéliens ont appâté M. Trump. Le régime clérical n'a pas succombé, sa puissance militaire n'a pas été éliminée et l'intégrité territoriale du pays a résisté aux dangers de fragmentation ethnique ou religieuse. Assurément, l'Iran a subi d'énormes dégâts industriels et d'innombrables destructions d'écoles, d'hôpitaux, de bâtiments commerciaux et résidentiels. L'inflation s'est envolée et la fermeture d'Internet

a provoqué le chômage de deux millions d'Iraniens supplémentaires (10).

Mais, même si Téhéran n'a pas infligé aux États-Unis une défaite stratégique claire, il a exposé les fragilités de l'empire le plus puissant de l'histoire, tout en étant encerclé par ses bases militaires. Peu de conflits modernes ont eu cet effet. Au Vietnam, au moins quatre ans avaient été nécessaires pour révéler la vanité des prétentions américaines selon lesquelles une guerre serait victorieuse ; avec l'Iran, quatre semaines ont suffi.

ALEXANDER ZEVIN.

(5) Richard H. Kohn, *USAF Strategic Air Warfare. An Interview With Generals Curtis E. Lemay, Leon W. Johnson, David A. Burchinal and Jack J. Catton*, Office of Air Force History, Washington, DC, 1988.

(6) Lire Mathias Delori, « Le mythe des bombardements libérateurs », *Le Monde diplomatique*, avril 2026.

(7) Serdar Dincel, « 21,720 buildings in Iran hit by ongoing US-Israeli strikes : Iranian Red Crescent », Anadolu, 11 mars 2026, www.aa.com.tr

(8) Cf. Ervand Abrahamian, « Iran under fire », *New Left Review*, n° 157, Londres, janvier-février 2026.

(9) Carroll Doherty et Jocelyn Kiley, « A look back at how fear and false beliefs bolstered U.S. public support for war in Iraq », 14 mars 2023, www.pewresearch.org

(10) Robert Pape, « The war is turning Iran into a major world power », *The New York Times*, 6 avril 2026. Cf. aussi Behrang Tajdin, « Iran sees mass redundancies from war with US and Israel », 21 avril 2026, www.bbc.com

pour le Parti démocrate ?

n'avait pas modifié le cadre des relations avec Téhéran. M. Obama l'avait d'ailleurs présenté comme un instrument de portée limitée : empêcher la bombe iranienne, sans remettre en cause les autres leviers de la coercition américaine. Faute d'ancrage parlementaire, l'accord n'a pas survécu à l'arrivée au pouvoir de M. Trump, qui l'a déchiré en 2018.

Les oppositions les plus vives sont venues de personnalités associées au mouvement MAGA (« Make America Great Again »), comme l'éditorialiste Tucker Carlson, l'ancienne députée Marjorie Taylor Greene ou l'ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme Joe Kent. Toutefois, la discipline partisane a prévalu au Congrès : début juin, seuls quatre membres républicains de la Chambre des représentants ont soutenu une résolution visant à contraindre M. Trump à solliciter l'aval des parlementaires. Le Sénat n'a pas suivi. Et, même dans ce cas, le président aurait pu opposer son veto.

Le tête-à-queue belliciste de M. Trump a relancé l'idée d'un rapprochement entre une gauche anti-impérialiste et une droite libertarienne, toutes deux hostiles aux interventions armées. Cela s'est déjà produit. Au moment de la guerre du Vietnam, le démocrate George McGovern et le républicain Mark Hatfield avaient tenté d'imposer au président Richard Nixon un contrôle parlementaire des engagements militaires à l'étranger. Leur initiative échoua, mais elle ouvrit la voie à l'adoption, en 1973, de la loi sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Act*), qui oblige le président à solliciter l'autorisation du Congrès au-delà de soixante jours d'action des troupes. Toutefois, la plupart des administrations, qui ont contesté la constitutionnalité de cette loi, ne l'ont pas respectée en usant de divers artifices, dont celui de prétendre qu'une guerre est terminée alors qu'elle se poursuit.

L'héritage bipartisan des années 1970 trouve un prolongement actuel dans l'action du parlementaire républicain en fin de mandat Thomas Massie et de son homologue démocrate Rohit Khanna. Ancien collaborateur du président Obama, M. Khanna est le principal oppo-

sant de gauche à l'interventionnisme de l'administration Trump. Les résolutions déposées par ces deux représentants sur le Venezuela et l'Iran ont lancé un débat sur le déploiement des forces américaines, et laissé espérer une coalition transpartisane contre les guerres sans fin. Mais l'anti-interventionnisme de quelques personnalités médiatiques ne trouve guère de relais dans les centres de décision washingtoniens. D'autant que les élus républicains qui s'écartent de la ligne dominante s'exposent à une sanction immédiate. M. Massie en a fait l'expérience puisqu'il a été battu lors de la primaire de son parti par un candidat soutenu à la fois par trois milliardaires pro-israéliens – M^{me} Miriam Adelson, M. John Paulson, M. Paul Singer – et par une campagne véhémente de M. Trump.

Malgré Gaza, l'Iran et les tiraillements de sa base, le Parti démocrate semble incapable de revoir largement sa doctrine en matière de politique étrangère. Aucun des principaux prétendants à l'investiture de 2028, au nombre desquels M^{me} Harris et l'actuel gouverneur de Californie Gavin Newsom, ne propose de réduire sensiblement les engagements militaires américains à l'étranger ou de s'opposer au budget qui les permet.

En février dernier, plusieurs sommités du parti se sont rendus à la conférence de sécurité de Munich, grand-messe des élites diplomatiques occidentales financée par les industriels américains de l'armement. Face au secrétaire d'État Marco Rubio, tête d'affiche de la délégation américaine, les démocrates ont endossé le costume du « gentil flic » : rassurer les alliés européens, se poser en interlocuteurs fiables, promettre un retour à la « normale ». M. Newsom a d'ailleurs qualifié le trumpisme de parenthèse : « *On mesurera [Trump] en années, pas en décennies* (5). »

Cette normalité escomptée a un nom : l'internationalisme libéral. Celui qui, surtout depuis les années Clinton (1993-2001), présente les États-Unis comme le garant d'un ordre mondial fondé sur les alliances, le droit, les institutions – mais soutenu, chaque fois que les circonstances l'exigent, par les armes américaines et les budgets militaires des États membres de l'Organisation

du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La résurgence d'un discours antiguerre à gauche n'a pas ébranlé le consensus démocrate sur l'Ukraine. M. Khanna a voté avec son parti les plans d'aide à Kiev. M^{me} Ocasio-Cortez, également présente à Munich, a dénoncé le manque de fermeté de l'administration Trump face à la Russie, et l'a accusée de favoriser une ère où M. Vladimir Poutine pourrait « *jouer les gros bras en Europe* » (*The Guardian*, 13 février 2026).

La Maison Blanche trop molle face à la Chine ?

La présence de M^{me} Ocasio-Cortez avait valeur de symbole : elle entendait démontrer que sa vision géopolitique allait au-delà de la dénonciation du massacre des Palestiniens. Mais sa formule d'une politique étrangère « pour les travailleurs » a mal résisté à l'épreuve de l'examen des dossiers. Interrogée sur l'éventualité d'un déploiement américain pour défendre Taïwan, elle a esquivé le sujet dans une réponse embarrassée.

Car, tandis que Gaza constitue la ligne de fracture morale du parti, la rivalité avec la Chine dessine son horizon stratégique. Sur ce point, c'est d'ailleurs plutôt M. Newsom qui rompt avec l'orthodoxie. Gouverneur de Californie depuis 2019, après avoir été pendant huit ans le second de son prédécesseur, il dispose d'une expérience directe des relations avec Pékin. Les centres industriels chinois restent en effet essentiels aux chaînes de valeur de la Silicon Valley, mais aussi à la transition énergétique, domaine dans lequel la Californie aime se présenter comme un modèle.

À Munich, M. Newsom a donc plaidé pour une collaboration raisonnée avec la Chine, rappelant que celle-ci contrôle une part décisive des métaux rares nécessaires au développement des technologies vertes. « *On sait où vont les marchés : vers les énergies propres*, a-t-il résumé. *La Chine l'a compris (...). Pour eux, c'est une question de puissance, de contrôle des chaînes de valeur. Ils ne plaisantent pas là-dessus – je le dis avec admiration* » (X, 13 février 2026). Cette admiration place

M. Newsom en porte-à-faux. Si l'appareil démocrate s'accorde sur l'objectif de décarbonation, il aborde la transition à venir comme un terrain de confrontation géopolitique, suivant ici la rhétorique de la « compétition entre grandes puissances » qui prévaut à Washington depuis la fin des années 2010.

Pour autant, la recherche d'un *modus vivendi* entre les deux superpuissances n'est pas exclue. L'administration Biden, qui a contribué à accroître les tensions commerciales avec Pékin, avait fini par assortir ses restrictions à l'exportation de nombreuses dérogations, sous la pression de géants comme Nvidia et Intel. M. Trump lui-même avait multiplié les déclarations agressives contre la Chine avant que sa stratégie de sécurité nationale, publiée fin 2025, présente Pékin comme un concurrent économique plutôt que comme un ennemi. Sa visite en Chine, en mai, s'est déroulée dans un climat désormais caractérisé par la recherche d'une « *stabilité stratégique constructive* », et il doit recevoir le président Xi Jinping à Washington cet automne.

Cet apaisement, au lieu de rassurer les démocrates, les a incités à durcir le ton. Quelques semaines avant la rencontre entre les deux chefs d'État, les responsables du parti au Sénat ont ainsi publié un rapport, « The price of retreat 2.0 », dans lequel ils accusent la Maison Blanche de mollesse face au Parti communiste chinois. Le document dénonce notamment les ventes de micro-processeurs avancés de fabrication américaine. En oubliant de rappeler que les démocrates y ont eux-mêmes consenti lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Une proportion appréciable de leurs électeurs ne fait plus confiance à ce parti en raison de ses orientations confuses. Saisi par un instinct de conservation, son appareil parvient à contenir les dissidences. Mais, au-delà de l'opposition systématique à M. Trump, il reste incapable de renouveler son corps de doctrine

MARTIN BARNAY.

(5) « Newsom takes his anti-Trump arguments to Europe during Munich security conference », Associated Press, 13 février 2026.

DÉFERLANTE DES DROITES RADICALES EN AMÉRIQUE LATINE

L'ère des proconsuls

Il n'y a pas si longtemps, les États-Unis devaient soutenir des coups d'État militaires pour dompter une Amérique latine rebelle. Aujourd'hui, l'affaiblissement de la gauche et l'envol de la criminalité favorisent l'expansion d'une droite radicale dans la région. Tout autant que les généraux à lunettes noires d'hier, cette mouvance épouse les desseins de la Maison Blanche dans son « arrière-cour ».

PAR CHRISTOPHE VENTURA

« INDÉPENDANTS ? Non, non ! Aucun pays au monde ne peut être indépendant en ce moment ! » M. Abeledo de la Espriella, arrivé en tête du dépouillement initial de l'élection présidentielle du 21 juin en Colombie (1), est encore candidat quand il répond aux questions du pasteur Miguel Arrázola (2). Dans un pays où 18 % de la population se déclare évangélique (3), l'influent fondateur de l'Église chrétienne familiale Rivières de vie de Carthagène interroge « le Tigre » (le surnom que M. de la Espriella, « catholique œcuménique », s'est lui-même choisi) sur la relation qu'il entend bâtir avec les États-Unis. Et tout particulièrement avec le président Donald Trump, à la suite des tensions qui ont envenimé les rapports de ce dernier avec son homologue de gauche Gustavo Petro (4). « C'est la première fois qu'un président colombien [sera] républicain », répond-il, sourire aux lèvres. M. de la Espriella poursuit : « Je suis républicain aux États-Unis. (...) J'ai voté pour M. Trump à l'élection [de 2024]. » Fringuant avocat de 47 ans, l'homme affiche trois nationalités : colombienne, italienne et américaine. Il a obtenu la dernière en 2023 après avoir vécu dix ans en Floride et pourrait devenir le second président sud-américain à en disposer, après M. Daniel Noboa (Équateur).

Dépérissement moral

LE scrutin colombien s'inscrit, en tout état de cause, dans la séquence plus large d'une déferlante de la droite radicale en Amérique latine : élection de M. Nayib Bukele au Salvador en 2019 (il est réélu en 2024), de M. Javier Milei en Argentine en 2023, de M. Noboa en Équateur en 2023 (réélu en 2025) ou encore de M. José Antonio Kast au Chili (2025). Protéiforme, le courant politique qu'incarnent ces derniers présente certaines constantes : néolibéralisme, poigne en matière sécuritaire, esprit de revanche vis-à-vis des forces de gauche, alignement géopolitique sur Washington et, le plus souvent, proximité personnelle avec M. Trump. Pendant la campagne en Colombie, celui-ci affirmait : « Les résultats de cette élection sont très importants pour le futur de la Colombie et de ses relations avec les États-Unis compte tenu (...) du soutien politique qu'il [M. de la Espriella] m'a apporté, à moi personnellement » (Truth Social, 3 juin 2026). Ce qui importe au président américain, c'est de disposer d'un dirigeant aux ordres en Colombie. À une autre époque, on aurait parlé de « proconsul ».

Le grand virage vers les marges extrêmes de la droite d'une région hier considérée comme un laboratoire pour la gauche s'explique en partie par les échecs de cette dernière (facilités, entre autres, par les ingérences américaines) quand elle a dominé la scène politique locale, des années 2000 au début des années 2020. Si l'Amérique latine lui doit d'importantes avancées sociales et démocratiques, elle n'est pas parvenue à transformer durablement les structures économiques et sociales qui alimentent depuis toujours les inégalités et engendrent la pauvreté. Sa stratégie, fondée sur un plus grand partage des richesses adossé à l'augmentation de la rente issue de l'exportation de ressources naturelles, s'est épuisée.

M. de la Espriella revient haut et fort sa loyauté envers M. Trump. Fidèle à lui-même, ce dernier n'a pas manqué de s'ingérer dans la campagne colombienne pour indiquer aux électeurs le nom du candidat qu'il voulait voir inscrit sur leur bulletin de vote du 21 juin, condition pour que Washington maintienne sa coopération (financière, économique, sécuritaire) avec Bogotá. Dans le cadre de la politique néocoloniale de la Maison Blanche vis-à-vis de son « arrière-cour », la Colombie est donc une pièce maîtresse.

« Je veux un plan Colombie II et que les bases américaines reviennent », a ainsi annoncé M. de la Espriella en référence au plan qui, au prétexte de faire la guerre au « narcotrafic », avait permis aux États-Unis de déployer des troupes dans le pays entre 2000 et 2015, notamment pour lutter contre les guérillas. Durant la campagne, il a promis de reconstituer la puissance militaire nationale, de détruire les champs de production de coca, de démanteler les groupes armés et les cartels avec l'aide des États-Unis et d'Israël. Son objectif : en finir avec la stratégie de « paix totale » de son prédécesseur, qui a échoué (5).

Cette situation a alimenté une désaffection à l'égard des forces progressistes, particulièrement au sein des secteurs populaires, des classes moyennes vulnérables et des jeunes, ces derniers n'ayant connu que la gauche au pouvoir. La dynamique s'est accentuée à mesure que la génération de dirigeants des années 2000 (de Hugo Chávez, au Venezuela, à M. Evo Morales en Bolivie ou Mme Cristina Fernández en Argentine) n'a pas été relayée par des figures jouissant d'une popularité comparable et que les forces de gauche subissaient de multiples « guerres judiciaires ».

La crise financière internationale de 2008, aggravée par la pandémie de Covid-19 (2020-2021), qui a plongé la région dans sa pire récession depuis un siècle, a enfermé tous les pays du sous-continent dans un régime de croissance atone alors que le commerce international ralentissait. La guerre d'Ukraine engagée par la Russie (2022) et celle contre l'Iran provoquée par les États-Unis et Israël (2026) nourrissent les poussées inflationnistes qui rongent les pouvoirs d'achat en Argentine, en Bolivie, en Colombie ou au Venezuela. Par-delà leurs spécificités, tous les pays sont confrontés aux mêmes problèmes socio-économiques : l'informalité qui touche près de la moitié des actifs (et prive d'autant les ressources fiscales des États), l'augmentation des inégalités, du nombre des travailleurs pauvres et de la précarité, qui affecte les classes moyennes et populaires. Selon la Banque mondiale, 32 % de la population latino-américaine est exposée au risque de tomber dans une pauvreté qui concerne déjà 25 % des individus (6).

Par vagues, les mécontentements populaires s'expriment régulièrement depuis la fin des années 2010 sans que les gouvernements apportent de solutions durables aux revendications et

demandes sociales. Les manifestations et les mouvements sociaux se succèdent jusqu'à atteindre des niveaux insurrectionnels : au Chili, en Colombie ou en Équateur entre 2019 et 2021, ainsi qu'en Bolivie en 2026.

De telles situations ont contribué aux « votes sanction », favorables à la droite radicale, alors même que la région traverse un cycle électoral intense. Tous les pays latino-américains ont en effet connu depuis 2021 des scrutins présidentiels et législatifs. D'autres se dérouleront en 2026 (Brésil en octobre, Haïti en août et décembre), puis en 2027 (Salvador – législatives –, Guatemala, Mexique – législatives de mi-mandat –, Argentine).

Or, si une large partie de la population estime que la gauche n'a pas fait assez pour transformer les sociétés dont elle a pris la direction, les classes dominantes considèrent, elles, qu'elle a déjà trop accompli : il s'agit donc de reprendre les choses en main. À commencer par l'État. Cette droite entend ainsi prendre le problème à la racine, défendant l'idée que l'exercice du pouvoir par la gauche aurait conduit à un dépérissement moral et institutionnel : gangrène bureaucratique ; parasitisme des programmes sociaux et de ceux destinés aux peuples autochtones, aux femmes et aux minorités de genre ; entraves à la liberté entrepreneuriale.

En Colombie, M. de la Espriella entend réduire « de 40 % » la taille de l'État en quatre ans. Il promet, comme le détaille son programme de campagne, d'engager la « grande révolution de la dérégulation », de créer un « pays de propriétés », de baisser massivement les impôts, d'attirer les investissements étrangers pour exploiter les ressources naturelles du pays (pétrole, gaz, minerais, eau). Et, pourquoi pas, de dollariser l'économie. Au Chili, M. Kast et son « gouvernement d'urgence » entendent, eux, « rompre » avec les politiques de M. Gabriel Boric par le biais d'une « méga-réforme » et d'un processus de « reconstruction nationale » reposant sur une recette assez peu innovante : baisse des impôts, audit et réduction des dépenses publiques, fusion ou réduction des ministères et des administrations, austérité, etc. Dans la même veine, M. Noboa a divisé par deux le nombre de ministères dans son pays (de vingt à dix), pris des mesures en faveur de la flexibilisation du travail et des investisseurs étrangers dans plusieurs secteurs : services technologiques et intelligence artificielle avec la création de zones franches ; exploitation minière ; énergie... Un peu partout, des tronçonneuses sont brandies par la main droite de l'État afin d'amputer la gauche.

Pour la plupart de ces dirigeants, les économies escomptées doivent financer des politiques de militarisation de la lutte contre le crime organisé. Des

perspectives réjouissantes pour les industries sécuritaires de Washington et Tel-Aviv. M. Bukele entend, lui, convertir ses investissements dans la sécurité en gains économiques (stabilité, attractivité pour les investisseurs étrangers, développement de nouveaux secteurs comme le tourisme ou l'économie numérique). De telles orientations ont une autre fonction : contrôler, voire discipliner, le corps social dans une période de restriction des ressources disponibles (travail, revenus, services).

Il faut aussi produire un discours qui permette de donner envie à la majorité des électeurs de poser la tête sur le billot. Dans ce domaine, la droite a su tirer profit des nouveaux fléaux qu'affrontent les sociétés latino-américaines. L'expansion du crime organisé liée à l'intensification du trafic de drogue international a profondément modifié les équilibres régionaux. La production de cocaïne atteint des niveaux historiques (environ 1 000 tonnes en 2015, plus de 3 700 en 2023), en premier lieu en Colombie, qui concentre à elle seule deux tiers des aires de culture de la coca dans le monde. Le total de la surface destinée à sa production dans le pays a été multiplié par cinq depuis 2013. Dans le monde, 25 millions de personnes ont consommé cette substance en 2023, contre 17 millions en 2013, soit une augmentation de près de 50 % (7). Les réseaux criminels étendent désormais leur toile et opèrent sur l'ensemble du

Des alliances incertaines

P OURTANT, le bataillon des « proconsuls » de M. Trump (10) n'est peut-être pas aussi puissant que ce dernier pourrait l'espérer. Dans les faits, aucun, mis à part le président salvadorien, n'a obtenu seul la majorité lors de son élection. Minoritaires, certains le sont également au sein de leur assemblée. Ils se sont imposés à la faveur d'alliances avec d'autres droites radicales, les droites traditionnelles et le centre droit, ainsi que grâce au ralliement des votes rejetant d'abord l'adversaire de gauche en lice. Au sein des pouvoirs législatifs, MM. Kast et Milei dépendent d'accords négociés projet par projet. En Colombie, M. de la Espriella ne dispose pas de formation représentée à la Chambre ou au Sénat. Face à un camp progressiste ayant

territoire latino-américain pour produire et acheminer vers le reste de la planète l'ensemble des stupéfiants qu'elle consomme (cocaïne, héroïne, drogues de synthèse, marijuana). Conséquence : l'Amérique latine est la région la plus violente du monde (hors terrains de conflits militaires). Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « avec environ 9 % de la population mondiale, l'Amérique latine et la Caraïbe enregistrent près d'un tiers des homicides commis dans le monde. On estime qu'environ la moitié de ces homicides sont liés, directement ou indirectement, à des organisations criminelles et à des gangs (8) ».

Cette progression des violences et des homicides a placé la question sécuritaire au premier rang des préoccupations populaires. À cela s'ajoutent la persistance de la corruption, qui mine la crédibilité des institutions, ainsi que les effets des mouvements migratoires provoqués par la crise vénézuélienne, mais aussi par les situations cubaine et haïtienne, lesquelles alimentent les flux migratoires vers de nombreux pays (Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Panama).

Peu à peu, ces enjeux ont déplacé le centre de gravité du débat public. Les questions liées à la justice sociale, à la redistribution, à l'environnement ou à l'élargissement des droits ont perdu de leur centralité au profit de celles concernant la sécurité, la lutte contre la corruption de l'État et des personnels politiques ou le contrôle des frontières. Les droites régionales et leurs pôles radicaux ont su investir ces thématiques. Elles ont construit, notamment sur les réseaux sociaux et au travers de nombreux espaces de sociabilité (églises et confréries, clubs de sport, associations familiales, etc.), des discours articulés autour d'une obsession, le retour à l'ordre. Dans toutes ses déclinaisons : moral, religieux, social, sécuritaire. La « bataille culturelle » (contre l'avortement, les droits des femmes, l'homosexualité, le « globalisme », le « marxisme culturel », le « narco-communisme », etc.) tient ici lieu de ciment à des coalitions hétéroclites d'un point de vue sociologique (9).

mobilisé près de la moitié des électeurs au second tour de la présidentielle, il devra, si sa victoire est confirmée, s'appuyer sur les partis de la droite traditionnelle (Parti conservateur, Centre démocratique de M. Álvaro Uribe, Parti social d'unité nationale – ou Parti de la U –, Changement radical) ainsi que sur les élus du Parti libéral.

Alors que rien n'est joué pour la présidentielle brésilienne (contrairement, selon toute vraisemblance, à celle du Pérou), les attelages hétérogènes qui soutiennent ces pôles radicaux des droites latino-américaines frappent par leur fragilité. Combien de temps les populations soutiendront-elles des pouvoirs qui leur préfèrent M. Trump ?

(1) À l'heure où nous mettions sous presse, la victoire de M. de la Espriella n'avait pas été proclamée officiellement. Le dépouillement initial indiquait des résultats serrés. Le candidat de gauche, M. Iván Cepeda, avait présenté plus de 57 000 réclamations.

(2) Lors d'un entretien sur Radio Centro (Guayaquil) le 6 juin 2026.

(3) « La democracia resiliente », Informe Latinoamericano 2024, Santiago du Chili, 1^{er} mai 2025.

(4) Lire Maurice Lemoine, « Conquêtes et déconvenues des années Petro », *Le Monde diplomatique*, juin 2026.

(5) Lire Loïc Ramirez, « En Colombie, une impossible "paix totale" », *Le Monde diplomatique*, juin 2026.

(6) Cité dans « Democracias bajo presión : Reinaginar los futuros de la democracia en América Latina y el Caribe 2026 », PNUD, New York, 11 mai 2026.

(7) « World drug report 2025 », Nations unies, New York, 2026, www.unodc.org

(8) Lucía Dammert et Carolina Sampó, « What do we know about organized crime in Latin America and the Caribbean », PNUD, New York, 2025, www.undp.org

(9) Lire « M. Trump, pirate des Caraïbes », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.

(10) Qui, contrairement aux procureurs romains, ne jouissent pas tous d'un titre de nationalité au sein de l'empire qu'ils servent.

LE CONTENTIEUX TERRITORIAL ENTRE LE KOWEÏT ET L'IRAK RAVIVÉ PAR LA GUERRE EN IRAN

Une bombe à retardement au fond du Golfe

Une reprise progressive de la circulation dans le détroit d'Ormuz devrait soulager les pays consommateurs d'hydrocarbures, mais laissera une région lézardée par les rivalités. Celle qui voit s'opposer l'Irak, l'Iran et le Koweït à propos de la délimitation de leurs eaux territoriales respectives revêt un caractère d'autant plus explosif qu'elle détermine l'accès à certains gisements pétro-gaziers.

PAR DIDIER ORTOLLAND *

QUELQUES jours avant le déclenchement par Washington et Tel-Aviv de la guerre contre l'Iran, fin février dernier, le gouvernement irakien faisait connaître ses revendications sur les eaux du golfe Arabo-Persique en déposant une liste de coordonnées géographiques auprès du secrétaire général des Nations unies. Le geste soulevait sans délai une vague de protestations, notamment de la part de l'ensemble des États membres du Conseil de coopération du golfe : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar. La question de l'accès de l'Irak à ces eaux convoitées a traversé le dernier siècle. Mais elle prend une dimension nouvelle dans un contexte régional très dégradé – d'autant que l'Iran est également concerné.

À l'origine de ce conflit se trouve un problème classique de géopolitique : la volonté irakienne de sortir d'un quasi-enclavement. En 1914, le Royaume-Uni établit un protectorat sur le Koweït (1) afin d'empêcher l'Empire ottoman ainsi que son allié allemand de disposer d'un port en eau profonde (2). Bagdad dispose certes sur sa frontière avec l'Iran du port de Bassora, à 100 kilomètres de la mer, sur le Chatt Al-Arab, fleuve formé par la confluence du Tigre et de l'Euphrate, dont les eaux sont partagées avec l'Iran. L'accord d'Alger de juin 1975 a toutefois fixé la frontière sur la ligne médiane du fleuve. Afin de bénéficier d'un débouché moins vulnérable, l'Irak a égale-

ment développé le port d'Oum Qasr, situé sur un bras de mer partagé avec le Koweït, derrière l'île de Boubiane. Bagdad n'a pourtant jamais vraiment accepté cette situation : après la révolution des « Officiers libres » de 1958, il revendique sa souveraineté sur l'émirat voisin, et refuse durant deux ans de le reconnaître lorsque le Koweït prend son indépendance en 1961. Il maintiendra par la suite ses revendications sur les îles de Boubiane et Warba, placées sous souveraineté koweïtienne. C'est une des raisons qui ont conduit Saddam Hussein à envahir son voisin, en août 1990, précipitant ainsi la première guerre du Golfe.

À la suite de ce conflit les Nations unies ont mis en place la Mission d'observation en Irak et au Koweït (Unikom), une commission chargée de fixer définitivement les frontières terrestres entre les deux États. Ces dernières se caractérisaient par leur imprécision et impliquaient notamment les bras de mer – Khor Al-Zoubair, Khor Chityana, Khor Abdallah (3) – qui séparent les deux pays et mènent au port d'Oum Qasr. La commission a placé la presque totalité des eaux du Khor Al-Zoubair sous la souveraineté de Bagdad, accordant ainsi une relative sécurité à l'accès immédiat au port d'Oum Qasr. En revanche, la frontière dans les eaux du Khor Chityana et du Khor Abdallah a été fixée sur la ligne médiane. Cette proposition a été validée par la résolution 833 du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité, le 27 mai 1993. L'exécutif irakien l'a d'abord refusée avant de se résigner, de mauvaise grâce, contre la perspective d'une levée des sanctions. Cette résolution laissait en revanche aux pays de la région le soin de délimiter leurs mers territoriales ainsi que leurs zones économiques exclusives (ZEE) respectives.

Politique des hauts-fonds

LES deux voisins ont par la suite conclu un accord de navigation dans le Khor Abdallah en 2012. Il s'agissait de réguler le trafic, d'organiser le dragage du chenal ainsi que de répondre aux préoccupations environnementales. Mais l'article 6 de ce texte reconnaissait également comme frontière la délimitation établie par l'Unikom en 1993. L'accord, ratifié l'année suivante par les deux parties, a plus ou moins bien fonctionné pendant une décennie, notamment grâce à la réunion périodique d'un comité conjoint chargé de réglementer la navigation. Toutefois, les infrastructures construites de part et d'autre pour faire face à l'augmentation attendue du trafic suscitaient toujours des conflits en raison de l'étroitesse de la zone et des risques d'envasement du Khor Abdallah. C'est le cas du port de Mubarak Al-Kabir, érigé par le Koweït dans l'est de l'île de Boubiane, et de la réalisation par l'Irak d'une jetée de 5,4 milles marins dans le cadre de son projet de grand port de Fao. À partir de 2019, Bagdad a émis des protestations répétées à la suite de la construction par le Koweït d'une plate-forme sur le haut-fond découvrant de Facht El-Eij à proximité de Boubiane. Cette installation sert officiellement à sécuriser la

navigation, mais l'Irak craint qu'elle ne soit utilisée pour délimiter les espaces maritimes dans le cadre d'un hypothétique accord. En effet, les hauts-fonds découvrants – des élévations naturelles de terrain recouvertes par les eaux à marée haute et découvertes à marée basse – peuvent servir de points de base pour établir les limites de la mer territoriale ; ainsi, si un haut-fond découvrant se situe à 6 milles marins de la côte, l'État côtier peut le prendre comme jalon pour étendre sa mer territoriale au-delà de 12 milles et porter sa limite à 18 milles de ses côtes. Une carte des zones maritimes du Koweït rendue publique en 2016 indique la prise en considération des hauts-fonds découvrants situés à proximité de l'île de Boubiane.

Les relations bilatérales se sont dégradées en septembre 2023 quand la Cour suprême fédérale d'Irak, saisie par des parlementaires originaires du sud du pays réputés proches de l'Iran et hostiles à la résolution 833, a décidé que l'accord de 2012 était contraire à la Constitution irakienne, pour des raisons de procédure plus que de fond. Selon la Cour, l'accord aurait dû être ratifié avec une majorité des deux tiers. Défavorable à cette décision, le premier ministre irakien s'est prononcé pour un nouveau vote en faveur du texte sur le Khor Abdallah, mais, en raison de la complexité du jeu politique irakien (4), l'accord de navigation n'a toujours pas été renouvelé.

Le différend pose en filigrane la question des limites maritimes des États situés au fond du golfe Arabo-Persique et de l'accès aux ressources, notamment pétro-gazières, du plateau continental. En juillet 2000, l'Arabie saoudite et le Koweït ont créé une zone commune de développement au large de leurs côtes et décidé d'en partager les bénéfices. Cet espace abrite l'important gisement gazier de Dorra, identifié depuis les années 1960, mais dont l'exploitation a toujours été reportée en raison de divergences entre Riyad et Koweït. Téhéran a rapidement protesté contre la création de cette zone commune au motif que l'Iran avait également des droits sur le gisement. Resté discret sur la question, Bagdad a, en août 2023, adressé une lettre au secrétaire général des Nations unies soulignant que l'Irak revendiquait également des droits sur celui-ci et qu'il avait manifesté à plusieurs reprises cette position auprès des autorités koweïtiennes.

La nouvelle missive adressée à M. António Guterres en février 2026 s'accompagne d'une carte qui précise les prétentions irakiennes sur une mer territoriale, une ZEE et un plateau continental. La ligne des revendications débute au point 162 établi par la résolution 833 et part plein sud, englobant les hauts-fonds découvrants de Facht El-Eij et Facht El-Qeïd situés près de la côte koweïtienne (voir la carte ci-dessus). On observe de même une inflexion vers l'est à la sortie de l'embouchure du Chatt Al-Arab. La revendication de Bagdad prend ensuite la forme d'une sorte de rectangle englobant le champ gazier de Dorra.

La délimitation des espaces maritimes est un exercice assez complexe en raison de la très grande variété des configurations de côtes. C'est pour-

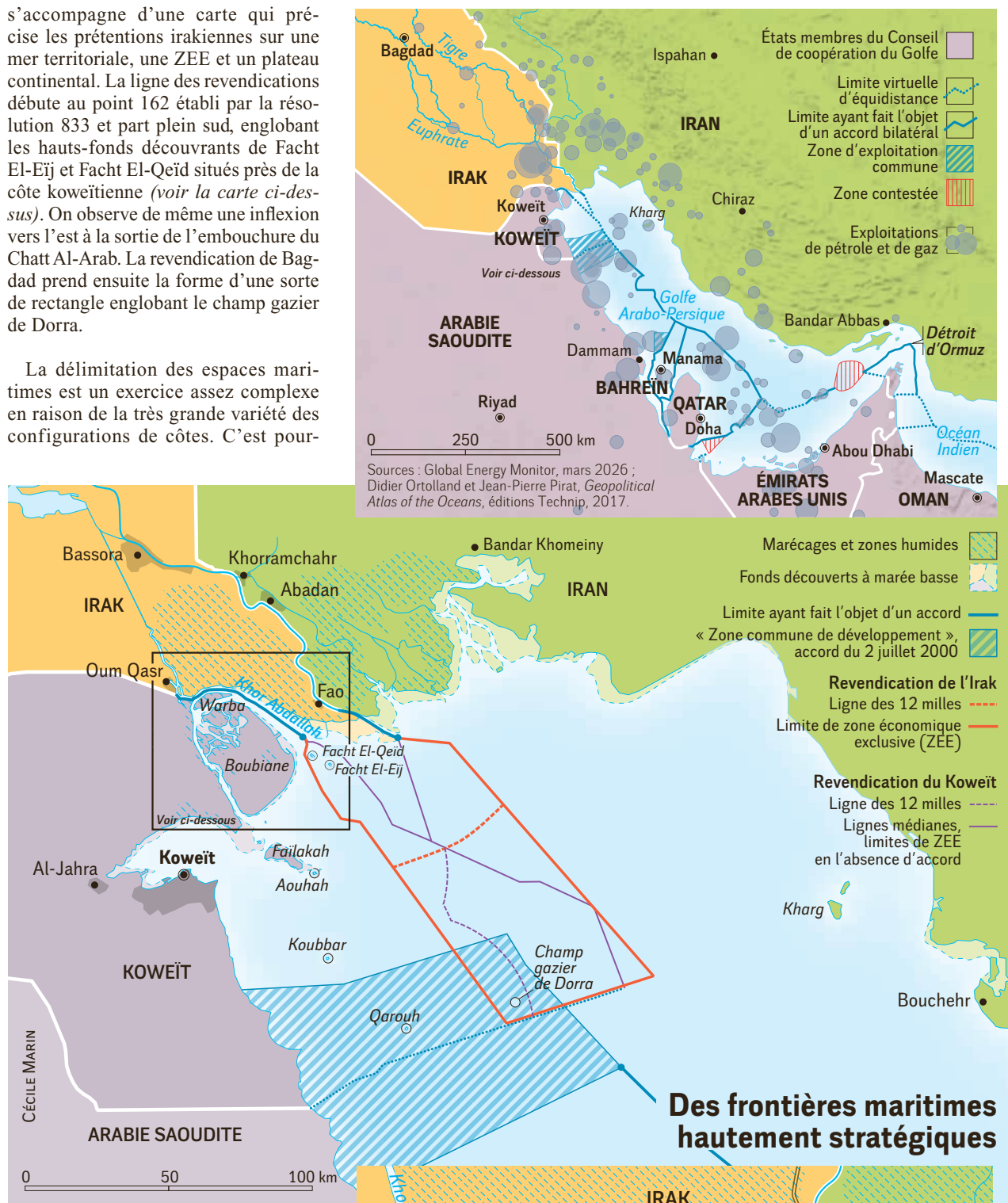
que les États ont droit, dans la mesure du possible, à un plateau continental constituant le « prolongement naturel » de leur territoire (6). La revendication irakienne qui écarte l'application de la méthode de l'équidistance se conforme donc à la jurisprudence. Elle est cependant discutable dans ses limites ; comment justifier l'« annexion » des hauts-fonds situés à proximité de la côte koweïtienne ? En outre, il paraît douteux que la projection sous-marine du territoire irakien puisse aller jusqu'au gisement de Dorra.

Les États ont coutume, avant de commencer une négociation de ce type, de

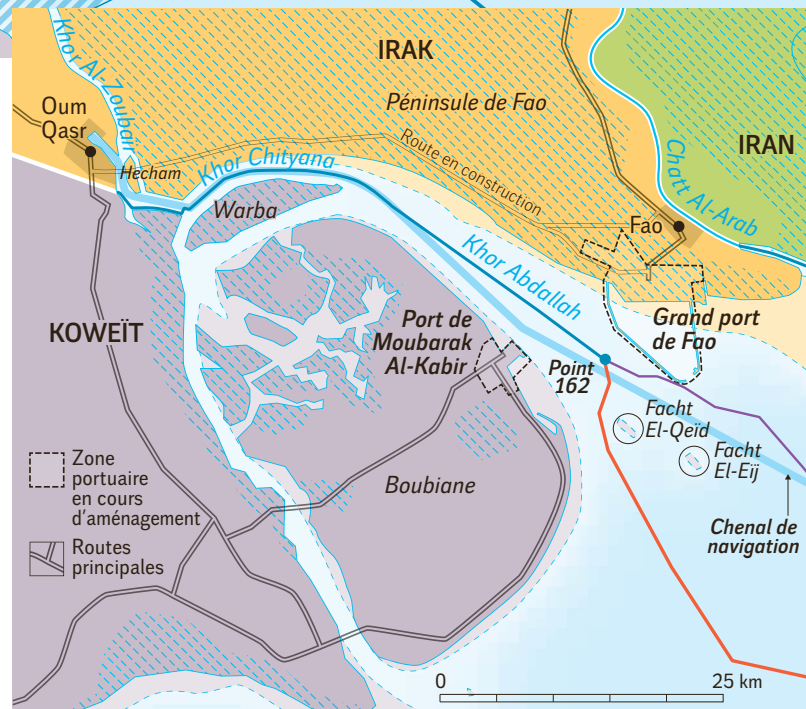
formuler des revendications excessives qu'ils abandonneront en cours de route, mais la perspective d'une solution semble ici lointaine. Le Koweït a par ailleurs proposé à plusieurs reprises, en vain, de soumettre le différend au Tribunal international du droit de la mer (TIDM). Cette revendication irakienne désormais rendue publique risque donc de susciter de vives critiques, notamment en Irak, où il existe un secteur hostile à la frontière fixée par la résolution 833. Dans une région fortement déstabilisée par la guerre israélo-américaine, ce contentieux potentiellement explosif demeure, jusqu'à présent, dans le chemin du droit.

- (1) Le Royaume-Uni a signé un traité secret avec le cheikh de Koweït en 1899, et les limites de l'émirat ont été fixées par la convention anglo-ottomane de 1913.
(2) La pointe de Fao qui sépare le Chatt Al-Arab du Khor Abdallah ne fait elle-même qu'une quinzaine de kilomètres de large.
(3) Le Khor Al-Zoubair se trouve à l'entrée du port d'Oum Qasr ; le Khor Chityana sépare l'île koweïtienne de Warba du territoire irakien ; le Khor Abdallah – qui sépare le territoire irakien de l'île de

- Boubiane – s'étend sur un peu plus de trente kilomètres et donne sur le golfe Arabo-Persique.
(4) Bader Al-Saif et Lahib Higel « Maritime disputes cast a pall over Iraq-Kuwait relations », International Crisis Group, 16 juin 2025, www.crisisgroup.org
(5) Affaire « Ukraine c. Roumanie », CIJ, La Haye, 3 février 2009, www.icj-cij.org
(6) Affaire du « Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) », CIJ, 20 février 1969, www.icj-cij.org



quoi la convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) n'établit pas de règle pour la délimitation du plateau continental ou de la ZEE mais rappelle l'objectif : « aboutir à une solution équitable ». Elle préconise en revanche la méthode de la ligne médiane pour délimiter la mer territoriale, sauf en présence de « titres historiques ou autres circonstances spéciales », ce qui pourrait être le cas ici. Par ailleurs, s'agissant du plateau continental (ou de la ZEE), la Cour internationale de justice (CIJ) considère que, dans la pratique, il convient de tracer une ligne d'équidistance provisoire et de relever les « circonstances pertinentes » justifiant de renoncer à la méthode de l'équidistance (5). Dans le cas présent, la concavité de la côte irakienne constitue une circonstance pertinente, et la doctrine considère



* Ancien sous-directeur du droit de la mer, du droit fluvial et des pôles à la direction des affaires juridiques du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (2016-2021). Dernier ouvrage publié : *Les Mers de Chine. Géopolitique, confrontation et droit international*, L'Harmattan, Paris, 2024.



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « Le Peintre et l'Acheteur », vers 1565

Bruegel, le monde à l'envers

Quand Pieter Bruegel l'Ancien peint la chute d'Icare, il traite une histoire connue, mais il la représente de façon imprévue : Icare tombe discrètement dans un coin de la toile, parfaitement ignoré par les paysans qui travaillent le champ d'à côté. Toute son œuvre distord la représentation commune avec ironie. Les lectures de cette esthétique de la dissonance seront politiques. Et opposées.

PAR DANIEL ZAMORA *

EN août 1941, le résistant communiste François Marie Claessens est arrêté à Anvers. Déporté à Neuengamme avec nombre de ses camarades belges, il est ensuite envoyé au camp de concentration de Dachau, où se trouvent la plupart des opposants politiques. Il survit de justesse aux interrogatoires brutaux et aux conditions de vie inhumaines auxquels il est soumis.

Pourtant, au milieu de l'horreur, « Bob », comme l'appelaient ses amis, se révèle un merveilleux conteur, entretenant ses codétenus avec des histoires sans fin sur des sujets aussi variés que la dialectique de Karl Marx, la théologie ou l'histoire de l'art belge pour les aider à tenir et à faire abstraction du présent. « Des images truculentes de Teniers le Jeune se substituaient aux visions infernales dont nous étions les témoins et que Jérôme Bosch n'avait pas prévues », se souvient le gaulliste français Edmond Michelet dans ses Mémoires sur Dachau. « La kermesse héroïque de Bob, ajoute-t-il, l'emportait sur la danse macabre à laquelle nous participions » (1).

Parmi les histoires que Claessens aimait raconter, il y en a une qui concerne la mort de Pieter Bruegel l'Ancien. Selon une légende persistante en Belgique, le peintre serait mort d'une crise cardiaque alors qu'il observait un paysage flamand la tête entre les jambes : il s'agissait de la faire appa-

raître comme moins pittoresque pour pouvoir en distinguer la structure globale. C'est donc penché que le peintre tentait de voir le monde à l'envers, pour s'en défamiliariser afin de mieux le représenter. Bien qu'elle ne repose sur aucune preuve tangible, cette histoire caractérise néanmoins l'esthétique de Bruegel : un style qui rend le monde étrange et absurde, établissant une sorte d'extériorité par rapport à lui.

Dans un essai publié récemment, l'historien de l'art britannique Timothy James Clark propose une lecture originale de l'ironie qui caractérise le travail de l'artiste (2). Son matérialisme, écrit Clark, est « le plus profond et le plus complet à nous avoir laissé une image du monde ». Loin d'être une condamnation du monde, il manifesterait une critique du fantasme religieux de la transcendance qui a façonné la culture des masses ouvrières européennes (3). En d'autres termes, un plaidoyer en faveur du présent adossé à un scepticisme à l'égard de l'idée que nous pourrions radicalement transformer le monde.

Cette lecture s'inscrit en faux contre l'interprétation peut-être la plus commune du style du peintre flamand qui, depuis un influent essai de 1934 signé par l'historien de l'art Hans Sedlmayr, *Bruegel's Macchia*, a façonné les études sur son œuvre. Selon



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « Le Triomphe de la Mort », 1562

l'Autrichien, l'effet d'étrangeté généré par Bruegel était manifestement intentionnel, compte tenu de ses capacités artistiques évidentes. L'étrange rapport entre des espaces bien délimités et les figures « ostensiblement

ger une « Hitlerstadt » destinée à devenir la pièce maîtresse d'une nouvelle Vienne. Malgré ce fanatisme politique, ses vues pessimistes sur la modernité ont suscité des réactions ambivalentes parmi les théoriciens de l'après-guerre. Le philosophe marxiste Theodor Adorno s'est, par exemple, trouvé paradoxalement proche de certaines des observations de Sedlmayr. Bien entendu, leurs regards sur le modernisme étaient radicalement opposés : la rationalité du capitalisme était au cœur de l'analyse d'Adorno, alors que Sedlmayr était préoccupé par le « remplacement de l'autorité divine par l'autonomie humaine » (6). Pour ce dernier, c'est précisément cette humanité divorcée du divin qui est dépeinte par Bruegel.

Ce point de vue allait façonner toute une série d'interprétations du maître flamand comme un « froid ethnographe », un « anatomiste de la folie des classes inférieures ». Au mieux « comiquement condescendant » et au pire « détaché, moralisateur, crûment répressif, froidement calculateur dans ses dispositions » (7). À cette vision réactionnaire, Clark oppose une lecture plus humaniste. Si le monde de Bruegel est effectivement séparé du divin, il n'échappe jamais à ses contraintes matérielles. Un tel engagement de la part du « monarque du terre-à-terre » est ironiquement illustré par les personnages de Bruegel qui urinent ou défèquent dans nombre de ses tableaux. « Un signe, note Clark, de la vie qui continue malgré tout » et de notre constitution matérielle. Même les personnages bibliques sont peints comme s'ils étaient ordinaires, presque laids et comiques. « Son manque de sérieux contrôlé », observe Clark, n'est pas du cynisme, mais plutôt « ce qui lui permet de réfléchir si profondément et si humainement à ce que le monde matériel est, à l'animal humain dans sa simple existence physique, à ce que pourrait être le fait d'être pleinement et exclusivement dans le monde matériel » (8). En d'autres termes, ce dont Bruegel a essayé de se moquer, c'est du « désir d'échapper à l'existence mortelle, le rêve d'immortalité, l'idée même de transcendance ».



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « Le Misanthrope », 1568

plates » et « inexpressives » créant l'impression qu'elles sont sur le point de « sauter hors de l'espace dans lequel elles sont placées et dans un plan pictural qui est plus en avant » (4). Ce processus produit alors un effet particulier sur le spectateur. Comme le note Sedlmayr, « en regardant ces images, la logique de parties entières d'une composition s'effondre, et les objets représentés semblent étranges ». Pour le spectateur, ce processus s'accompagnerait d'un choc et créerait un sentiment d'anxiété et de peur. La clé pour saisir cet effet, ajoute Sedlmayr, c'est la distanciation produite par le tableau. Aux yeux de Clark, toutefois, une telle lecture, dépeignant des « états liminaires de l'humanité », serait une allégorie profondément pessimiste de la nature humaine (5).

Cette humanité divorcée du divin

Sans surprise, tout ceci n'est pas sans lien avec le fait que Sedlmayr, membre du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), était un nazi enthousiaste dès le début des années 1930. En tant que titulaire de la chaire d'histoire de l'art à l'université de Vienne, il ne proposait rien de moins que la démolition du quartier juif de la ville et la déportation de ses habitants afin d'éri-

Bruegel ne quitte jamais vraiment le monde, même dans ses tableaux les plus allégoriques. La représentation de l'enfer dans *Le Triomphe de la Mort*, par exemple, comprend une armée de squelettes qui semblent étonnamment humains. Certains s'ennuient, d'autres sont déguisés, volent des pièces d'or ou jouent de la musique. Ils présentent différents stades de

décomposition, brouillant ainsi la distinction entre les vivants et les morts. Une telle peinture élimine la distance entre l'enfer et notre monde, dont l'au-delà n'est qu'une variante. Ce que le peintre flamand renvoyait à la religion, ajoute Clark, c'est que « toutes les visions d'évasion et de perfectibilité sont hantées par les réalités du monde qu'elles prétendent transfigurer » (9). Nous sommes, comme les *Deux Singes* de Bruegel, contraints par nos besoins matériels et corporels, incapables d'accéder à la transcendance. Ce qu'il propose, c'est une critique acerbe des fantasmes d'une rédemption future. « Seule la terre, écrit Clark en citant l'historien de l'art allemand Max Jakob Friedländer, l'ici et le maintenant, était son domaine propre. » Ce que Bruegel semble offrir, c'est donc une façon différente de penser les options – une vision qui n'est pas le monde à l'envers, pas un rêve de révolution, mais un changement plus lent, qui ressemble presque à une digestion. Où « tout (...) peut devenir autre chose, mais pas de façon dramatique, pas dans un moment de métamorphose » (10). Le monde de Bruegel ne « résout rien », affirme Clark, mais nous montre des « corps non modernes en action », « orientés vers la notion d'anti-travail ».



BPf, BERLIN - HERMANN BURESCH/DIST. GRANDPALAISRMN



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « Deux Singes », 1562

* Professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles. Une version de ce texte est parue sur Sidecar, le blog de la New Left Review.



MUSEO NACIONAL DEL PRADO - DIST. GRANDPALAISRYN - IMAGE DU PRADO

sur l'île danoise de Fyn, reçut un grand livre illustré sur le peintre flamand. Captivé par l'œuvre de Bruegel, il emporte avec lui plusieurs tomes consacrés au peintre, d'abord en Suède, puis en Californie. Pendant cette période, le dramaturge allemand écrit quelques pages sur le sujet. Ses notes, intitulées «L'effet de distanciation chez Bruegel l'Ancien», n'ont été publiées qu'à titre posthume en 1956. Alors que pour Sedlmayr, l'étrangeté indique que, «dans leur essence, [les humains] sont des hybrides problématiques et des créatures étrangères (voire carrément "mauvaises")», pour Brecht, chercher un jugement sur la nature humaine chez Bruegel est une erreur. Ce qui est en jeu c'est l'effet unique que ses compositions produisaient sur le spectateur. Les tableaux de Bruegel présentent des détails particuliers, des contradictions évidentes ou des impressions contrastées qui créent une défamiliarisation délibérée. Cela oblige le spectateur à prendre du recul, à réfléchir et à considérer la composition dans son ensemble.

Cet effet est particulièrement évident lorsque Bruegel peint tant des événements liturgiques que des événements ordinaires. Par exemple, dans *La Chute d'Icare*, il marginalise Icare en le plaçant dans le coin inférieur droit de la toile, rendant sa chute à peine perceptible. Les paysans flamands, au centre de la composition, sont absorbés par leur travail. On s'interroge immédiatement sur les raisons qui les amènent à ignorer l'événement principal. Mais encore sur ce qui a conduit le peintre à représenter un coucher de soleil alors qu'Icare tombe lorsque le soleil est au zénith. De même, dans *Le Portement de Croix*, un moulin à vent hollandais figure en bonne place dans le paysage, derrière le Christ, tandis que la cavalerie qui l'entoure semble être wallonne. Dans le même esprit, dans *Le Dénombrement de Bethléem*, Bruegel déplace la Vierge Marie et Joseph dans une petite ville flamande – Wijnegem – au cours du xvi^e siècle. Cette scène de la Nativité est alors à moitié cachée dans l'agitation des activités ordinaires. L'auberge elle-même porte l'aigle bicéphale, symbole de l'empire des Habsbourg, auquel la Flandre appartenait. Enfin, une église se dresse à l'arrière-plan, comme si les villageois étaient sur le point d'assister à un événement qui s'est déjà produit. Ou peut-être cette cohabitation, dans le contexte de la Réforme, évoque-t-elle la tension entre l'institution et l'Eglise originelle?

Les divergences observées par Brecht ne sont pas seulement chronologiques ou limitées aux personnages, mais s'étendent aux combinaisons particulières de paysages. Un exemple frappant est *La Tour de Babel*, directement inspirée du Colisée qu'il a pu apprécier lors de sa visite à Rome (probablement entre 1552 et 1554).



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – «La Tour de Babel», vers 1563



BPK, BERLIN - JÖRG P. ANDERS/DIST. GRANDPALAISRYN

PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – «Les Apiculteurs», vers 1568

Pourtant, c'est dans un paysage flamand, traversé par un aqueduc romain mais peuplé d'ouvriers, que se situe la composition. Cette juxtaposition génère une multiplicité d'impressions, empêchant le spectateur de se perdre dans la composition ou de se concentrer sur un seul aspect. Au contraire, les contrastes délibérés de Bruegel nous obligent à trouver le sens des relations établies par le tableau.

Une sorte d'étrangeté perpétuelle

D'une certaine manière, Bruegel a inventé une version de ce qui sera formalisé par Brecht comme l'«*effet de distanciation*». Une manière de rendre quelque chose étrange afin de créer, comme l'a noté le critique américain Fredric Jameson, une sorte d'étrangeté perpétuelle (12). La diversité des sentiments que l'on peut éprouver en regardant de plus près ses peintures et les discordances que l'on y trouve nous obligent à toujours regarder l'ensemble, ce que Claessens avait lui-même appelé l'«*unité organique*» du tableau. Comme si ce qui unit ses personnages séparés et aliénés, ce sont les questions que le peintre pose au spectateur. Le propos de Bruegel n'est donc pas d'exprimer une condescendance à l'égard des êtres humains ou un plaidoyer pour le présentisme. Il nous invite plutôt à regarder le monde à l'envers, à discerner ce qui le façonne, à séparer l'essentiel du trivial et à nous forcer à nous interroger sur l'intention de l'artiste.

La chute d'Icare derrière les paysans n'est pas une sorte de plaidoyer pour une autre forme de vie paysanne, en dehors de la transcendance, mais un outil pour que le public s'interroge sur

la relation sociale entre les deux. Dans *Le Portement de Croix*, en situant la Passion du Christ dans le cadre de la domination espagnole, il dissimule sa réalité sociale et politique dans un passé lointain, nous obligeant à «regarder à nouveau, à réfléchir et à comparer l'histoire biblique avec l'histoire de [sa] propre époque». Comme l'a noté Brecht, Bruegel ne se contente pas de représenter son monde, mais tend à «peindre des opinions dans ses tableaux», de sorte que «le spectateur est lui aussi touché par plus d'un état d'esprit lorsqu'il les regarde» (13). Ce sont donc les rapports sociaux dans lesquels sont pris les individus plutôt que leur intériorité qui intéressent le peintre. Ses personnages ont d'ailleurs souvent des expressions difficiles à interpréter, parfois indéterminées, ou sont, comme dans *Les Apiculteurs*, littéralement sans visage. Comme s'il voulait détourner notre attention de leur psychologie ou de leurs pensées. «*Bien qu'il ait été capable de saisir la physionomie individuelle*», note Tom Kuhn dans un essai sur l'influence de Bruegel sur l'esthétique de Brecht, «il ne semble pas s'être intéressé à la représentation de l'individu ou de la psychologie». Une observation qui semble confirmée par le fait que, contrairement à la plupart de ses contemporains, Bruegel n'a vraisemblablement jamais peint de portraits. Ce que Brecht a trouvé dans la composition du peintre est donc plus qu'une autre manière de vivre : une esthétique centrée sur les contradictions qui façonnent le monde. Ce à quoi nous ne pouvons échapper n'est pas, comme le pensait Clark, le monde matériel, mais les forces sociales qui le structurent. Comme celles auxquelles Bruegel a été confronté en tant qu'artiste dans la société marchande montante qu'il a connue à Anvers. Dans *Le Peintre et l'Acheteur*, par exemple, il

représente une version de lui-même en train d'achever un tableau tout en ignorant ostensiblement un acquéreur – l'un de ses riches collectionneurs ? – qui met déjà la main à la bourse pour acheter l'œuvre. Si Clark a raison de dénoncer une lecture pessimiste de Bruegel, il a tort d'ignorer la manière dont il rend compte des conflits de son temps.

Ce que Bruegel nous dit, ce n'est précisément pas comment vivre dans ces contradictions, mais comment les rendre saillantes en nous les rendant moins familières. Une esthétique qui cherche à comprendre plutôt qu'à décrire. Une esthétique qui ne nous dit pas quoi faire, mais nous indique où regarder si nous voulons changer le monde. Et si Bruegel était le premier réaliste ?

DANIEL ZAMORA.

- (1) Edmond Michelet, *Rue de la liberté. Dachau 1943-1945*, Seuil, Paris, 2020 (1^{re} éd. : 1983).
- (2) Timothy James Clark, *On Bruegel*, Thames & Hudson, Londres, 2024. Ce livre est cependant une version révisée d'un chapitre sur Bruegel publié dans *Heaven on Earth : Painting and the Life to Come*, Thames & Hudson, 2020.
- (3) *Ibid.*
- (4) Hans Sedlmayr, «Bruegel's Macchia», dans Christopher S. Wood (sous la dir. de), *The Vienna School Reader*, Zone Books, New York, 1934.
- (5) Timothy James Clark, *On Bruegel*, op. cit.
- (6) Cf. Rachel Silveri et Trevor Stark, «“The chaos of total decay” : Sedlmayr's diagnosis», *Selva*, n° 2, automne 2020, <https://selvajournal.org>
- (7) Timothy James Clark, *On Bruegel*, op. cit.
- (8) et (9) *Ibid.*
- (10) Timothy James Clark, *Heaven on Earth*, op. cit.
- (11) Timothy James Clark, «For a left with no future», *New Left Review*, n° 74, Londres, mars-avril 2012. Cf. aussi : Susan Watkins, «Presentism? A reply to T. J. Clark», *New Left Review*, op. cit.
- (12) Fredric Jameson, *Brecht and Method*, Verso, Londres, 1998.
- (13) Tom Kuhn, «Brecht reads Bruegel : Verfremdung, gestic realism and the second phase of Brechtian theory», *Monatshefte*, vol. 105, n° 1, University of Wisconsin Press, Madison, mars 2013.



MUSÉE ROYAL D'ART ANCIEN DE BRUXELLES

D'APRÈS PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – «La Chute d'Icare», vers 1558

BERLIN ET WINDHOEK SOMMÉS DE RENDRE DES COMPTES

Le génocide qui hante la Namibie

Des dizaines de milliers de Héréros et de Namas ont été tués entre 1904 et 1908 par les troupes impériales allemandes dans la colonie du Sud-Ouest africain, actuelle Namibie. Leurs descendants, traumatisés, privés de leurs terres ancestrales et marginalisés par le pouvoir central, s’estiment désormais condamnés à assister en spectateurs aux grands bouleversements à venir dans l’économie du pays.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE CLOTILDE RAVEL *

DANS la torpeur de l’après-midi, une grande partie des parlementaires namibiens somnolent ce 8 avril 2026. L’horloge numérique affiche 16h35 lorsque le député d’opposition McHenry Venaani, un membre de la communauté héréro qui dirige le Mouvement démocratique populaire (PDM), se dresse face à la cheffe de l’État Netumbo Nandi-Ndaitwah. Son interpellation réveille l’Assemblée : « *Les Allemands versent 1 milliard par an aux rescapés de la Shoah. Au cours des dernières décennies, ils ont versé 90 milliards. (...) Mais ils veulent ne verser que 1 milliard aux Namibiens pour les vingt-cinq prochaines années!* »

Pour s’être révoltés face à l’occupation coloniale et à la confiscation de leurs terres, environ 65 000 Héréros et 10 000 Namas – soit, respectivement, de l’ordre de 80 et 60 % de leur population d’avant-guerre – ont été exterminés entre 1904 et 1908 sous les ordres explicites du général allemand Lothar von Trotha. La plupart au cours de combats directs, mais aussi dans les cinq camps de travail répartis sur le territoire de ce qui était alors la colonie du Sud-Ouest africain allemand (Deutsch-Südwest Afrika). C’est sur ce territoire que fut construit, en 1905, l’un des premiers camps de concentration du ^{xx}e siècle. De nombreux Héréros ont péri dans le désert du Kalahari où, après les avoir contraints à la fuite, l’armée avait fait empoisonner les points d’eau. Pour ces derniers comme pour les Namas, la reconnaissance du crime et sa réparation restent primordiales...

Les dunes du désert du Namib, le petit port de pêche de Lüderitz et l’océan Atlantique cernent Shark Island (l’île aux requins). En ce dimanche ensoleillé d’avril, un chœur s’élève de la petite péninsule tandis que de deux enceintes s’échappent les premières notes du negro spiritual *Kumbaya*. Ainsi s’achève la commémoration par des représentants de la communauté nama des massacres allemands, au milieu des dizaines de plaques individuelles à la mémoire de colons allemands, elles-mêmes coincées entre des parcelles indiquant des emplacements de bivouac. Sous la pression des communautés héréro et nama, en août 2025, le ministère de la culture namibien a fini par faire fermer le lieu aux campeurs. Restent les affichettes numérotées et les aires de pique-nique.

« *Imaginez un seul instant que l’on soit à Auschwitz et que l’on trouve des stèles à la mémoire des génocidaires nazis entre deux places de camping* », s’indigne Joshua Castellino. Ce professeur de droit indien a appris l’existence du génocide au cours de ses études, à la lecture d’une note de bas de page. Il a fait le voyage depuis Londres pour assister à la commémoration annuelle organisée par l’Association des chefs traditionnels namas (NTLA), qui représente dix autorités traditionnelles et qu’il accompagne depuis quatre ans dans la lutte pour obtenir réparation.

Castellino insiste sur le terme. La NTLA, tout comme l’Autorité traditionnelle ovahéréro (OTA), principale organisation représentant les Héréros, rejette en bloc le plan de développement proposé par l’Allemagne et présenté dans une déclaration conjointe avec le gouvernement namibien en 2021. Berlin s’y engage à soutenir la « *reconstruction et le développement* » en Namibie à travers un programme financier de 1,1 milliard d’euros sur trente ans. Sans jamais mentionner les mots « réparation », « indemnisation » ou « compensation », ni la redistribution des terres confisquées pendant l’ère coloniale(1).

Aujourd’hui encore, près de 70 % des terres arables namibiennes appartiennent à des fermiers blancs – majoritairement descendants de colons allemands –, alors qu’ils représentent moins de 2 % de la population(2). Peu de statistiques existent en revanche sur les Héréros et les Namas. Minoritaires et paupérisés, ils vivent aujourd’hui surtout de l’élevage sur des parcelles communales, ou travaillent comme ouvriers agricoles, gardiens de troupeaux, jardiniers, employés de maison(3)...

À voix basse, dans une petite salle communale de Lüderitz attenante aux commémorations, M^{me} Sima Luipert égrène son histoire. Elle fait figure d’exception parmi les Namas, peu représentés dans l’administration, puisqu’elle a réussi à se frayer un chemin jusqu’à un poste dans la fonction publique territoriale. Également responsable des affaires internationales au sein du comité technique sur le génocide de la NTLA, elle est pleinement investie dans la lutte engagée devant les juridictions namibiennes, allemandes et américaines pour contraindre Berlin à payer des réparations directement aux descendants du génocide. Sans succès jusqu’à présent.

Elle-même est issue de la quatrième génération des rescapés. Elle raconte son arrière-grand-mère internée à Shark Island et « louée » à un colon allemand. Sa grand-mère, enfant du viol. Et la difficulté à trouver aujourd’hui sa place dans une société qui laisse, dit-elle, ses minorités à l’écart des grandes décisions pourtant susceptibles de modifier la trajectoire économique du pays.



JIM NAUGHTEN. – « Herero Women Marching » (Marche de femmes héréros), 2011

En mai 2023, elles ont ainsi assisté, impuissantes, à la signature d’un contrat de concession entre l’État namibien et une société à capitaux principalement allemands, Hyphen Hydrogen Energy, pour déployer un titanesque projet d’hydrogène « vert » dans le parc national Tsau-Khaeb, au sud de Lüderitz. Les Namas revendiquent les quelque quatre mille kilomètres carrés de terres concernées, au cœur de la région du Great Namaqualand, confisquées par les Allemands lors de la colonisation puis rétrocédées à l’État.

Des inégalités parmi les plus fortes du continent

Hyphen ambitionne de tirer parti des ressources de la Namibie en construisant dans ce parc protégé des éoliennes et d’immenses fermes solaires pour produire de l’hydrogène, ensuite exporté vers l’Europe sous forme d’ammoniac. Avec 10 milliards de dollars d’investissement annoncé, soit l’équivalent de plus de 75 % du produit intérieur brut (PIB) de la Namibie, ce projet pourrait diversifier une économie reposant à ce jour sur l’exploitation de mines (uranium, or, diamants...), l’agriculture ou la pêche. Si la faisabilité reste à confirmer, l’Union européenne s’est engagée fin 2025 à financer en partie l’extension du port de pêche de Lüderitz, nécessaire à la construction d’un terminal d’exportation pour l’ammoniac. Quitte à « défigurer » le site de Shark Island, pourtant classé patrimoine national, dénonce la NTLA.

Au sein de la population en général, ce modèle est susceptible d’accroître encore les inégalités(4)

– l’indice de Gini qui les mesure est le deuxième le plus élevé du continent après celui de l’Afrique du Sud, un héritage de l’apartheid qu’ont connu les deux pays, jusqu’en 1979 dans le cas de la Namibie(5). Pour les Namas, ces différents projets sont, en outre, symptomatiques du manque de considération de l’État namibien pour ses minorités dans un paysage politique largement dominé par la communauté ovambo. Celle-ci représente aujourd’hui environ 50 % de la population namibienne, estimée à trois millions de personnes réparties sur un territoire grand comme une fois et demie la France métropolitaine. Ses représentants sont majoritaires dans les rangs du parti présidentiel Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo), au pouvoir depuis l’indépendance en 1990.

La domination persistante des Ovambos au sein des structures de pouvoir namibiennes (gouvernement, administration, structures de direction du parti) fait des membres de cette communauté les bénéficiaires prioritaires d’une éventuelle accélération de l’industrialisation du pays(6). Outre l’hydrogène « vert », la Namibie ambitionne aussi de devenir une nation productrice d’hydrocarbures à l’horizon 2031, portée par des découvertes de pétrole des multinationales TotalEnergies, Shell ou encore Galp en offshore ultra-profond.

Quelques instants avant que M. Venaani prenne la parole à l’Assemblée nationale, le 8 avril, la présidente Nandi-Ndaitwah achève sa deuxième adresse à la nation, durant laquelle elle a évoqué le dossier du génocide et précisé qu’une nouvelle déclaration conjointe avec le gouvernement allemand serait bientôt soumise au Parlement avant signature. Et d’affirmer : « *Une conclusion est désormais à portée de main, peut-être avant la fin de l’année.* » C’est alors qu’avançant sur le terrain périlleux des calculs et des équivalences M. Venaani réclame « *au moins*

La Namibie a attendu 2025 pour organiser sa toute première commémoration des événements et déclarer le 28 mai férié. Mais les principales organisations représentant les Héréros et les Namas ne reconnaissent pas cette date choisie en référence à la décision prise par les autorités allemandes en 1907 de fermer les camps de concentration, la jugeant imposée sans concertation. Le contenu de la commémoration ne leur a pas non plus donné satisfaction. « *Quarante-cinq minutes de cérémonie pilotée par la présidente et le premier ministre, sans nous, c’est tout ce que l’État est capable de nous donner plus d’un siècle après le génocide* », constate, amer, le chef suprême de l’OTA, M. Mutjinde Katjiua.

« Les Allemands namibiens, des voisins ou des étrangers »

Une posture critique qui laisse relativement indifférents les cadres du parti Swapo, peu intéressés par le sort de minorités « *jamais contentes* ». Sous couvert d’anonymat, plusieurs d’entre eux estiment qu’ils devraient désormais « *passer à autre chose* ». Bien conscient de ce profond désaccord, M. Katjiua n’attend plus rien des autorités, auxquelles il reproche de ne pas avoir défendu les intérêts de son peuple dans le cadre des négociations. Il dénonce, entre autres griefs, l’exclusion dans le processus de réconciliation des descendants des Héréros ayant été forcés de quitter la Namibie pour s’installer au Botswana, en Afrique du Sud ou encore en Angola. Et la difficulté pour l’État de soulever des questions susceptibles de remettre en cause l’unité nationale. « *Les Allemands namibiens présents en Namibie sont-ils des voisins, ou des étrangers ?* »

Une récente décision de l’Union africaine a redonné de l’élan à son combat et à celui des Namas. Le 15 février 2026, à Addis-Abeba, l’organisation panafricaine a adopté une résolution historique qualifiant l’esclavage, la déportation et le colonialisme de crimes contre l’humanité et de génocide contre les peuples concernés(7). Dans ce cadre, ses États membres se sont engagés à « *œuvrer ensemble, solidairement et collectivement, à leur reconnaissance comme tels au niveau international* ». Un signal encourageant pour M. Katjiua, même si les perspectives restent lointaines. « *Nous sommes prêts à tenir bon, même si cela doit durer longtemps.* »

(1) Cf. la déclaration conjointe des gouvernements de la République fédérale d’Allemagne et de la République de Namibie, 15 mai 2021, www.parliament.na

(2) Ellison Tjirera, « Namibia’s intractable land question », *Current History*, vol. 122, n° 844, Berkeley, mai 2023.

(3) Henning Melber, « Colonialism, land, ethnicity, and class : Namibia after the second national party dominance in Namibia and South Africa », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 61, n° 1, janvier 2026.

(4) Maximilian Rischer, « Development for whom ? A case study of the Hyphen hydrogen project in Namibia », *Namibian Journal of Social Justice*, vol. 4, Windhoek, novembre 2024.

(5) Rapport d’évaluation du projet « Development Bank of Namibia », Banque africaine de développement, décembre 2024, www.afdb.org

(6) Kira Alberts et Haylene Bossau, « Legacies of power : A comparison of post-colonial party dominance in Namibia and South Africa », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 61, n° 1, janvier 2026.

(7) Décision sur la qualification de l’esclavage, de la déportation et de la colonisation comme crimes contre l’humanité et génocide contre les peuples d’Afrique, trente-neuvième session ordinaire de la Conférence de l’Union africaine, Addis-Abeba, 14 et 15 février 2026.

Lire sur notre site les « repères chronologiques » www.monde-diplomatique.fr/69668

COMMENT LES MARCHÉS PRÉDICTIFS PRENNENT LE CONTRÔLE DE TOUT

Parier sur la guerre comme sur un match de foot

(Suite de la première page.)

Le *New York Times* a révélé que, vingt-quatre heures avant le début des «frappes», plus de trois cents paris d'au moins 1 000 dollars ont été effectués sur ces marchés, seize comptes ayant même misé plus de 100 000 dollars chacun(5).

Un utilisateur a gagné près d'un demi-million grâce à un pari de 60 000 dollars. Un autre, sous le pseudonyme «Magamymn», a raflé plus de 553 000 dollars(6). Selon CNN, un compte Polymarket a empoché près de 1 million de dollars ces dernières années en effectuant une série de paris gagnants sur des attaques israéliennes et américaines en Iran(7). Beaucoup trop chanceux pour être honnête. Mal à l'aise, Kalshi prétend qu'elle n'autorise pas les paris sur la mort. La plate-forme a d'ailleurs suscité la colère des parieurs qui avaient vu juste en annulant la totalité des paris sur le décès de Khamenei et en remboursant les sommes investies.

Pour sa part, Polymarket défend ses marchés liés à la guerre comme une source d'information «précieuse». Dans un communiqué de presse surréaliste, l'entreprise vante la «sagesse des masses» et prétend qu'«après discussion avec les personnes directement affectées par les attaques, qui se posaient des dizaines de questions, [elle a] constaté que les marchés prédictifs pouvaient leur apporter des réponses qu'elles ne trouveraient ni dans les journaux télévisés ni sur X»(8). Si invraisemblable que soit cette affirmation, elle montre qu'au-delà des gros sous les marchés prédictifs sont une affaire idéologique. «Kalshi substitue au débat,

à la subjectivité, à la discussion, les marchés, l'exactitude et la vérité», explique le cofondateur et président de l'entreprise Tarek Mansour, dans une de ces déclarations enflammées dont le milieu de la tech est coutumier(9). Comme si les paris effectués par les adeptes des crypto-actifs étaient autre chose que subjectifs. «Nous avons inventé un nouveau rapport à l'information. Désormais, quand on émet une opinion relative à l'avenir, il est difficile de ne pas penser à Kalshi.» Voilà un bon résumé du problème : les ambitions de M. Mansour et des principaux apôtres des marchés prédictifs vont bien au-delà de la guerre et de Taylor Swift. Il s'agit, soutient M. Mansour, «de tout financiariser et de transformer n'importe quelle divergence d'opinion en actif échangeable»(10).

Le parrain intellectuel de ces marchés, Robin Hanson, enseigne l'économie à l'université George-Mason (en Virginie). Il rêverait de les voir remplacer la démocratie et la machinerie étatique. En 1988, chercheur chez Lockheed, il a eu une idée : construire des marchés qui puiseraient dans le bon sens collectif pour répondre, sur demande, à toutes les questions que l'on se pose(11). Son projet partait d'une des thèses fondamentales de l'économiste libertarien Friedrich Hayek : sur les marchés libres, les prix agrègent l'information dispersée mieux que ne le fait la planification centralisée. Hanson s'y est d'abord essayé à petite échelle, en construisant, en 1990, le premier marché prédictif au sein d'une start-up nommée Xanadu(12). Il a précisé sa théorie dans une thèse de doctorat soutenue au California Institute of Technology en 1997. L'histoire, il en est convaincu, lui donnera raison. D'une certaine façon, c'est déjà le cas.

Demain, tous traders ?

KALSHI est fondée en 2018 par deux diplômés du Massachusetts Institute of Technology (MIT), ex-employés du gestionnaire d'actifs Citadel. En arabe, le mot *kalshi* signifie «tout» – rien que ça. Environ deux ans plus tard, M. Shayne Coplan, un jeune homme de 21 ans, vient d'abandonner ses études. Et c'est dans sa salle de bains aménagée en bureau qu'il crée Polymarket, en s'inspirant principalement des travaux de Hanson. Kalshi obtient le statut de marché réglementé en novembre 2020. La plate-forme est lancée publiquement l'année suivante. Polymarket démarre à peu près à la même époque, mais sans autorisation. Condamné par le régulateur américain, l'enfant terrible des marchés prédictifs doit s'acquitter d'une amende de 1,4 million de dollars en janvier 2022(13).

La ruée vers l'or commence alors. Robinhood, application ludique prisée des boursicoteurs pendant la pandémie, se lance dans les marchés prédictifs en 2025. Les géants des paris sportifs FanDuel, DraftKings et Fanatics en font de même. Ainsi peuvent-ils contourner l'interdiction des paris sportifs encore en vigueur dans certains États américains – et non des moindres : les énormes marchés de la Californie et du Texas s'ouvrent enfin.

Les titans des marchés prédictifs détestent que l'on compare leur activité aux jeux d'argent. Car alors «il faudrait dire que l'ensemble des marchés financiers sont des jeux d'argent», s'empare M. Mansour(14). Et pourquoi pas ? Quoi qu'il en soit, s'agissant de soutirer de l'argent, ils se révèlent aussi efficaces que

les casinos. Un récent rapport de la banque Citizens montre qu'en proportion les «traders» de ces marchés perdent davantage au cours de leurs premiers mois d'activité que les utilisateurs de sites de paris sportifs : pour 25 % d'entre eux, la perte avoisine les 28 cents par dollar investi (étude citée par Bloomberg, 4 février 2026).

Il existe toutefois une différence essentielle entre les paris sportifs et les marchés de prédiction : comme leur nom l'indique, les premiers ont colonisé un seul domaine, celui du sport. Si les seconds s'intéressent principalement au sport, ils aspirent à s'étendre à l'ensemble de l'information, et pas uniquement sous forme de publicités envahissantes. CNN, NBC, Dow Jones et Yahoo Finance ont signé des contrats avec ces plates-formes pour intégrer en temps réel des paris issus des marchés prédictifs dans leurs bulletins d'information. Pendant la dernière cérémonie des Golden Globes, les spectateurs ont pu suivre en direct l'évolution des paris effectués sur Polymarket. Or la spéculation frénétique ne correspond à aucune des définitions connues de l'information.

Comme le président-directeur général (PDG) de Kalshi l'a reconnu avec une honnêteté admirable, il s'agit de transformer toute divergence d'opinion en titre négociable. Spéculer sur ce qui va arriver dans le sport, mais aussi en politique, en économie, dans la vie des stars, dans les sciences et la culture – en somme, dans tous les domaines où une question est susceptible de recevoir une réponse claire. Dans ce monde, vous pourrez parier à chaque fois que vous consulterez votre téléphone ou que vous lirez un



© JOHN TRASHKOWSKY

JOHN TRASHKOWSKY. – « Moneytrap » (Piège à sous), 2010

article de presse. Les paris seront comme l'air que vous respirez, intégrés à la substance même des choses...

Natasha Dow Schüll, anthropologue à la New York University, a étudié les conséquences d'un tel environnement sur les conduites individuelles. Les applications de paris sportifs sont conçues pour maintenir leurs utilisateurs constamment sur le qui-vive, à l'affût du prochain pari ; les marchés prédictifs élargissent cet état de vigilance à l'ensemble de la réalité. Vous vous retrouvez alors à guetter, tout le temps et à tout propos, les actifs échangeables. «Cela crée une vigilance dégradée, nous explique-t-elle, un balayage impulsif de l'actualité, et qui ne s'arrête jamais», même quand vous posez votre téléphone. Vous ne regardez pas le journal télévisé : vous prospectez. Vous n'écoutez pas un discours : vous évaluez son prix. Lorsque tout est susceptible de devenir un titre échangeable, observe Schüll, le rapport au monde se transforme. «Vous cessez d'être un citoyen ou un électeur qui écoute un discours, un amateur de sport qui suit un match. Vous devenez un trader.»

Voilà qui nous ramène à Hanson et à son ambition de faire des marchés prédictifs le socle d'un nouveau mode de gouvernement. Cette idée, à laquelle il a donné le joli nom de «futarchie» (gouvernement par le futur), il l'affine depuis la rédaction d'un article paru en 2000(15) : «Doit-on voter au nom de valeurs mais parier au nom de croyances ?» Selon sa fine description de la démocratie, les électeurs votent dans le but de déterminer les résultats qu'ils attendent du gouvernement sur les plans social et économique. Si les marchés prédictifs déterminent les politiques les plus susceptibles de produire ces résultats, le législateur sera contraint de les mettre en œuvre. Autrement dit, les marchés ne prédiront pas seulement les résultats ; ils commanderont aux bureaucrates de la nation. Comme nous l'explique Hanson, «ce serait fantastique si les marchés pouvaient directement conseiller [les politiques] sur les décisions à prendre. La plupart des organisations prennent de grandes décisions. Les individus aussi. Il y a là énormément de valeur à la clé».

Ce système semble accorder le pouvoir politique effectif à quiconque possède assez d'argent pour orienter les marchés dans le sens qui l'avantage. À cette objection, Hanson rétorque du tac au tac : certes, les très riches pourraient tenter de manipuler un marché en misant gros sur leur mesure politique de prédilection. Mais d'autres traders, constatant une erreur sur le prix, s'uniraient alors pour parier contre eux. Par la magie de la concurrence de marché, la distorsion serait ainsi corrigée. Imparable.

En 2013, dans une version révisée de son article précité, Hanson prenait l'exemple de M. Bill Gates : malgré son immense fortune, ce loup solitaire serait incapable d'orienter un marché prédictif contre la sagesse des masses(16). À

cette époque préhistorique, le patrimoine de M. Gates n'était que de 70 milliards de dollars. Aujourd'hui, l'homme le plus riche du monde, M. Elon Musk, «pèse» plus de 1 000 milliards, soit près d'un quart de la richesse totale détenue par les 50 % les moins riches de la population américaine. Les rapports de forces ont changé, l'avis de Hanson reste le même.

«Personnellement, cela ne me gêne pas que les gens prennent plaisir aux paris sportifs», dit-il. Ce n'est pas mon truc. Mais ils ont l'air de bien s'amuser.» Du reste, ne laissons-nous pas déjà les individus jouer imprudemment avec leur existence ? «On laisse les jeunes gens choisir les personnes avec lesquelles ils sortent, on les laisse même tenter de devenir acteurs ou musiciens. Ce sont là des paris très risqués. La question est donc la suivante : quels autres risques amusants veut-on autoriser les gens à prendre ?» Laissons-leur peut-être la liberté de choisir la personne ou le métier qui leur convient... mais empêchons-les quand même de perdre leur logement à cause d'un pari perdu sur les demoiselles d'honneur de Taylor Swift ?

La «futarchie» et des obsessions d'un économiste farfêlu prêteraient à sourire si les marchés de prédiction ne constituaient un secteur en pleine croissance,

déjà valorisé à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Preuve que beaucoup prennent ses idées très au sérieux.

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels affirmaient que l'essor de la classe capitaliste «n'a laissé subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt tout nu, le dur "paiement comptant"». Dès lors, elle a «noyé» le moindre aspect de notre existence «dans les eaux glacées du calcul égoïste». Ce bain, les fidèles des marchés prédictifs s'y jettent gaiement. La seule chose qui n'avait pas encore été financiarisée – la pensée humaine, l'acte de soutenir une opinion, l'expérience du désaccord – est désormais un actif échangeable, doté d'un prix fluctuant. Toute croyance se dissout dans un contrat. Tout ce qui est solide devient Kalshi.

En réalité, l'avenir n'est pas tout tracé. Plus les paris sportifs en ligne se développent, moins ils trouvent de défenseurs. À l'été 2025, 43 % des Américains les jugeaient socialement néfastes, contre 34 % en 2022(17). Surtout, cet avis était partagé par 47 % des hommes de moins de 30 ans, contre 22 % en 2022. La fraction de la population la plus agressive-ment ciblée par ces entreprises, celle qui en a le plus fait les frais, commence à se retourner contre ses exploités(18).

Un rêve d'idéologues

EN outre, comme la plupart des gens découvrent ces marchés par la médiatisation de leurs spéculations sur la guerre et la mort, la situation pourrait se retourner plus vite encore. Si cette tendance se poursuit, il devrait être possible de freiner cet essor, voire de le stopper, avant qu'il n'égale celui des paris sportifs – et l'ubiquité culturelle et politique dont rêvent Hanson et d'autres idéologues. Les premiers sondages sont encourageants : une enquête Ipsos réalisée cette année pour l'American Institute for Boys and Men (AIBM) montre que, pour 61 % des Américains, les marchés prédictifs s'apparentent plus aux jeux d'argent qu'à l'investissement(19). Malgré la propagande

des professionnels du secteur, seules 8 % des personnes interrogées estiment qu'il s'agit de véhicules d'investissement. Et elles ne sont que 4 % à les considérer comme socialement bénéfiques.

Même Hanson voit l'orage arriver. «Il y a le risque d'un retour de bâton, nous dit-il. Auquel cas ma vision mettra plus de temps à se réaliser. Mais j'ai l'espoir que ce retour de bâton n'arrivera pas tout de suite.»

Prenons les paris.

DAVID FUTRELLE.

(Traduit de l'anglais [américain] par Nicolas Vieillescazes.)



(5) Amy Fan, «How anonymous bettors cashed in on the Iran strike, just hours before it happened», The Upshot, 3 mars 2026, www.nytimes.com

(6) «Magamymn», <https://polymarket.com>

(7) Marshall Cohen, «Exclusive : Trader made nearly \$1 million on Polymarket with remarkably accurate Iran bets», 24 mars 2026, <https://edition.cnn.com>

(8) Cité par Aisha Down, «“Abhorrent” : the inside story of the Polymarket gamblers betting millions on war», *The Guardian*, Londres, 11 avril 2026.

(9) «Kalshi reaches \$11 billion valuation as app takes over America», 2 décembre 2025, <https://news.kalshi.com>

(10) «Kalshi founders Tarek Mansour & Luana Lopes Lara on turning events into assets», 14 novembre 2025, www.citadelsecurities.com

(11) Robin Hanson, «Ideas futures», George Mason University, <https://mason.gmu.edu>

(12) Robin Hanson, «A 1990 corporate prediction market», 23 novembre 2006, www.overcomingbias.com

(13) «CFTC orders event-based binary options markets operator to pay \$1.4 million penalty», Commodity Futures Trading Commission (CFTC), 3 janvier 2022, www.cftc.gov

(14) Nathan Bomey, «Sports event contracts are not gambling, Kalshi CEO says», 17 avril 2025, www.axios.com

(15) Robin Hanson, «Shall we vote on values, but bet on beliefs?», juillet 2000, <https://mason.gmu.edu>

(16) Robin Hanson, «Shall we vote on values, but bet on beliefs?», *The Journal of Political Philosophy*, vol. 21, n° 2, Hoboken (New Jersey), juin 2013.

(17) John Gramlich, «Americans increasingly see legal sports betting as a bad thing for society and sports», 2 octobre 2025, www.pewresearch.org

(18) Isaac Rose-Berman, «The rise of sports betting is a growing public health crisis», 11 novembre 2025, www.statnews.com

(19) Jonathan D. Cohen, «Most Americans see prediction markets as more like gambling than investing, new AIBM/Ipsos poll finds», 17 mars 2026, <https://aibm.org>

RÉVOLTES EN SÉRIE CONTRE LES MACHINES

Tout le monde déteste l'IA

(Suite de la première page.)

Le schéma n'a pas fondamentalement varié depuis la fin du XIX^e siècle : les pouvoirs publics encouragent ces impositions privées au nom d'une « modernisation » qui consiste à liquider les classes « arriérées » soupçonnées d'entraver la marche en avant économique – artisans, paysans, ouvriers, employés. Mais, cette fois, l'ampleur et la rapidité du choc provoquent une rébellion à la composition sociale inédite. Les nouveaux luddites se recrutent aussi bien parmi les étudiants, les éleveurs, les catholiques galvanisés par l'encyclique papale *Magnifica humanitas*, qui appelle à « désarmer l'IA », qu'au sein de la bourgeoisie nationale-conservatrice de type MAGA (« Make America Great Again »). Pour le moment, rien n'agrège ces groupes dont les colères procèdent de trois logiques dissemblables.

La première, et la plus évidente, tient à la perspective d'un grand remplacement des cadres et professions intellectuelles supérieures par des machines. Des secteurs qui avaient accueilli la désindustrialisation avec l'indifférence hautaine que leur inspirait la foi dans l'« économie du savoir » se trouvent à leur tour menacés. La litanie des suppressions de postes dans la finance, le conseil, l'ingénierie informatique, l'architecture, la programmation ainsi que dans le monde de l'information, de la communication et des arts, etc., provoque un dessillement brutal, en particulier chez les plus jeunes, que le système d'enseignement américain fait entrer sur le marché du travail l'enclume de la dette au cou. Dans l'ombre de ces professions chargées de mettre en scène l'espace public, l'automatisation assombrit aussi l'avenir de cohortes d'invisibles : les employés administratifs du privé comme du public, incarnations des petites classes moyennes, souvent

très féminisées, dont les fonctions dites « support » ou « d'arrière-boutique » (back-office) se trouvent confrontées à une vague de numérisation (3).

Si la classe dominante occidentale avait pu se satisfaire du chômage des prolétaires, qui produisaient beaucoup mais consommaient peu et faisaient peser sur la vie politique le souvenir déplaisant des révolutions, la robotisation des métiers occupés par les populations aisées introduit une double inconnue dans l'équation socio-économique : comment faire tourner la machine si les groupes qui tirent la consommation intérieure s'appauvrissent ? Comment perpétuer le théâtre politique si les couches-cibles des grands partis dépriment ou se rebellent (4) ? Bien sûr, les prophéties du déclassement numérique hantaient déjà le salariat dans les années 1990, et Internet a renouvelé plutôt qu'anéanti les classes moyennes. Mais le séisme de l'IA s'annonce d'une tout autre magnitude.

Une fin de soirée difficile

PENDANT que les économistes libéraux prophétisent un ruissellement universel de lait et de miel, l'un des spécialistes mondiaux des effets de l'innovation prévient : « L'intelligence artificielle devrait creuser l'écart entre les revenus du capital et ceux du travail (5). » Ses infrastructures absorbent les investissements au détriment des autres secteurs, ses valorisations boursières enrichissent les riches et limitent la liberté de contestation de cette moitié des Américains dont l'épargne et les retraites dépendent des marchés. Davantage de milliardaires ou tous à la rue, l'alternative a de quoi enchanter. Les dirigeants de la Silicon Valley, qui devinent une fin de soirée difficile, réclament une forme de redistribution des bénéfices qui limiterait la prolétarianisation de leurs clients.

À la perspective du chômage des diplômés s'ajoute l'angoisse, corrosive bien que statistiquement invisible, d'être inutile au monde. Et trahi par ceux qui le dirigent. Le pouvoir des élites non élues alimente une deuxième forme de colère. L'affaire Mythos en fournit une bonne illustration. En avril dernier, la société Anthropic choisit de ne pas rendre public Claude Mythos Preview, son dernier modèle d'IA, si puissant, prétend-elle, que des utilisateurs malintentionnés pourraient s'en servir pour compromettre des infrastructures informatiques critiques. Éthique ou promotionnel, le geste a immédiatement suscité un malaise bien résumé par la juriste Mariana Olai-zola Rosenblat : « Les sociétés démocratiques ne devraient pas dépendre de la retenue morale des dirigeants d'entreprise lorsque l'enjeu concerne

la stabilité de nos systèmes financiers, de nos réseaux électriques, de nos hôpitaux et de nos élections (6). » Pendant qu'il est encore temps, « l'État doit intervenir et légiférer vigoureusement », plaide-t-elle. C'est précisément ce que M. Donald Trump veut empêcher afin de favoriser les champions américains dans leur compétition avec la Chine (7). L'affrontement mondial autour de l'IA a d'ailleurs incité la Maison Blanche à suspendre mi-juin l'accès des non-Américains à une version bridée de Mythos. Soucieux d'évoluer dans un cadre clair et prévisible, le fondateur d'Anthropic réclame « une réglementation plus stricte et contraignante de l'IA ». Et M. Chris Lehane, directeur des affaires internationales d'OpenAI, suggère que

les intérêts imbriqués de l'État et de l'industrie numérique « nécessiteraient pour les gérer la mise en place d'un nouvel hybride public-privé » (8). Dans tous les cas, les impératifs géopolitiques oblitèrent les considérations démocratiques.

Par-delà ses effets sur l'emploi, cette IA en roue libre dirigée par des suprémacistes technologiques nourrit l'idée d'une perte de contrôle face à une technologie caractérisée par son autonomie croissante – les modèles de génération suivante écriront eux-mêmes les lignes de code nécessaires à leur propre perfectionnement... Évidente pour les dirigeants, ce genre de fuite en avant ne va pas de soi pour les autres. Car le type même de rapports sociaux qu'implique l'automatisation révolte le public, et en particulier ceux que l'hebdomadaire *The Economist* (6 juin 2026) baptise avec épouvante la « Gen Z socialiste » : surveillance généralisée, inégalités abyssales, indifférence à l'environnement, cynisme des élites de la tech qui interdisent à leurs enfants les services qu'ils imposent au reste du monde, interactions robotisées pour les pauvres et domesticité humaine pour les riches.

Manque à ce tableau idyllique le carburant de la machine : la puissance de calcul. Et donc les centres de données. Or une proportion croissante d'Américains – 70 % en mars selon Gallup – refusent l'implantation dans leur voisinage de ces installations bruyantes, polluantes, qui dévorent les paysages, amputent les terres agricoles, assèchent les nappes phréatiques, emploient peu de salariés et, surtout, font exploser les prix de l'électricité. Leur multiplication rend le sujet brûlant : les États-Unis comptaient en avril dernier plus de 3 000 grands *data centers* opérationnels, essentiellement dans des aires urbaines, mais les 1 500 supplémentaires en cours de construction se situent aux deux tiers en zones rurales, en particulier dans le Sud et le Midwest (9). Ces projets – qui ne répondent pas à un besoin au moment de leur mise en chantier – anticipent la croissance exponentielle de l'IA : le pari d'un avenir virtuel déglingue la vie réelle.

Contrairement aux deux premières, cette troisième composante de la colère contre l'IA s'appuie sur des communautés locales, des mobilisations tangibles ainsi que sur une base sociologiquement diversifiée et transpartisane : mères de famille inquiètes pour l'environnement, chrétiens du Texas, fermiers, ouvriers républicains, techniciens des télécommunications, militants progressistes. « Le niveau d'opposition ne varie pas significativement en fonction de l'âge, de l'origine ethnique, du niveau d'études, du revenu ou du degré d'urbanisation », observe l'enquête de Gallup publiée le 13 mai dernier. « L'affrontement n'op-

pose pas la droite à la gauche, les démocrates aux républicains, les banlieues à la campagne. En réalité, c'est le haut contre le bas », explique M. Saul Levin, un activiste interrogé par le journaliste Andrew Cockburn. Son enquête à Saline, une petite ville du Michigan où doit s'implanter un *data center* à 16 milliards de dollars, montre la distance qui s'installe entre, d'un côté, les élus déconcertés par l'opposition locale, les pontes de la tech qui dépêchent avocats et lobbyistes pour les dissuader d'agir, les dirigeants de compagnies d'électricité qui font monter les prix, et, de l'autre, des administrés massés dans les mairies qui secouent leurs représentants (10). La plupart ne s'étaient jamais mobilisés. Un peu comme les « gilets jaunes » en France

en 2018-2019, ils se sentent trompés par les politiciens et découvrent la puissance de l'action collective. Le site DataCenterWatch.org dénombre 142 groupes militants dans 24 États. Au cours du seul premier trimestre 2026, 75 projets ont été bloqués ou retardés pour une valeur estimée à 130 milliards de dollars, contre 48 projets ajournés ou annulés pour 156 milliards de dollars au cours de l'année 2025. « Les élus de plus de dix États ont déposé cette année des projets de loi visant à suspendre la construction », rapportait début juin le *Washington Post*. Et « les habitants de Monterey Park, en Californie, ont approuvé la première interdiction permanente des centres de données, avec plus de 86 % des suffrages » (11).

L'humain d'abord, mais lequel ?

ALORS qu'édiles locaux et parlementaires accueillaient avec des cris d'amour et d'exubérantes exonérations fiscales ces cathédrales numériques louangées par M. Trump, l'aversion qu'elles suscitent désormais constitue un enjeu des élections de mi-mandat. Pourtant, à l'exception de quelques figures de gauche (MM. Bernie Sanders et Ro Khanna, M^{me} Alexandria Ocasio-Cortez, partisans d'un moratoire dans la construction des *data centers*) ou républicaines (M. Ronald DeSantis, M^{me} Marjorie Taylor Greene), la contestation populaire ne trouve qu'un relais limité, y compris chez les démocrates. La pression des industriels, les campagnes de dénigrement financées par les lobbys et l'influence de certains syndicats favorables aux installations douchent les velléités oppositionnelles.

Toujours à l'affût d'un élixir qui revitaliserait un mouvement MAGA déboussolé par l'aventurisme militaire de M. Trump et sa dévotion pour les milliardaires de la tech, l'ancien stratège de la Maison Blanche Steve Bannon a, lui, publié en avril une lettre signée d'une soixantaine de personnalités conservatrices proches du président américain pour exhorter ce dernier à réglementer l'IA. « Nous savons que nous ne pouvons pas compter sur ces entreprises pour s'autoréguler », explique le document. La missive était conçue comme une rampe de lancement de « Humans First », déclinaison numérique d'« America First » : « Les mondialistes du numérique cherchent à détourner notre mouvement pour pousser Washington à faire passer les géants de l'IA avant le peuple américain. "Humans First" marque le début de la lutte pour reconquérir notre pays. » Pendant que les partis tergiversent, l'extrême droite tente sa chance...

Déjà, la bataille dépasse le cadre américain. L'IA et les *data centers* mobilisent au Chili, au Mexique, en Espagne. En France, où M. Emmanuel Macron abaisse le marchepied aux industriels du numérique, le foisonnement des centres de données à Mar-

seille, Grenoble, en Seine-et-Marne, dans les Hauts-de-France, etc., attise le mécontentement des riverains et favorise l'éclosion de collectifs d'opposants. Si l'impopularité abyssale du président de la République ne joue pas en faveur de son IA chérie, la poursuite de la numérisation à marche forcée reste étrangement absente de la campagne électorale qui démarre. Après la propriété, le libre-échange, l'intégration européenne ou l'Alliance atlantique, cette question compte-t-elle désormais au nombre des sujets sur lesquels le vote n'a pas prise ? La peur de rater l'avenir, la mauvaise réputation de mouvements politiquement hétérogènes, l'attrait d'une feinte souveraineté faite d'infrastructures certes locales mais qui tournent sur des puces américaines Nvidia anesthésient le sens critique des meilleures volontés.

« L'humain d'abord » ou « Humans first », populisme populaire ou nationalisme réactionnaire, « gilets jaunes » ou Tea Party : le destin du soulèvement contre les machines pose l'une des grandes questions politiques de notre temps.

PIERRE RIMBERT.

(3) Ben Casselman, « Forget about coders. The real A.I. threat is in the back office », *The New York Times*, 15 juin 2026.

(4) Lire Frédéric Lordon, « Marx va avoir raison (IA et lutte des classes) », La pompe à phynance, Les blogs du Diplo, 2 mars 2026.

(5) Daron Acemoglu, « The simple macroeconomics of AI », NBER working paper, mai 2024.

(6) Mariana Olai-zola Rosenblat, « The governance gap Mythos exposed – And how to address it », *Just Security*, 29 avril 2026.

(7) Lire Evgeny Morozov, « Face à la Chine, l'Amérique a un plan », *Le Monde diplomatique*, juin 2026.

(8) Respectivement Dario Amodei, « Policy on the AI exponential », <https://darioamodei.com>, juin 2026, et Axios, 13 mai 2026.

(9) Skyler Seets et Kaitlyn Radde, « Most new data centers in the U.S. are coming to rural areas », *Pew Research Center*, 13 avril 2026. D'autres sources dénombrent davantage d'installations.

(10) Andrew Cockburn, « The data-center divide. Why politicians are squandering the anti-AI backlash », *Harper's*, New York, juin 2026.

(11) Liz Goodwin et Riley Beggin, « Why most politicians are not calling for data center bans despite voter's anger », *The Washington Post*, 7 juin 2026.



NORBERT BISKY. – « Dies irae » (Jour de colère), 2016



NORBERT BISKY. – « Vortex », 2024

CONTRE LA SPÉCULATION, UNE SOLUTION OUBLIÉE

Qui a peur du contrôle des prix ?

Depuis quelques années, l'inflation a fait son retour, alimentée par une succession de crises : pandémie, guerre en Ukraine, fermeture du détroit d'Ormuz. Face à la flambée des prix, la « science économique » explique que les embrassements répondent aux lois du marché – lequel ne se trompe jamais... Il fut un temps, toutefois, où les pouvoirs publics n'hésitaient pas à faire usage d'un extincteur très efficace.

PAR CLÉMENT QUINTARD *

IL Y A toujours des dents en or à arracher sur un champ de bataille. Et pour éviter d'être surpris les deux mains dans la bouche du cadavre, le plus sûr reste encore d'enfiler un uniforme de brancardier. M. Patrick Pouyanné le sait bien. Une flambée des prix des carburants ? Le patron de TotalEnergies décrète leur plafonnement dans les 3 300 stations-service du groupe. « *Ce sont des décisions fortes, généreuses, solidaires* », explique-t-il à *Sud Ouest* (5 mai 2026). Leurs coûts seront compensés par l'« *engouement populaire* ». Mais, en réalité, à travers ce blocage du prix du litre d'essence et de gazole, la multinationale poursuit un double objectif.

D'une part, désamorcer les accusations de « profits de guerre » qui la visent régulièrement : chaque rupture des chaînes d'approvisionnement se traduit par des marges colossales dégagées par les compagnies pétrolières qui en tirent avantage, pour augmenter encore plus leurs prix ; au début de la guerre en Ukraine, en 2022, elles étaient parvenues à tripler leurs profits par rapport à la moyenne des années précédentes, alors que partout dans le monde le pouvoir d'achat décrochait (1) ; c'est une loi d'airain, une inflation spéculative aggrave l'inflation conjoncturelle.

D'autre part, prévenir la taxation de ces superprofits par les pouvoirs publics. « *En cas de surtaxe sur nos raffineries* [là où TotalEnergies réalise l'essentiel de ses marges], nous ne pourrions pas

maintenir le plafonnement dans nos stations en France », menace M. Pouyanné dans le même entretien à *Sud Ouest*. Le 3 avril dernier, les ministres des finances autrichien, allemand, portugais, italien et espagnol réclamaient à la Commission européenne la création d'une taxe à l'échelle communautaire sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques en temps de guerre. Une initiative ignorée par le gouvernement français, qui néanmoins « *ne s'interdit rien* », a assuré sa porte-parole Maud Bregeon le 29 avril 2026. Dans les faits, à défaut d'agir sur les dynamiques spéculatives qui alimentent l'escalade des prix, l'exécutif s'efforce d'en apaiser les symptômes. Des chèques, des compensations et des aides ciblées ont été proposés aux ménages modestes ou aux professions les plus exposées aux deux vagues inflationnistes de ces quatre dernières années. Les gros distributeurs ? On les prie de se montrer responsables.

Pour certains, c'est déjà trop. Le 28 mai, au micro de RMC, M. Michel-Édouard Leclerc, le président du réseau de magasins du même nom, n'hésite pas à étriller le ministre de l'économie Roland Lescure. La veille, le second avait enjoint au premier de prendre exemple sur TotalEnergies et de baisser ses prix. « *La lutte pour le pouvoir d'achat par les prix bas, c'est nous !*, s'est révolté l'entrepreneur. *C'est Leclerc, c'est Système U, c'est Intermarché, c'est Carrefour (...). C'est nous qui sommes les boucliers contre l'inflation.* »

« Un brigandage et un fratricide »

NÉANMOINS, avec la vie chère, une autre forme de protection a fait son retour dans le débat public : le pilotage politique des prix. Parmi les batteries de soutiens au pouvoir d'achat des consommateurs instaurées dans quatre-vingt-onze pays à la suite du conflit au Proche-Orient, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a identifié des outils de contrôle des tarifs des carburants ou du fioul domestique dans vingt-trois d'entre eux, dont le Chili, l'Inde, le Japon ou encore la Pologne. Et les controverses débordent désormais la seule question des biens énergétiques. Vainqueur des élections législatives écossaises de mai 2026, le Parti national écossais (SNP, indépendantiste, centre gauche) prévoit un plafonnement des prix de « *vingt à cinquante produits* » tels que le pain, le lait, le fromage, le riz et le poulet, afin que les denrées « *nécessaires à une alimentation équilibrée*

restent abordables » (2). Déjà, en 2024, le blocage des prix des produits de première nécessité figurait au programme du Nouveau Front populaire (NFP).

Pour les zélotes de la concurrence, toutefois, soustraire certaines marchandises aux règles de l'offre relèverait toujours de l'hérésie, ou du populisme. Pour les historiens révisionnistes aussi. Au sujet de la « guerre des farines », François Furet écrivait ainsi : « *Les classes inférieures, du journalier au petit artisan, protestent contre les pointes de la conjoncture par la violence contre les prix, non par la contestation politique des grands. Ici encore, l'échec est inscrit dans le caractère même du mouvement* (3). » En 1775, des émeutes éclatent en effet à Paris et dans les campagnes alentour. Elles procèdent de mauvaises récoltes et, surtout, d'un décret d'Anne Robert Jacques Turgot, principal ministre d'État, qui a libéralisé le commerce des grains. Son objectif ?



Favoriser le développement de grandes exploitations. Mais à cette « science économique » le peuple oppose ce que l'historien britannique Edward Palmer Thompson appelle une « *économie morale* » (4) : des foules font irruption dans les échoppes des marchands de grain ou des boulangers, s'emparent des produits, conviennent collectivement d'un « juste prix » et le règlent aux commerçants.

L'historienne Florence Gauthier voit, elle, dans ces pratiques populaires de contrôle les prémices d'un contre-modèle de société, dont Gabriel Bonnot de Mably puis Maximilien de Robespierre et Louis Antoine Saint-Just ont élaboré la théorie (5). Les deux révolutionnaires ne considèrent pas la propriété à laquelle s'adosse le libre commerce comme un droit naturel. À l'inverse du « droit à l'existence », dont ils font le principe cardinal de toute leur action politique : « *Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même*, clame “l'Incorruptible” le 2 décembre 1792 à la Convention. *Tout ce qui est indispensable pour la conserver est une propriété commune à la société entière. (...) Toute spéculation mercantile que je fais aux dépens de la vie de mon semblable n'est point un trafic, c'est un brigandage et un fratricide.* » En août 1793, des greniers publics sont créés pour lutter contre les « *disettes factices* ». Les producteurs doivent rendre compte de leurs récoltes, qui peuvent être réquisitionnées sur ordre des municipalités. Adoptée en septembre, la loi du maximum général plafonne les prix de trente-neuf denrées et produits, et non plus seulement des grains, comme le beurre, l'huile, le sucre, mais aussi le savon, le tabac, les souliers et le cuir.

La question de la primauté des besoins vitaux sur la liberté des commerçants à commercer comme des spéculateurs à spéculer rejaillit à chaque dégradation de la conjoncture. Après le choc pétrolier de 1973, l'écrivain Dario Fo immortalise cette tension dans une pièce satirique, *Faut pas payer !*, qu'il actualise en 2008 en pleine crise des *subprime*. Deux amies, Antonia et Margherita, en viennent à être pourchassées par la police après avoir pratiqué l'« autoréduction » : avec d'autres femmes excédées par les tarifs élevés des supermarchés, elles ont refusé de payer leurs courses à la caisse. En préface de la seconde édition, le dramaturge retranscrit les réactions des spectateurs, qui s'étonnent qu'une pièce écrite trente ans plus tôt puisse être aussi actuelle. « *Vous parlez de faits que nous venons de lire dans les journaux : (...) mêmes détournements, mêmes magouilles qu'à l'époque* », note l'un d'eux. Rien de jamais vraiment nouveau. Du moins jusqu'à ce que les récentes crises amènent la science économique à s'intéresser aux stratégies des grandes entreprises en période d'inflation.

Depuis les années 1960, cela semblait relever de l'évidence : les pénuries et les hausses annoncées des prix (par exemple, en cas de goulots d'étranglement après un choc géopoliti-

que comme à Ormuz) modifieraient le comportement des agents économiques qui, en tentant d'en atténuer les effets, les amplifieraient. Les consommateurs auraient par exemple tendance à acheter tout de suite et en quantité les biens menaçant de manquer avant même la flambée de leurs prix – des réactions qui auraient des effets autoréalisateurs puisqu'elles gonfleraient artificiellement la demande et tireraient les prix à la hausse avant même les ruptures de stock. Cette théorie, dite des « anticipations d'inflation », impute la gravité des crises à l'impulsivité des masses.

En 2023, dans un article consacré à l'inflation des vendeurs (*sellers' inflation*), deux économistes décident, eux, de se concentrer sur les anticipations des firmes (6). Isabella Weber et Evan Wasner montrent comment, pendant la pandémie de Covid-19, des multinationales en situation d'oligopole ont utilisé leur pouvoir de marché pour convertir les perturbations économiques en juteux profits. À partir de l'analyse de conférences téléphoniques entre les dirigeants de grands groupes américains (Chevron, DuPont, ExxonMobil, PepsiCo) et leurs actionnaires, les auteurs établissent que les pénuries, les ruptures d'approvi-

Des rillettes aux boulons

CAR, en réalité, la « liberté » des prix défendue par le secteur privé lui permet surtout de déterminer, seul, le niveau de profit qui lui sied. Or, les pouvoirs publics n'ont pas toujours considéré ce mode de fonctionnement comme naturel. Basile Clerc rappelle que le plafonnement était la règle en France jusqu'à la fin des années 1970, comme dans la plupart des pays européens. Hérité de la seconde guerre mondiale et de la période de la reconstruction, ce système reposait sur une intervention directe de l'État dans la formation des prix. L'administration négociait avec les entreprises et les syndicats puis plafonnait les augmentations. Pour en surveiller l'application, elle mobilisait des milliers d'agents sur l'ensemble du territoire. Le dispositif connaît un démantèlement progressif à partir de 1977, quand apparaît une commission de la concurrence autonome du pouvoir politique. Dans un contexte marqué par l'ouverture des économies européennes et l'affirmation du marché unique, le dogme libéral fait son grand retour : les prix – autant que les loyers d'ailleurs – doivent être déterminés par le marché et non par l'administration.

Cette évolution s'observe un peu partout. Au Royaume-Uni, les travaillistes préparent l'abandon du contrôle des prix que les conservateurs actent en 1980. En France, c'est M. Édouard Balladur, alors ministre de l'économie, qui plante le dernier clou dans le cercueil : l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 fait de la « liberté des prix » la règle, à quelques rares exceptions qui subsistent encore aujourd'hui (prix du livre, tarifs des taxis ou encore des carburants dans les départements d'outre-mer). Délégué de la Confédération générale du

sionnement ou l'emballlement des prix des matières premières ont fonctionné comme autant de signaux de coordination implicite. « *Sans concertation, sans s'instituer en cartel, les concurrents d'un même secteur ont redéfini leurs prix, de façon démesurée* », expliquent-ils. La désorganisation des chaînes de production sert ensuite d'alibi auprès des consommateurs comme des gouvernements pour rendre acceptables ces répercussions tarifaires dont seules les firmes connaissent l'excessivité.

Le blocage ciblé de certains prix permettrait de briser cette dynamique avant qu'elle ne se diffuse à l'ensemble de l'économie, soutient Isabella Weber. Contrairement aux politiques d'austérité anti-inflation qui anéantissent la demande agrégée par la rigueur budgétaire et le relèvement des taux d'intérêt, les effets des plafonnements de prix sont immédiats. « *Ils permettent en principe de casser les anticipations d'inflation des agents et de réduire le coût économique de la désinflation sur l'emploi et la production* », résume Basile Clerc, qui soumettra une thèse sur le contrôle des prix en septembre prochain (7).

Certes, d'autres arguments plaident en défaveur du plafonnement : sa lourdeur administrative, le risque de formation d'un marché noir, les distorsions de marché, la désincitation à l'investissement ou à l'innovation... Le directeur général des prix en France entre 1974 et 1978 avait pu constater l'ingéniosité des boulangers qui, pour contourner le prix administré des croissants, en avaient inventé de forme différente (8)... Mais, premièrement, ces effets pervers sont plus rares si la mesure est temporaire et suivie d'une phase d'encadrement plus souple. Deuxièmement, comme le souligne l'inspecteur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes Jean-Philippe Simon, « *il y a, dans l'idée de laisser la concurrence s'exprimer librement sans intervention publique, un fondement qui est profondément illogique, car la concurrence a tendance à s'auto-éliminer. Au fil du temps, dans un secteur donné, ne subsiste qu'une minorité d'acteurs en position d'imposer leurs nuisances et leurs chantages* ».

travail (CGT) à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), M. Simon a vécu ce bouleversement de l'intérieur : « *Toute notre expertise, tout notre travail sur la formation des prix, l'analyse des tarifs et des marges a alors été rayé d'un trait de plume. Les professionnels, du fabricant de rillettes au producteur de boulons, ne cessaient de nous appeler, désespérés : "Comment fait-on pour fixer nos prix ?"* »

À force de confier aux profiteurs du chaos le soin de contenir les effets de la crise, la puissance publique a fini par oublier que, longtemps, elle avait possédé sa propre trousse de secours.

(1) Benjamin Braun et al., « Best of times, worst of times : record fossil-fuel profits, inflation and inequality », *Energy Research & Social Science*, vol. 127, Elsevier, septembre 2025.

(2) « SNP Manifesto 2026. Always on Scotland's side », 16 avril 2026, www.snp.org

(3) François Furet, « Pour une définition des classes inférieures à l'époque moderne », *Annales. Économies, sociétés, civilisations (ESC)*, n° 3, Paris, 1963.

(4) Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Hautes Études - Gallimard - Seuil, Paris, 1988.

(5) Florence Gauthier, « De Mably à Robespierre. De la critique de l'économie à la critique du politique », dans Florence Gauthier et Guy-Robert Ikni (sous la dir. de), *La Guerre du blé au XVIII^e siècle*, Éditions de la Passion, Paris, 1988.

(6) Isabella M. Weber et Evan Wasner, « Sellers' inflation, profits and conflict : why can large firms hike prices in an emergency ? », *Review of Keynesian Economics*, vol. 11, n° 2, Cheltenham, avril 2023.

(7) Basile Clerc, « Économie politique du contrôle des prix », thèse de doctorat, sous la direction de Laurence Scialom et Alexandre Chirart, université Paris Nanterre.

(8) Laurent Warloulzet, « “La liberté des prix devient la règle”. La libération des prix et l'établissement de la politique de la concurrence en 1986 », *Histoire, économie et société*, n° 2, Paris, juin 2022.

* Journaliste.

Calendrier des fêtes nationales			
1 ^{er} - 31 juillet 2026			
1 ^{er} BURUNDI	Fête de l'indépend.	PALAU	Fête nationale
CANADA	Fête nationale	10 BAHAMAS	Fête de l'indépend.
RWANDA	Fête de l'indépend.	11 MONGOLIE	Fête nationale
ÎLES CAÏMANS	Fête nationale	12 KIRIBATI	Fête de l'indépend.
SOMALIE	Fête de l'indépend.	SÃO-TOMÉ-ET-PRÍNCIPE	Fête de l'indépend.
3 BIÉLORUSSIE	Fête de l'indépend.	13 MONTÉNÉGR	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépend.	14 FRANCE	Fête nationale
RWANDA	Fête nationale	20 COLOMBIE	Fête de l'indépend.
5 ALGÉRIE	Fête de l'indépend.	21 BELGIQUE	Fête nationale
CAP-VERT	Fête de l'indépend.	23 ÉGYPT	Fête nationale
VENEZUELA	Fête de l'indépend.	26 LIBERIA	Fête de l'indépend.
ÎLE DE MAN	Fête nationale	14 MALDIVES	Fête de l'indépend.
6 COMORES	Fête de l'indépend.	28 PÉROU	Fête de l'indépend.
MALAWI	Fête nationale	30 MAROC	Fête nationale
7 SALOMONS	Fête de l'indépend.	VANUATU	Fête de l'indépend.
9 ARGENTINE	Fête de l'indépend.		

TRENTE ANS APRÈS LE DERNIER ESSAI FRANÇAIS

Polynésie, le passif nucléaire

« Il faut que la défense de la France soit française », soutenait Charles de Gaulle dans un discours prononcé en 1959. La défense et notamment la dissuasion nucléaire. Il fit donc le choix de la bombe atomique, ce qui impliqua des dizaines d’essais dans le Sahara puis le Pacifique. En Polynésie, la population en subit toujours les conséquences, sanitaires mais aussi sociales.

PAR HÉLÈNE FERRARINI *

LE 27 janvier 1996, une bombe thermonucléaire d’une puissance huit fois supérieure à celle de Hiroshima explose dans les galeries creusées sous l’atoll de Fangataufa. La France procède alors à son ultime essai. Le dernier d’une série inaugurée dans le Sahara en 1960, après que les États-Unis (en 1945), l’URSS (en 1949) et le Royaume-Uni (en 1952) avaient déjà procédé à un tel test. Pour assurer son indépendance, la France devait, selon le président Charles de Gaulle, disposer de sa propre capacité de dissuasion. En tout l’Hexagone aura effectué 17 tirs en Algérie de 1960 à 1966, puis 193 en Polynésie française dans l’archipel des Tuamotu à partir de 1966.

Le choix d’établir un nouveau centre d’expérimentation dans le Pacifique – arrêté en conseil de défense le 27 juillet 1962 – s’explique sans doute en partie par la très faible densité du territoire – alors 0,02 habitant par kilomètre carré, contre 86 habitants en métropole. Mais les explosions ont provoqué d’indiscutables dommages sanitaires et sociaux. Trente ans après l’ultime tir, le 29 janvier 2026, l’Assemblée nationale a donc adopté en première lecture une proposition de loi

visant à reconnaître les victimes de l’exposition aux essais nucléaires français et à améliorer leur indemnisation. Ce qui ne tient qu’au « hasard » du calendrier parlementaire – selon la corapporteuse du texte – met en évidence un passif loin d’être soldé.

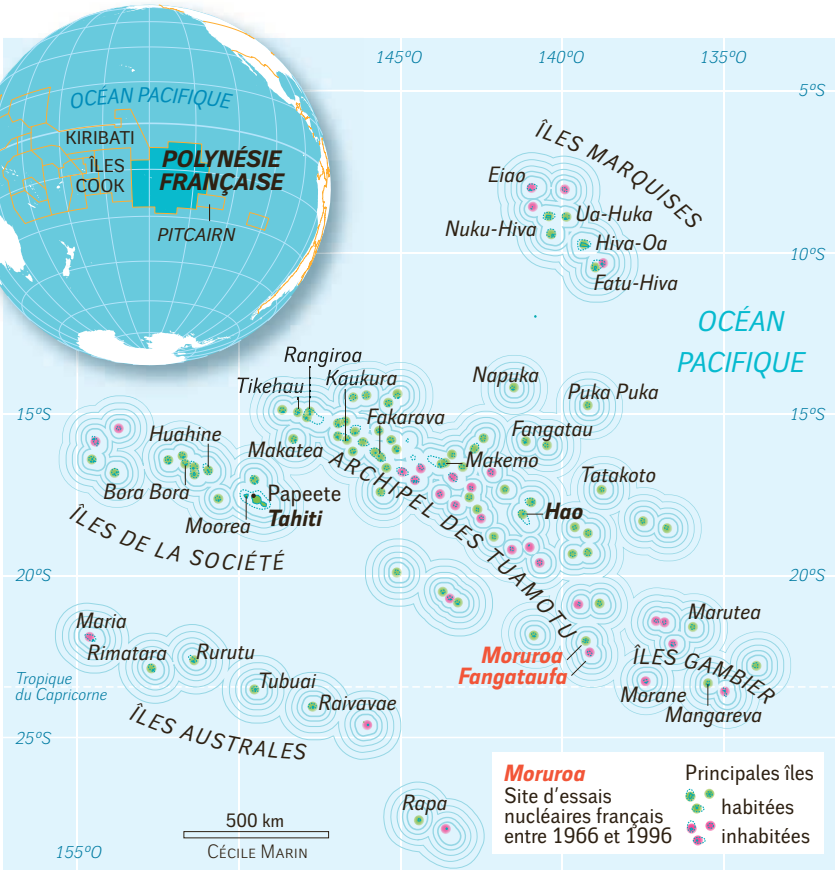
Présentée par M^{me} Mereana Reid Arbelot, du parti indépendantiste polynésien Tavini Huira’atira, et par M. Didier Le Gac, député Ensemble du Finistère, où résident d’anciens militaires ayant pris part au programme nucléaire français, la proposition de loi a fait l’unanimité. Les conditions d’indemnisation des victimes prévues par la loi dite « Morin » – du nom du ministre de la défense Hervé Morin qui a fait voter ce texte en 2010 – se sont en effet révélées très insatisfaisantes. Entre 2010 et 2017, seuls onze Polynésiens ont été dédommagés tandis que le Comité d’indemnisation des victimes des essais nucléaires (Civen) rejetait 97 % des demandes. Et si une première inflexion législative a permis une augmentation des décisions favorables à partir de 2018, les réparations restent « limitées en nombre et en montant », constatent aujourd’hui M. Le Gac et M^{me} Reid Arbelot (1).

Présumés irradiés ?

« IL N’Y A PAS de trace de nucléaire dans votre dossier », a-t-on ainsi expliqué à M. Victor D. Ce Paumotu – habitant de l’archipel des Tuamotu – a été mobilisé plusieurs mois sur l’atoll de Hao, la base du Centre d’expérimentation du Pacifique (CEP), pendant la période des tirs. « Cela fait mal, raconte M. D. J’ai pourtant vu comment la France avait pu mettre beaucoup d’argent là-bas, à Hao. » Depuis, elle en a relativement peu dépensé pour dédommager les personnes exposées aux radiations ionisantes : dans son rapport d’activité 2024, le Civen indique avoir versé 90,8 millions d’euros pour 1 206 dossiers acceptés de 2010 à 2024. En pratique, expliquent les deux députés dans leur présentation de la proposition de loi, « le Civen s’est fait l’instrument d’un équilibre, non prévu par la loi “Morin” et contestable en lui-même, entre la maîtrise des dépenses publiques et l’indemnisation des victimes ».

À l’heure actuelle, les personnes ayant contracté l’une des vingt-trois maladies radio-induites reconnues par la France, ou leurs ayants droit, doivent faire la preuve d’une exposition à des radiations supérieures à la dose de 1 millisievert. Une obligation bien difficile à remplir pour des faits s’étant déroulés il y a plusieurs décennies, opacifiés par le secret-défense et, qui plus est, à propos d’un seuil fixé de manière arbitraire. C’est ce qu’ont souligné les travaux d’une commission d’enquête parlementaire ad hoc, dont est issue la proposition de loi (2).

M^{me} Reid Arbelot a ainsi réfléchi à « une autre approche du fait nucléaire. Plutôt que de parler de principe de causalité qui lie directement la maladie aux essais nucléaires, on parle d’exposition et du risque que l’État a pris, en connaissance de cause, sur les régions qu’il a choisies pour mener ses essais ». La proposition de loi, qui doit encore être adoptée, prévoit que la présomption d’exposition est irréfragable si la victime ayant contracté l’une des patho-



logies listées était présente en Polynésie durant la période des tirs atmosphériques, c’est-à-dire du 2 juillet 1966 au 31 décembre 1974. Son entrée en vigueur faciliterait l’indemnisation de la population polynésienne, longtemps restée minoritaire dans les demandes adressées au Civen, plutôt dominées par d’anciens militaires résidant en France hexagonale.

Comme l’indiquait un autre rapport administratif en 2018, « la réalisation des essais nucléaires français a nécessité l’emploi d’environ 150 000 personnels civils et militaires pendant près de quarante ans. [Si] les vétérans métropolitains ne rencontrent généralement pas de difficultés à produire des pièces prouvant leur présence sur les sites d’expérimentation (...), pour les travailleurs polynésiens, employés par les sociétés civiles sous-traitantes, il est extrêmement difficile de fournir une attestation ou un certificat d’employeur, un contrat de travail ou une fiche de paie. La plupart de ces entreprises ont aujourd’hui disparu sans laisser de traces (3) ».

La proposition de loi Reid Arbelot prévoit par ailleurs le remboursement par l’État des dépenses engagées par les caisses de sécurité sociale. Collectivité d’outre-mer avec un statut d’autonomie, la Polynésie dispose de la compétence en matière de santé depuis 1977. La caisse de prévoyance sociale (CPS) supporte ainsi tous les frais des pathologies induites par la radioactivité, ce qui revient à faire reposer sur la solidarité polynésienne le poids financier des conséquences sanitaires du nucléaire. Le montant cumulé au fil des ans de ce que les Polynésiens qualifient de « double peine » avoisinerait le milliard d’euros.

Il aura donc fallu trente ans après le dernier tir pour que la représentation nationale reconnaisse que les bombes

françaises dans le Pacifique ont exposé les populations à des risques indiscutables pour leur santé. Il avait déjà fallu attendre la fin des années 1990 pour que les premières paroles sur les conditions de travail à Moruroa soient recueillies. En 2001, l’association Moruroa e tatou (Moruroa et nous) est créée par d’anciens travailleurs qui dénoncent les dangers auxquels ils ont été soumis.

En 2004, c’est une période d’instabilité politique qui s’ouvre en Polynésie. Partisans d’un statu quo, les autonomistes – conduits par M. Gaston Flosse, un proche du président Jacques Chirac, accusé de clientélisme – se font le relais de l’État français, là où les indépendantistes – menés par M. Oscar Temaru – sont historiquement antinucléaires et œuvrent à faire la lumière sur les conséquences des essais lorsqu’ils exercent le pouvoir : commission d’enquête, création de la délégation de suivi des conséquences des expérimentations, inauguration d’un monument en mémoire des victimes installé sur le front de mer de Papeete...

Déraciné, prolétarisé, enrôlé

Hao est aujourd’hui habité par une population d’un millier de personnes qui flotte dans des infrastructures trop grandes pour elle et en partie abandonnées. Des bateaux passent toutes les trois semaines pour décharger toutes sortes de produits et charger du coprah, la noix de coco séchée. Ce qui manque à Hao, c’est du travail, s’accordent à dire ses habitants. Un projet de gigantesque ferme aquacole d’un promoteur chinois a un temps fait rêver, avant d’être finalement abandonné.

En 2021, M. Emmanuel Macron a annoncé l’installation du régiment du service militaire adapté (RSMA, un dispositif d’insertion des jeunes éloignés de l’emploi), à la grande joie de M^{me} Butcher. Depuis, des militaires encadrent quelques dizaines de Polynésiens à Hao dans les locaux de l’ancienne école maternelle désaffectée. Pour certains, ce sera une étape vers l’armée. L’adjointe à la jeunesse, M^{me} Mirabelle Tangi, estime qu’une quarantaine de jeunes originaires de la commune se sont engagés. D’autres les rejoindront.

Ce qui a été vécu de manière exacerbée à Hao vaut pour toute la Polynésie. Au plus fort de l’activité nucléaire, jusqu’à un quart des actifs a travaillé au sein du CEP. La population a quitté les archipels pour se masser à Tahiti, l’île principale de la Polynésie. Déracinée, elle s’est prolétarisée. Aujourd’hui, un jeune Polynésien sur cinq est militaire, ce qui en fait la région avec le plus fort taux d’enrôlement dans l’armée, après Wallis-et-Futuna (5). Tous les ans, entre six cents et sept cents jeunes quittent le fenua (pays) pour s’engager – et donc ne cotisent pas

Non loin de la marina qui accueille voiliers et paquebots de croisière, trois poteaux en bois sculpté, inspirés des *unu* dressés dans les espaces sacrés, réclament « vérité » et « justice ». À côté, des pierres volcaniques portent chacune le nom d’un des cinq archipels de la Polynésie. Ce lieu reste à ce jour le seul « site qui permette de matérialiser l’histoire du nucléaire » à Tahiti, explique M. Tevæarai Puarai, l’actuel président de Moruroa e tatou, qui se réjouit de la probable adoption de la loi Reid Arbelot. Même si l’association en voit déjà les limites. Sa secrétaire, M^{me} Vaimiti Tehei, accompagne les plaignants dans la constitution de leur dossier d’indemnisation. Elle les reçoit au rez-de-chaussée de l’immeuble des services administratifs de l’Église protestante ma’ohi, dans le centre de Papeete. « Beaucoup d’anciens travailleurs de Moruroa viennent me voir, mais je ne peux rien pour eux tant qu’ils n’ont pas de cancer », explique-t-elle. Ce qu’elle appelle de ses vœux ? « Qu’on ne soit pas obligé d’être malade pour être reconnu. » Le président de Moruroa e tatou évoque le préjudice d’anxiété qui existe dans le cas d’une exposition à l’amiante, pas dans celui d’une radiation ionisante.

Et puis, il y a les conséquences qui ne sont pas d’ordre sanitaire. Mais qui aliènent tout autant le futur polynésien. Dès 1995, un ouvrage paraît sous le titre *Tahiti après la bombe. Quel avenir pour la Polynésie ?* (4) Trente ans plus tard, la dépendance durable reste perceptible, en particulier sur l’atoll de Hao. Sa piste d’aviation n’en finit pas de s’étirer sur la mince bande de terre émergée entre océan et lagon. Elle aboutit à une aérogare aux dimensions bien plus modestes. Des militaires en treillis saluent la maire de retour d’un déplacement. Situé dans l’archipel des Tuamotu, l’atoll a accueilli une base militaire de plusieurs milliers d’hommes durant la période des essais. À 500 kilomètres de Moruroa et Fangataufa, Hao était la plaque tournante logistique de l’activité nucléaire, d’où sa piste d’aviation de 3 400 mètres adaptée aux gros-porteurs militaires. « Cela a été un choc brutal à leur installation, puis à leur départ, résume la maire, M^{me} Yseult Butcher, née en 1968. Pour nous, la jeunesse née pendant le nucléaire, c’était normal d’avoir de l’argent. C’était le plein-emploi. »

à la CPS... Cela ne fait pas l’affaire du Tavini Huira’atira, le parti du président de la Polynésie française Moetai Brotherson, qui souhaite un référendum d’auto-détermination dans les dix ans.

Mais la mise au jour des conséquences des essais nucléaires érode surtout la crédibilité des autonomistes. À tel point qu’en 2018 leur président d’alors, M. Édouard Fritch, a cru nécessaire de déclarer devant l’Assemblée de Polynésie : « Pendant trente ans, nous avons menti à cette population, que les essais étaient propres. Nous avons menti, j’ai fait partie de cette bande. » Nombre de Polynésiens n’ont pas oublié cet aveu.

(1) Le rapport n° 2364 de Didier Le Gac et Mereana Reid Arbelot (Assemblée nationale, 21 janvier 2026) a été établi au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées dans le cadre de la proposition de loi visant à reconnaître les victimes de l’exposition aux essais nucléaires français et à améliorer leur indemnisation. Cf. par ailleurs le rapport d’activité de la mission « Aller vers » pour l’année 2024, Haut-commissariat de la République en Polynésie française, 30 juin 2025, www.polynergie-francaise.pref.gouv.fr

(2) Rapport du 10 juin 2025 de la commission d’enquête parlementaire sur les essais nucléaires, ayant pour président M. Le Gac et pour rapporteuse M^{me} Reid Arbelot.

(3) Rapport de la commission de l’article 113 de la loi du 28 février 2017 sur les mesures destinées à réserver l’indemnisation aux personnes dont la maladie est causée par les essais nucléaires, remis par la présidente Lana Tetuanui au premier ministre le 15 novembre 2018.

(4) Jean Chesnaux (sous la dir. de), *Tahiti après la bombe. Quel avenir pour la Polynésie ?*, L’Harmattan, Paris, 1995.

(5) Éva Lelièvre, Manon Mora et Celio Sierra-Paycha, « L’armée et la jeunesse des outre-mer : le cas de la Polynésie française », *Agora débats/jeunesses*, vol. 2, n° 94, Paris, 2023.

* Journaliste.

Offre d’été

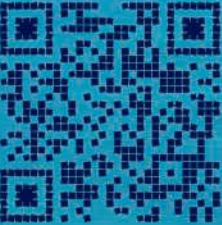
TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS

POUR 3,90 € / MOIS

Web + Application + Audio + Archives

Formule d’abonnement, mensuel et sans engagement, valable jusqu’au 15 août.

www.monde-diplomatique.fr/ete



LES ÉTATS GÉNÉRAUX OUBLIÉS DE 1945

Le droit de rêver

(Suite de la première page.)

Dans l'intervalle, les comités départementaux de libération (CDL) sont chargés de recueillir les doléances de la population, selon un dispositif très structuré. À la base, les comités locaux de libération (CLL) organisent, dans les villages et les quartiers, des assemblées populaires que Louis Sallant souhaite aussi ouvertes que possibles. « *Il faut éviter tout ce qui pourrait empêcher toute organisation locale ou toute personnalité dont le patriotisme est garanti et la sincérité reconnue par ses concitoyens d'apporter sa part contributive à nos travaux* », insiste-t-il le 28 février 1945. Les débats sont quant à eux encadrés. Des questionnaires élaborés au niveau départemental sont transmis aux comités locaux afin de fixer les thèmes à traiter. Mais le champ couvert est si large – politique étrangère, économie, transports, culture, démographie... – qu'il laisse une réelle marge d'expression, notamment sur les questions sociétales, absentes du programme du CNR. Selon ce schéma pyramidal, les contributions locales sont ensuite agrégées puis synthétisées à l'échelle cantonale et départementale, avant d'être envoyées à Paris où elles font l'objet de synthèses thématiques destinées à préparer la réunion de juillet.

L'opération se déroule dans la précipitation. Le printemps ayant été accaparé par les élections municipales (les premières lors desquelles les femmes peuvent voter), les travaux préparatoires ne reprennent réellement qu'en mai. Une fois reçues les instructions des CDL, les comités locaux ne disposent plus que de deux ou trois semaines pour réunir les habitants, parfois à plusieurs reprises, et rédiger un cahier communal. Ces délais suscitent de nombreuses critiques, en particulier dans les communes rurales, soumises au rythme des travaux agricoles. À Saint-Gondon, dans le Loiret, le CLL – « *composé exclusivement d'ouvriers agricoles et du bâtiment* » – fait savoir qu'il « *ne peut, en ce moment, à l'époque des grands travaux, et dans un temps si restreint, mettre cette affaire sur pied* ».

« Prendre l'argent là où il est »

Malgré ces contraintes, des milliers d'assemblées se tiennent partout en France courant juin, dans les mairies, les salles des fêtes, les théâtres, les écoles, les cafés, les Bourses du travail, avec des affluences parfois très importantes. Plusieurs centaines de personnes débattent ainsi à Concarneau ou Landerneau, dans le Finistère, Saint-Claude ou Lons-le-Saunier, dans le Jura. À Montcuq, dans le Lot, la réunion rassemble le quart de la population tandis qu'à Pierrefort, dans le Cantal, les organisateurs affirment avoir réuni « *presque la totalité de la commune* ». La participation est en revanche plus limitée dans les villes : cent personnes à Aurillac, quatre-vingts à Quimper, trente à Brest... Ces réunions attirent des participants venus d'horizons différents. Aux militants communistes, présents en nombre, s'ajoutent des socialistes, des radicaux, des syndicalistes chrétiens, des représentants d'organisations professionnelles et de nombreux citoyens sans affiliation, simplement désireux de prendre part à la reconstruction du pays.

De ces assemblées locales naissent des milliers de cahiers de doléances aux formes très variées. Certains tiennent sur une page, avec des réponses lapidaires. D'autres, rédigés avec soin sur des cahiers d'écolier, développent des arguments. Ensemble, ils composent un remarquable portrait social de la France de 1945, saisie dans ses conditions d'existence, ses espoirs, ses inquiétudes et ses lignes de fracture.

Les organisateurs souhaitaient des cahiers tournés vers l'avenir plutôt que centrés sur les difficultés immédiates, innombrables après cinq années de guerre. « *Il ne s'agit pas pour vous de dresser des cahiers de doléances et de vous plaindre de tout ce qui ne fonctionne pas*, prévenait le CDL de la Haute-Marne dans son fascicule préparatoire à destination des communes. *Il s'agit d'une œuvre constructive et c'est à vous, non de détruire le mal, mais de formuler comment vous voudriez que les choses soient.* » La consigne reste largement ignorée. À Hubersent, dans le Pas-de-Calais, les habitants dressent un inven-

taire des pénuries frappant leur village : chaus-sures pour les paysans, charbon et clous pour le maréchal-ferrant, cuir pour le cordonnier, farine pour le boulanger ; on manque aussi de pneus de bicyclette, d'essence, de ficelle, de lait pour les enfants... Les conditions de logement font également l'objet de nombreuses plaintes, en particulier dans les campagnes où les ouvriers agricoles vivent fréquemment dans des taudis sans lumière ni air, parfois au-dessus même de l'étable ou de la bergerie.

Mais les cahiers sont aussi traversés par un imaginaire du progrès et par une confiance dans les capacités de transformation sociale. Le dénuement n'empêche pas de formuler des « *rêves raisonnables* », observe l'historien Jean-Marie Guillon, qui a étudié le cas du Var (2). On réclame donc l'électrification des campagnes, l'eau courante, le tout-à-l'égout, des routes goudronnées, des habitations spacieuses. Chaque village projette ses équipements collectifs : poste, dispensaire, théâtre, bibliothèque, cinéma, piscine, stade, gare, bains-douches, maison des jeunes... L'Isère va jusqu'à envisager que « *la construction et l'entretien des écoles, la création de stades, piscines, salles des fêtes et l'adduction d'eau (...) deviennent de grands services nationaux au même titre que l'entretien de l'armée et l'enseignement public* ». Les cahiers de doléances apparaissent ainsi comme des « *bouffées d'utopies sociales* », selon les mots de l'historien Michel Pigenet, où s'exprime un éventail très large de possibles. Ici, on imagine que l'État pourrait financer le travail des écrivains ; là, on demande la création de coopératives hôtelières à bas prix, pour permettre aux classes populaires

Même chose avec la sécurité sociale, dont les cahiers proposent l'extension aux artisans, petits commerçants, métayers, fermiers ainsi qu'aux populations d'outre-mer. Ou encore avec la participation : là où le CNR envisageait un rôle accru des salariés dans l'entreprise, les cahiers déclinent ce principe à d'autres sphères, qu'il s'agisse de l'enseignement (gestion conjointe de l'État, des enseignants et des parents), des centres de santé (associant les organisations de malades) ou encore des crèches administrées par les mères du quartier (3). Souvent présenté comme d'avant-garde, le programme du CNR apparaît alors en deçà des attentes exprimées – ce qui corrobore les intuitions de l'historienne Claire Andrieu lorsqu'elle se demande « *si la Résistance n'a pas suivi le mouvement social plutôt qu'elle ne l'a devancé* » (4).

Tandis qu'un large consensus se dégage sur la modernisation du pays, le rôle de l'État ou l'extension de la protection sociale, les désaccords réapparaissent dès que l'on s'éloigne du champ du programme du CNR. La place des femmes, la colonisation ou encore l'immigration suscitent par exemple des positions diamétralement opposées. À Bourran (Lot-et-Garonne), on prône le « *retour de la mère au foyer* » afin qu'elle puisse « *s'occuper uniquement de son intérieur* » et « *se consacrer à la vie des enfants* ». À l'inverse, la Saône-et-Loire exige des « *droits égaux à l'homme dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique* ». Les mêmes oppositions apparaissent à propos de l'empire colonial : Poilly-lez-Gien (Loiret) se prononce pour l'« *indépendance absolue des peuples coloniaux* », tandis

revues jugées pornographiques sur les étalages, les publicités pour l'alcool, la multiplication des bistrots, et surtout le cinéma, qui aurait « *détrôné le livre auprès du peuple* ». Chambon-la-Forêt (Loiret) fustige ainsi une « *production déplorable, hitoires d'adultère dans les milieux oisifs de parasites sociaux, films policiers et productions ayant pour but de faire croire aux jeunes filles du peuple qu'elles épouseront un millionnaire et qu'ainsi elles seront heureuses* ». Également dans le viseur, la radio et ses émissions « *d'une très grande pauvreté* » ; les « *danses swing et nègre* » qui, selon l'assemblée de Charente-Maritime, « *ridiculisent notre jeunesse* » ; le jazz, les cabarets et les boîtes de nuit, autant d'éléments d'un univers culturel jugé corrupteur.

Le monde rural demande sa part du progrès

On trouve enfin dans les cahiers les racines de problèmes qui continuent d'agiter la société française. Les fractures entre les villes et les campagnes – où vit alors près de la moitié de la population du pays – traversent l'ensemble des contributions. Partout s'exprime la volonté de réduire l'écart entre un monde urbain perçu comme bénéficiaire du progrès et des campagnes qui s'estiment reléguées. « *La division de la France en deux secteurs, citadin et rural, le second étant tenu en grande partie en marge du progrès matériel, intellectuel et social est mortelle pour notre pays* », avertit le cahier de Samazan (Lot-et-Garonne). Cette exigence d'égalité se retrouve également en Isère, où l'« *exode rural désastreux* » des jeunes, en Savoie, dans le Pas-de-Calais ou encore dans l'Ain : « *Le cultivateur (...) ne bénéficie pas des avantages sociaux des salariés*, écrit-on à Brénod. *Il est certain que si des garanties ne sont pas données, une désaffectation des masses agricoles se produira où elles risquent de se cantonner dans un conservatisme contraire à leurs intérêts* ». Ces revendications dessinent une géographie des déséquilibres territoriaux appelée à marquer durablement le débat public.

Au terme du processus, près de deux mille délégués élus convergent vers le palais de Chaillot pour quatre jours de débats parfois houleux. Répartis en commissions, ils aboutissent à une déclaration finale qui, se voulant le fruit d'un consensus, demeure générale et efface la richesse initiale des contributions. Plusieurs participants critiquent d'ailleurs les différentes synthèses, qu'ils jugent imprécises et saturées de « *banalités stéréotypées* ». L'initiative est de toute façon déjà partiellement éclipsée par l'offensive politique du général de Gaulle. La veille de l'ouverture des états généraux, celui-ci annonce l'organisation d'élections législatives et d'un référendum sur la future Constituante, en octobre, déplaçant aussitôt l'attention vers les scrutins à venir.

Quelques semaines plus tard, les états généraux ont pratiquement disparu du débat public. Redécouverts grâce aux archives de Louis Sallant, ils ne laissent derrière eux ni décision marquante ni héritage institutionnel. Leur portée est ailleurs, dans la conviction que l'avenir du pays pouvait être discuté collectivement par les citoyens eux-mêmes, mais aussi dans quelque chose de plus fragile et de plus précieux : le droit de rêver, même par temps sombre.

BENOÎT BRÉVILLE.



ULYSSE BORDARIAS. – « Il pleuvait sur l'agora », 2023

de partir en vacances. Il « *faut demander à la société qu'elle se mette à notre service durant quinze jours, qu'elle nous fasse vivre le beau rêve que chacun de nous a fait au soir d'une journée de labeur particulièrement pénible d'un monde parfaitement heureux* », esquisse le cahier de Meurthe-et-Moselle.

Le coût de telles mesures ne constitue jamais un obstacle : il suffirait, selon de nombreux cahiers, de « *prendre l'argent là où il est* », c'est-à-dire du côté des banques, des « *trusts* », des « *féodalités économiques* », des « *profiteurs de guerre* ». Dans cette perspective, l'État peut saisir les logements des « *traîtres* » pour loger les familles de sinistrés, réquisitionner les « *terres exploitées par les trusts* » pendant la guerre, s'approprier les champs en friche au profit des paysans pauvres, ou même confisquer les fortunes supérieures à 5 millions de francs – une idée des habitants de Montfort-sur-Meu, en Ille-et-Vilaine : tout est possible.

Loin de se contenter d'entériner le programme du CNR, les états généraux en élargissent le champ. Tandis qu'il prévoyait des nationalisations ciblés dans les secteurs stratégiques, les cahiers de doléances demandent pêle-mêle la socialisation de la chimie, de la sidérurgie, des cimenteries, des usines de fibres artificielles, des filatures, des mines de bauxite, des briqueteries, des compagnies d'autocar, voire, plus généralement, de « *toutes les usines travaillant pour l'État et les collectivités publiques* » – selon le vœu formulé par les habitants de la Mayenne.

que Casteljalous (Lot-et-Garonne) défend « *le maintien et l'extension de l'influence civilisatrice de la France dans le monde colonial* ». Quant à l'immigration, si la plupart des cahiers reconnaissent la nécessité de recourir à une main-d'œuvre étrangère pour reconstruire le pays, les positions divergent sur la place à lui accorder : certains réclament l'égalité des droits avec les Français, d'autres tiennent à distinguer les immigrés « *désirables* » et « *indésirables* ». Quelques cahiers vont jusqu'à rejeter « *toute importation de main-d'œuvre étrangère* », comme à Estevelles, dans le Pas-de-Calais, où les habitants s'inquiètent qu'« *une invasion étrangère repeuple nos villages* » et qu'« *il se forme dans notre race des îlots d'autres races* ».

Les doléances locales mettent ainsi en évidence la persistance de représentations qui débordent le contexte immédiat de la Libération. Le chômeur est fréquemment désigné comme un « *fainéant* », qui « *vit du travail d'autrui* ». Il faut « *tuer l'esprit du lucre. Pas de chômage et pas d'oisifs* », préconise Lamontjoie (Lot-et-Garonne). Dans le Jura, une commune suggère de créer « *un impôt sur l'oisiveté* » ; ainsi, « *on verrait moins de paresseux dans les cafés* ». La même méfiance s'exprime à l'égard de la jeunesse, dont l'état moral et physique est jugé dégradé. La faute « *aux privations, aux habitudes néfastes d'intempérance, à la méconnaissance des règles d'hygiène, au relâchement général des mœurs, suscitant une tendance générale à l'irrespect, à la grossièreté et au gaspillage* », croit-on savoir dans les Deux-Sèvres. D'autres cahiers innoquent la prolifération des

(1) Michel Pigenet a étudié l'organisation et les débats de ces états généraux (*Les États généraux de 1945. Une expérience démocratique oubliée*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2024) ; Danielle Tartakowsky a consacré une enquête au contenu des cahiers de doléances (1945 : *Les Français ont la parole. Les cahiers de doléances des États généraux de la Renaissance française*, Champ Vallon, Ceyzérieu, 2025). Sauf mention contraire, les citations sont extraites de ces deux ouvrages.

(2) Jean-Marie Guillon, « Rêves raisonnables pour des "lendemains qui chantent" ». Les cahiers de doléances de la Libération », dans Régis Bertrand, Maryline Crivello et Jean-Marie Guillon (sous la dir. de), *Les Historiens et l'avenir. Comment les hommes du passé envisageaient leur futur*, Presses de l'université de Provence, Aix-en-Provence, 2014.

(3) Cf. la conférence d'Emma Biscarras « Les États généraux de 1945 à Villeurbanne », donnée à Villeurbanne le 6 septembre 2025.

(4) Claire Andrieu, « Le programme du CNR dans la dynamique de construction de la nation résistante », *Histoire@Politique*, vol. 24, n° 3, Paris, 2014.

EXTENSION DE LA BUREAUCRATIE NÉOLIBÉRALE

L'univers impitoyable de l'appel à projets

Dans la recherche comme dans le monde associatif, des pans entiers de l'activité dépendent désormais des appels à projets. Gage de neutralité en apparence, ce mode de sélection et de qualification sur critères oriente profondément l'action des organismes sans but lucratif dans le social, l'environnement et même la science. Il fait aussi perdre beaucoup de temps, de pertinence et d'efficacité.

PAR ESTELLE PEREIRA *

À NÎMES, dans le quartier prioritaire de Pissevin, M. Raouf Azzouz dirige le centre social Les Mille Couleurs. À la tête d'une équipe de dix-sept salariés, il pilote une association qui réalise de multiples missions de service public : loisirs pour les enfants et les adolescents, accompagnement à la parentalité, soutien scolaire, ateliers linguistiques, accès à la culture. Autant de dispositifs essentiels dans ce territoire de 16 500 habitants, où 72 % des résidents vivent sous le seuil de pauvreté et où le taux de chômage s'élevait à 40 % en 2024.

Mais, en trente ans de métier, le quotidien du directeur s'est profondément transformé. Aux impératifs éducatifs et sociaux se sont ajoutées des tâches administratives toujours plus nombreuses. Entre deux distributions d'aide alimentaire et des réunions avec des partenaires, M. Azzouz passe une part croissante de son temps derrière son écran, à jongler entre les tableaux pour notifier tout ce que fait son association. « Il faut tenir les comptes au jour le jour, sinon on ne s'en sort plus », confie-t-il.

Auprès de ses principaux bailleurs et soutiens financiers – la Caisse d'allocations familiales (CAF), l'État, le département, la ville, la région –, le centre social dépose chaque année pas moins de soixante demandes de subventions, pour des montants oscillant entre 500 et 80 000 euros. Chacune devra ensuite faire l'objet d'un rapport détaillé, et d'un bilan à mi-parcours. Ce contrôle de l'argent public est légitime, reconnaît M. Azzouz, mais ces modalités ont évolué avec la montée en puissance des appels à projets et la diminution des financements de fonctionnement. « Avant, on déposait

une seule demande pour un projet global auprès d'un groupement d'intérêt public (GIP) qui rassemblait tous les financeurs publics. Puis chaque financeur a voulu avoir sa propre plate-forme. Maintenant, il y en a six. En outre, la plupart des subventions sont remises en jeu chaque année et ne permettent pas de construire des projets à long terme », déplore le directeur.

Paradoxalement, alors que les associations comme la sienne sont invitées à innover en permanence, la quête de financements les absorbe, au risque de voir reléguées au second plan leurs missions premières. Cette inflation de démarches l'a conduit à recruter une directrice adjointe. « Seul, je ne m'en sortirais pas, à moins de ne faire que ça. »

Le passage d'une logique d'aide directe à une logique d'appel à projets s'est progressivement imposé à partir des années 1980, aussi bien dans les administrations que dans le secteur associatif, auquel l'État délègue un nombre grandissant de missions. Tandis que la part de la commande publique dans le budget des associations augmentait (de 17 % en 2005 à 29 % en 2020), la part de subvention de fonctionnement diminuait (de 34 % à 20 % sur la même période)(1).

Dans ce contexte, les associations ont dû s'inspirer des méthodes d'intendance du privé. Cette « nouvelle gestion publique » introduit la « culture du management par la performance, l'évaluation quantitative appuyée sur la multiplication des indicateurs et l'optimisation des ressources dans un contexte de réduction des dépenses publiques », dénonce l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations, dans un rapport de mai 2025.

À la découverte du « point de Szilárd »

CETTE approche de l'action publique a largement été encouragée par l'Union européenne. Le marché unique érige en principe cardinal la « concurrence libre et non faussée ». Les mêmes règles doivent s'appliquer aux secteurs public, privé et associatif. Les associations, dont le statut particulier en France n'existe pas en droit européen, sont assimilées à des entreprises. Et les subventions qu'elles reçoivent restent susceptibles d'être considérées comme des aides publiques pouvant fausser la sacro-sainte compétition.

Concrètement, le mécanisme est bien rodé. Une institution publique qui souhaite soutenir une initiative dans un domaine donné fixe une enveloppe budgétaire et définit un cahier des charges, assorti de critères qualitatifs et quantitatifs. Les structures intéressées disposent d'un délai limité pour déposer un dossier conforme aux exigences énoncées. À la clé : l'espoir – jamais garanti – d'un financement, mais aussi l'acceptation de rentrer dans des cases, au risque de perdre l'essence de sa structure. Un renversement de perspective s'opère insidieusement : l'inspiration ne vient plus des porteurs d'un projet, mais de ceux qui les financent et cherchent un fournisseur.

« Sur les derniers appels à projets, on nous demande de faire de la sécurité, alors que nous parlons plutôt de prévention », illustre M. Azzouz. Dans un quartier où les trafics de drogue font de nombreuses victimes, les associations comme la sienne doivent répondre aux injonctions politiques sans cesse renouvelées, mais sans compé-

tence ou personnel supplémentaires. Après les attentats de 2015, Les Mille Couleurs ont ainsi dû intégrer la promotion de la laïcité dans tous leurs programmes. « L'État nous a aussi demandé de porter un projet sur les valeurs de la République dans le Gard, sans moyens adaptés : un seul poste d'adulte-relais, sous-payé, et à nous de mobiliser des bénévoles », poursuit M^{me} Eugénie Diolot, directrice adjointe.

Répondre à un appel à projets oblige à se conformer à des règles et des conventions prédéfinies, observe Éléonor Breton, maîtresse de conférences en science politique à l'université Bretagne-Sud. L'étude de candidatures de collectivités locales lors d'un projet régional portant sur le patrimoine culturel lui a fait comprendre que les critères ne font pas qu'orienter les réponses : « Ils suscitent l'incertitude, ils font l'objet d'investissements multiples, de suranticipations de la part des candidats, et ils façonnent les manières de travailler(2). » Autrement dit, au-delà du financement, toute une culture professionnelle se trouve redessinée.

Au quotidien, nombre d'associations environnementales réfléchissent à deux fois avant de critiquer un aménagement ou une politique portée par une collectivité qui peut plus facilement modifier les conditions d'attribution des subventions qu'elle leur accorde par ailleurs. Car, contrairement aux subventions classiques, habituellement pluriannuelles et avec plusieurs financeurs, l'appel à projets lie les associations à un bailleur souvent unique et sur une courte période. « Elles intègrent une posture de prestataire de services au



GUILLAUME MARTIAL. – « Le Curling vertical », 2023

détriment de leur fonction démocratique d'interpellation, de leur participation à la construction de l'intérêt général », alerte l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations, formé en 2010 en réaction à la « circulaire Fillon », qui classait toutes les activités associatives dans la catégorie des services économiques.

Ce collectif composé d'associations et de chercheurs requiert de sortir des appels à projets et de réinscrire le financement des associations sur le temps long en veillant à ce que la répartition de l'argent public ne soit pas laissée à la seule discrétion des élus, mais définie dans un processus démocratique réunissant État, collectivités territoriales, associations et représentants des citoyens.

Un autre domaine se voit fortement transformé par la prédominance des appels à projets : la science. L'Agence nationale de la science (ANR), créée en 2005, a ainsi pour mission d'accroître le financement sur projet « en cohérence avec les priorités gouvernementales » et d'assurer « une gestion conforme aux pratiques des grandes agences étrangères », selon la Cour des comptes(3).

D'abord critiqué pour le faible taux de succès de ses appels – un projet sur dix était soutenu en 2014 –, cet établissement public a bénéficié d'un doublement de ses moyens grâce à la loi de programmation de la recherche de 2020. Le budget annuel atteignait 1,2 milliard d'euros en 2024 et le taux de succès a nettement progressé, pour atteindre 25 % la même année.

Son appel à projets générique, qui absorbe 80 % de son budget, est ouvert à toutes les thématiques et évalué par des pairs réunis en comités scientifiques. Selon l'ANR, ce dispositif limiterait le mandarinat, soit la concentration du pouvoir universitaire entre les mains des responsables de laboratoire. Il favoriserait l'interdisciplinarité et renforcerait la transparence dans l'attribution des financements.

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) lancent aussi des appels à projets, ce qui modifie en profondeur le quotidien des chercheurs. Selon une enquête menée par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) auprès de 6 000 professionnels du secteur, le temps consacré à la rédaction de réponses aux appels à projets atteint en moyenne 1,9 mois par an. Si l'on y ajoute l'ensemble des activités périphériques qu'ils impliquent – montage administratif, gestion et suivi des dossiers –, on arrive à près de 2,9 mois par an, un temps soustrait au travail scientifique lui-même.

Les équipes doivent multiplier leurs investissements dans différentes thématiques au gré des appels à projets et des volontés politiques dans une sorte de « tourbillon scientifique ». Les échecs de contrats courts limitent les « capacités d'approfondissement des résultats obtenus », estime Julien Barrier, docteur en sociologie au Centre de sociologie des organisations(4).

Le développement de ce système s'accompagne d'une tendance de fond : la précarisation des jeunes scientifiques. Dans son laboratoire, Mounia Lagha, directrice de recherche à l'Institut de génétique moléculaire de Montpellier, travaille notamment avec des postdoctorants, qui peinent à être titularisés et dont le salaire est financé par des projets obtenus sur appel. « La plupart du temps, ces contrats durent deux ans, mais dans notre domaine il est impossible de mener une recherche complète dans un délai aussi court », explique-t-elle. Cette instabilité a conduit une jeune chercheuse de son équipe, attirée par un emploi stable et mieux rémunéré après deux contrats à durée déterminée, à poursuivre sa carrière au Canada. « Sans elle, impossible de continuer notre programme de recherche, déplore Mounia Lagha. J'ai dû mettre de côté tout un pan de l'équipe. J'y avais pourtant investi dix ans de carrière. »

Ce système favorise une mise en concurrence qui dépasse les frontières. Des projets abandonnés en cours de route, des équipes fragilisées, des chercheurs poussés à trouver les moyens de poursuivre leur carrière à l'étranger : les signaux d'alerte

se multiplient. Nombreux sont les scientifiques, à l'image du directeur de recherche au CNRS et au Centre interdisciplinaire de recherche en biologie (CIRB) Samuel Alizon, qui estiment urgent de garantir des financements de base aux équipes. « Avec le fonctionnement actuel, notamment les appels à projets pour de petites sommes, on en arrive à des coûts de gestion supérieurs aux montants effectivement distribués », observe-t-il. Un indicateur, le « point de Szilárd », du nom du physicien Leó Szilárd, a d'ailleurs été inventé pour nommer le seuil à partir duquel le coût total de la compétition pour demander une subvention, en comptant le personnel mobilisé pour évaluer les pairs et la gestion des tâches administratives, dépasse celui de la recherche envisagée.

Pour accéder à des financements devenus vitaux, certains laboratoires font appel à des cabinets de conseil privés, spécialisés dans la préparation des candidatures ou la recherche de ressources complémentaires. Autant de frais supplémentaires... « Il ne faut pas négliger l'impact sur notre sérénité, poursuit Mounia Lagha. Un chercheur a besoin de temps et de stabilité. Or nous sommes sans cesse ramenés à des préoccupations budgétaires, avec l'idée qu'un projet peut s'arrêter du jour au lendemain si un financement n'est pas trouvé en urgence. À partir du moment où l'on recrute un chercheur – déjà passé par de nombreuses évaluations dans un milieu très compétitif –, pourquoi ne pas lui faire confiance et lui donner les moyens de travailler ? »

Inflation normative

L'essor des appels à projets s'inscrit dans un mouvement plus large de « bureaucratisation néolibérale », selon la politologue Béatrice Hibou(5). Normes, règles, procédures prolifèrent et encadrent un nombre croissant d'activités. Cette inflation normative, souvent dissimulée derrière un langage technique, est devenue si ordinaire que l'omniprésence des indicateurs, formulaires et dispositifs d'évaluation semble aujourd'hui aller de soi.

Les logiques du marché et de l'entreprise sont ainsi diffusées dans l'ensemble de la société et touchent désormais des professions d'intérêt général – médecins, infirmiers, enseignants – dont l'activité repose pourtant sur une autonomie professionnelle et des logiques propres.

Tandis que les secteurs non lucratifs sont soumis à des règles et des évaluations toujours plus strictes, l'attribution d'aide au secteur privé de la part de l'État et des collectivités – crédits d'impôt, subventions ou exonérations – comporte bien moins d'exigences, de contrôle ou de contreparties. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et

l'emploi (CICE), par exemple, avait pour objectif de permettre aux entreprises de recruter et d'investir. Mais il n'a été conditionné à aucun usage précis. Son coût pour les finances publiques a été évalué à plus de 100 milliards d'euros entre 2013 et 2019, pour un effet modéré sur l'emploi (environ 100 000 emplois « sauvés »). L'obsession de la traçabilité concerne davantage les activités censées servir l'intérêt collectif que celles dont la finalité première reste le profit.

(1) « Entre marchandisation et démarchandisation : un monde associatif à la croisée des chemins », Observatoire citoyen de la marchandisation des associations, Paris, mai 2025.

(2) Éléonor Breton, « Répondre à l'appel (à projets). Récits d'un apprentissage silencieux des normes de l'action publique patrimoniale », *Politix*, n° 105, Paris, 2014.

(3) « L'Agence nationale de la recherche : premiers constats et perspectives », rapport public annuel de la Cour des comptes, Paris, 2011.

(4) Julien Barrier, « La science en projets : financements sur projet, autonomie professionnelle et transformations du travail des chercheurs académiques », *Sociologie du travail*, vol. 53, n° 4, Paris, 2011.

(5) Béatrice Hibou, *La Bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris, 2012.

VERS UNE RÉFORME DU RÉGIME DE GARANTIE DES SALAIRES ?

Tout démonter, même les amortisseurs

Jamais depuis une décennie il n'y avait eu autant de défaillances d'entreprises. En 2025, la France en a connu 70 000.

Et la Cour des comptes préconise de rogner les droits des salariés qui subissent les liquidations plutôt que de mettre à contribution les employeurs.

PAR HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD *

On n'y voit rien, on n'y comprend pas grand-chose. D'un côté, à bas bruit, une vague de désindustrialisation : des dizaines de milliers d'emplois menacés – encore sept cents suppressions du fait de la liquidation judiciaire de Brandt en décembre 2025 –, et un nombre record de défaillances d'entreprises (+ 6 % au premier trimestre 2026 par rapport au premier trimestre 2025)(1). De l'autre, des propositions de réforme du droit social objet du lobbying discret des organisations patronales puis recommandées dans des rapports trop techniques pour faire les gros titres, trop abscons pour susciter une mobilisation. Ainsi la Cour des comptes publiait en mars dernier des recommandations dont la mise en œuvre conduirait au démantèlement des protections apportées par l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS)(2).

* Sociologue, ancienne juge des prud'hommes.

Méconnu, le dispositif a vocation à avancer aux mandataires judiciaires nommés par le tribunal de commerce la paie ou les indemnités (dommages et intérêts, congés payés, indemnités de licenciement...) des salariés d'entreprises en procédure collective. Deux ressources le financent. D'une part, l'AGS se rembourse par le produit de la vente d'éventuels biens des entreprises, grâce à sa position de créancier «super privilégié». D'autre part, l'as-

sociation perçoit aussi une cotisation patronale, proportionnelle à la masse salariale brute totale. En 2025, 84 % des 250 000 bénéficiaires de sa couverture travaillent dans de très petites entreprises(3).

L'AGS voit le jour en février 1974, avec la promulgation le 27 décembre 1973 de la loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail. L'été précédent, à la suite d'un dépôt de bilan, les ouvriers de Lip ont occupé leur usine pendant deux mois. Cette affaire, explique le président Georges Pompidou en conférence de presse le 27 septembre 1973, «a démontré une insuffisance de notre législation sociale en matière de faillite. (...) C'est pourquoi le gouvernement a l'intention, avec le concours des partenaires sociaux (...), de faire en sorte que les travailleurs soient mieux défendus en pareil cas et aient une priorité sur l'actif des sociétés(4).»

«Stabiliser les charges des entreprises»

SEULS des représentants des organisations patronales siègent au conseil d'administration de l'association. Ceux du Mouvement des entreprises de France (Medef) y disposent de 16 sièges sur 28. Or, pour «stabiliser les charges financières des entreprises»(5), les administrateurs, qui fixent le taux de cotisation,

ont encore choisi de ne pas l'augmenter en 2026, après l'avoir baissé de 0,3 % à 0,15 % entre 2011 et 2023. «La situation financière de l'AGS demeure fragile», avertit pourtant la Cour. Dans son récent rapport, elle pointe un résultat déficitaire cumulé de plus de 150 millions d'euros entre 2018 et 2023. Et préconise

donc, pour le bon équilibre des comptes, d'«ouvrir le conseil d'administration à des personnalités qualifiées, extérieures aux instances patronales», peut-être plus enclines à une hausse des cotisations...

Les «sages» restent néanmoins sensibles aux lamentos patronaux(6). La même publication concède que «la modification par le conseil d'administration du taux de cotisation des entreprises est soumise à des enjeux économiques de compétitivité, ce qui en fait une solution de dernier recours dans le contexte du poids des taxes et autres contributions obligatoires pesant sur les entreprises». Dès lors, «des mesures d'encadrement de la garantie méritent d'être étudiées avec le ministère du travail», d'autant que «le régime français est de loin le plus protecteur» en Europe. Les magistrats défendent en pratique «un encadrement de la garantie permettant de préserver l'équilibre du régime» qui pourrait consister à abaisser le plafond de cette garantie de 92 736 à 23 184 euros, à limiter la garantie aux trois mois précédant l'ouverture de la procédure ou encore à limiter les dommages et intérêts...

L'autre source de financement de l'AGS tend, elle, à se tarir car de plus en plus de sociétés s'organisent pour être impécunieuses. Pourtant, la Cour des comptes enjoint à l'association de moins mandater d'avocats aux prud'hommes et de développer le règlement amiable afin de réduire ses coûts de gestion.

Dans le même temps, le montant des sommes versées a quasi triplé entre 2021 (875 millions d'euros) et 2025 (2,2 milliards). Si le nombre de demandes de prise en charge n'augmente pas, «les défaillances touchent davantage des emplois à forte intensité de compétences, associés à des niveaux de rémunération plus élevés et à des trajectoires professionnelles stables», constate le directeur général de l'AGS Antonin Blanckaert(7). Fin mars 2026, 88 % des bénéficiaires étaient en CDI, avec une ancienneté moyenne de 7,1 ans et un âge moyen de 42 ans. Ainsi les recommandations de la Cour feraient porter le coût de la désindustrialisation et du chaos géopolitique sur les salariés. Elles emporteraient aussi la remise en cause du rôle des AGS, maillon essentiel à la justice sociale.

(1) «Défaillances d'entreprises en France au premier trimestre 2026 : hausse de + 6 % par rapport au premier trimestre 2025», 23 avril 2026, www.allianz-trade.fr

(2) «L'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS)», Cour des comptes, Paris, 17 mars 2026.

(3) Rapport d'activité 2025, www.ags-garantie-salaires.org

(4) «Georges Pompidou sur l'affaire Lip», Institut national de l'audiovisuel (INA), <https://mediaclip.ina.fr>

(5) «Maintien du taux de cotisations AGS malgré une activité record du régime», 17 décembre 2025, www.ags-garantie-salaires.org

(6) Lire Sébastien Rolland, «La Cour des comptes, cerbère de l'austérité», *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(7) Antonin Blanckaert, «Le mot», *L'Observatoire AGS*, n° 52, Paris, 10 février 2026.

CES TOURISTES AUXQUELS PERSONNE NE SOUHAITE RESSEMBLER

Les abîmes de Martin Parr

Souvent affalés, l'air hagard, les vacanciers de Martin Parr font sourire. Mais, avec 1,4 milliard de voyageurs internationaux, ne sommes-nous pas (presque) tous des «surtouristes» ?

PAR ANTOINE PÉCOUD *

ENTRÉ dans Le Petit Robert en 2024, le mot «surtourisme» désigne «une présence touristique perçue comme excessive et nuisible» et paraît succéder, en pire, au tourisme de masse, notion qui fleurit bon le monde d'hier – celui d'avant EasyJet, Booking ou Airbnb.

Rapidement devenu un lieu commun de la critique du tourisme, le terme est associé à toutes sortes de problèmes et désagréments : dégradation de l'environnement, prolifération des logements touristiques au détriment des locaux, saturation des services publics et transformation d'un monde qui se muséifie pour n'être plus qu'une marchandise comme une autre. Dans un secteur qui pèse plus de 11 600 milliards de dollars (9 870 milliards d'euros) en 2025, soit 10 % de l'économie mondiale(1).

Au début des années 1980, le photographe britannique Martin Parr commence la série qu'il intitulera *Small World* : plages bondées ; touristes dociles agglutinés derrière leurs guides ; omniprésence de quinquagénaires blancs, appareil photographique en bandoulière, obèses et vaguement hagards... Tous les clichés du surtourisme sont déjà là. Ce n'est plus l'attraction qu'on photographie mais le vacancier lui-même, lequel relègue au second plan les pyramides d'Égypte ou la place Saint-Marc.

Satire de génie ou méchanceté gratuite, le style Parr a fait couler beaucoup d'encre. Avec son esthétique hyperréaliste qui rend la «réalité» quasi artificielle, ses couleurs vives, voire criardes,

* Sociologue à l'université Sorbonne Paris Nord.

qui entrent en tension avec son obsession pour la vie quotidienne et les classes populaires, dans un constant mélange de banalité et de kitsch, il est aussi immédiatement reconnaissable qu'impitoyable – du moins à l'égard de quiconque vit dans le monde occidental et a les moyens de partir de temps à autre à la découverte du monde.

Nombre de ces clichés ont été récemment exposés à Paris, en particulier au Jeu de Paume, dans la rétrospective «Martin Parr. Global Warning»(2), dont le texte de présentation a le mérite, sinon de l'originalité, du moins de la clarté : Parr y est qualifié de photographe du «désordre de notre époque» et des «dérives de nos modes de vie». La dénonciation est implacable, et la petite famille en voyage culturel – contrainte de réserver ses billets bien à l'avance pour admirer le Parthénon, les Offices à Florence ou la Sagrada Família – se retrouve sans ménagement placée du côté des «déséquilibres de la planète».

L'œuvre du photographe, disparu en décembre 2025, rencontre d'autant plus d'écho que le tourisme est à la fois en plein essor – 1,4 milliard de touristes internationaux en 2024, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) – et vilipendé de toutes parts, y compris par ceux qui le pratiquent mais essaient de s'en distancier. Les notions de «tourisme durable» ou de «slow tourism» sont très présentes, et nombre d'essais critiques ont été publiés sur le sujet(3).

Il est bien sûr plus agréable d'avoir le Machu Picchu ou les temples de Kyoto pour soi tout seul. Et on ne peut nier que le modèle social des compagnies *low cost* s'avère aussi désastreux que leurs conséquences environnementales, ni qu'un capitalisme de plate-forme presque entièrement dérégulé permet aux propriétaires immobiliers d'accroître, souvent illégalement, leurs profits(4). Mais la critique du surtourisme n'en relève pas moins d'une dynamique sociale assez classique : à mesure qu'une pratique se démocratise, elle suscite l'insatisfaction de ceux qui en perdent l'exclusivité. Il est plaisant de pratiquer le yoga en Inde ou le trekking en Patagonie – sauf évidemment si tout le monde en fait autant. Le «touriste» est



MARTIN PARR. – «The Leaning Tower of Pisa» (La tour penchée de Pise), Italie, 1990

donc, presque depuis sa naissance, la face dépréciée d'une pièce dont l'autre face se nomme «voyageur»(5).

Un célèbre cliché de Parr montre un amas de visiteurs en train de photographier la Joconde, réduite à une image floue et insignifiante en arrière-plan. Datée de 2012, la photographie semble anticiper les ennuis actuels du Louvre en matière de sécurité ou de surfréquentation, mais elle évoque aussi le constat de Gustave Flaubert qui, de Naples, écrivait en 1851 à sa mère combien il trouvait les touristes «sots» : «J'étudie tous ceux qui viennent au musée. Sur cinq cents, il n'y en a pas un que cela amuse, certainement. Ils y viennent parce que les autres y viennent. Le lorgnon sur l'œil, on fait le tour des galeries au petit trot, après quoi on referme le catalogue et tout est dit»(6).

Depuis le XVII^e siècle, les jeunes gens de bonne famille s'en vont parfaire leur formation en visitant l'Europe du Sud et le pourtour méditerranéen. Le conformisme de ce «Grand Tour» – terme dont dérive le mot «tourisme», apparu en 1818 en français – irrite déjà Flaubert, qui semble, cela dit, ne pas vraiment faire autre chose que du tourisme.

Plus d'un siècle plus tard, les photographies de Parr entretiennent cette critique – montrant une fois de plus l'ambivalence des sociétés modernes à l'égard de cette pratique. Son expansion est indissociable de la révolution industrielle, qui enrichit la bourgeoisie, dégage du temps libre, fournit les infrastructures (comme le chemin de fer). Et, dès ses origines, le tourisme s'insère dans les inégalités capitalistes naissantes, en permettant à des individus des régions les plus prospères de profiter d'autres contrées, moins développées.

Le déplacement n'est pas seulement géographique. En allant vers le sud, en explorant les Alpes, en valorisant la beauté d'une nature préservée, en s'émerveillant devant les traditions et coutumes, le touriste est en quête d'une pré-modernité que sa société d'origine a perdue, et qui devrait lui offrir cette «évasion» que promettent aujourd'hui les voyageurs. Mais rapidement le tourisme devient lui-même une industrie et un moteur du développement capitaliste, si bien qu'il se révèle tout aussi standardisé et aliénant que la vie dont on cherchait à s'«élever». Dialectique classique, qui alimente les déconvenues : les touristes de Parr ont rêvé d'ailleurs, mais paraissent toujours

un peu résignés – ce qui ne les empêchera pas, au contraire, de repartir.

Si ses clichés fascinent, c'est enfin parce que le tourisme est l'activité photographique par excellence. Rappelons que le XIX^e siècle a vu naître non seulement le tourisme et sa critique, mais aussi la photographie. On ne part dès lors plus pour découvrir le monde, mais pour voir «en vrai» ce qu'on a déjà vu photographié, et qu'on photographiera bien sûr à notre tour. Autant de mises en abyme successives que la scénographie du Jeu de Paume illustre habilement : grâce à des fenêtres dans les murs séparant les salles de l'exposition, le visiteur apercevait, comme au travers d'un cadre photographique, les grappes de visiteurs plongés dans la contemplation de clichés de Parr, lesquels figuraient eux-mêmes des touristes en train de photographier.

On pourrait même aller plus loin, et voir dans la disposition des lieux une critique générale du loisir culturel, dont le tourisme ne serait qu'un avatar : avec les foules qui se pressent au musée, aussi compactes que celles qui défilent devant la fontaine de Trevi, la culture est un produit de consommation de masse, et alimente la distinction inhérente à une société de classes. Avec parfois un peu de condescendance, Parr nous montre les touristes que nous sommes – mais aussi les touristes auxquels nous souhaiterions ne pas ressembler.

(1) «Travel & tourism sees best year ever and emerges as the world's fastest growing sector outpacing the global economy in 2025», World Travel and Tourism Council (WTTC), Londres, 14 avril 2026, <https://wtcc.org>

(2) Martin Parr, *Global Warning*, 2026, catalogue de l'exposition qui a eu lieu au Jeu de Paume du 30 janvier au 24 mai 2026 coédité avec Phaidon ; cf. aussi Martin Parr, *Small World*, Dewi Lewis Publishing, Stockport, 2026 (1^{re} éd. : 1995).

(3) Parmi lesquels : Aude Vidal, *Dévoiler le monde. Voyage, capitalisme et domination*, Payot, Paris, 2024 ; Linda Lainé, *Voyage au pays du surtourisme*, L'Aube, La Tour-d'Aigues, 2024 ; Juliette Morice, *Renoncer aux voyages. Une enquête philosophique*, Presses universitaires de France, Paris, 2024.

(4) Les données sont disponibles sur <https://insideairbnb.com/fr>

(5) Jean-Didier Urbain, *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes*, Payot, Paris, 2002.

(6) Cité dans Amélie Schweiger, *Flaubert en toutes lettres*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, Mont-Saint-Aignan, 2012.



LITTÉRATURES		
AMÉRIQUES	MAGHREB	ASIE
APRÈS LA VIOLENCE. Réflexions d'un fils du Sentier lumineux. – José Carlos Agüero <i>Éditions Terres de Feu, Paris, 2025, 200 pages, 16 euros.</i> Au Pérou, la guerre (1980-2000) qui oppose la guérilla maoïste du Sentier lumineux (SL) à la junte militaire fera 70000 morts. Poète et militant des droits humains, José Carlos Agüero, fils de membres du SL, n'a pas pour objectif d'absoudre ou de réhabiliter, mais d'éclairer une double zone grise. Il interroge dans ce récit-témoignage, dont la parution de la traduction française a coïncidé avec une période de grande instabilité institutionnelle au Pérou, les raisons qui président à la lutte armée, aux attentats, aux massacres : <i>« Réfléchir aux forces qui ont façonné, conditionné, influencé les décisions de ces sujets. Ou qui ont rendu la prise de décisions très difficile, voire impossible. »</i> Il rend compte également de la façon dont les déflagrations politiques et sociales du conflit <i>« se font encore sentir dans les villages, dans les quartiers, dans les institutions »</i>. Ce texte incisif et sensible, tissé de nombreuses anecdotes où se confrontent des points de vue, s'attache à dessiner le parcours individuel des acteurs, de leurs complices, mais aussi à penser le statut de victime et de coupable dans les processus de justice transitionnelle. GUILLAUME BEAULANDE UN AVION POUR LES GOUVERNER TOUS. Le F-35, prisme de la dépendance stratégique européenne. – Joseph Henrotin <i>Éditions du Rocher, Monaco, 2026, 200 pages, 16,90 euros.</i> Il est <i>« l'avion qui a mangé le Pentagone »</i> : le chasseur F-35, produit par l'américain Lockheed Martin, premier groupe mondial d'armement, est le programme le plus coûteux de l'histoire des États-Unis (2 100 milliards de dollars d'ici à 2088, sa durée de vie). L'équipe déjà l'Air Force, la Navy et les marines américains. Il a été commandé par treize forces aériennes européennes (ainsi que par celles du Japon, du Canada, d'Israël, d'Australie et de Corée du Sud). Concentré de technologies, il a été conçu selon une logique «réseau-centrée», avec des mises à jour de logiciels permanentes, un suivi de performance et de maintenance à distance, et l'abonnement à des «bibliothèques de menaces» constamment fusionnées et actualisées, depuis une base militaire en Floride. Ces limitations étendues de souveraineté, qui ont effrayé certains acquéreurs potentiels, sont compensées par des gains capacitaires réels, et une interopérabilité inédite qui fait du F- 35 <i>l'«avion de l'OTAN»</i>. Mais c'est au prix d'une dépendance stratégique consentie, étalée sur plusieurs décennies. PHILIPPE LEYMARIE	MAROC. Fin de règne. – Omar Brouksy <i>Nouveau Monde, Paris, 2026, 200 pages, 19,90 euros.</i> Le journaliste Omar Brouksy souligne le déclin progressif d'un royaume traversé par des crises protéiformes (et de plus en plus fréquentes) ainsi que par les absences du roi, si régulières qu'elles constituent une nouvelle norme. À travers huit chapitres thématiques, l'auteur décrit et analyse les tensions qui jalonnent le règne de Mohammed VI, amplifiées par la dégradation de son état de santé actuel. La légitimité du pouvoir est minée par la corruption, les crises diplomatiques, la répression policière ainsi que les entraves aux libertés. De sorte que la question de l'avenir de la monarchie marocaine – sous le règne de Mohammed VI ou du futur Hassan III – s'impose désormais. L'auteur formule ici une critique cinglante et détaillée. Qu'est-il advenu de celui qu'on présentait comme le futur «roi Bon Samaritain», interroge-t-il? Comment a-t-il contribué à aggraver les fragilités de la monarchie dont il a hérité? Quel renouveau possible en cas de succession? AMBRE DE BREYNE	LA FACE CACHÉE DE KIM JONG-UN. Politique et stratégie du dirigeant nord-coréen. – Cheong Seong-chang <i>Atelier des Cahiers, 2026, Paris, 368 pages, 22 euros.</i> Cet ouvrage dresse le portrait du dirigeant nord-coréen à travers les témoignages de transfuges (dont le cuisinier de Kim Jong-il, père de l'actuel chef d'État) – sans toutefois s'interroger sur la valeur des observations de ces cadres déchus ou éloignés du régime. Beaucoup – trop, à vrai dire – de phrases contiennent la mention <i>«selon un agent du NIS»</i>, l'agence de sécurité de Corée du Sud, même si l'auteur fait justice de bien des ragots. Le livre, qui ne prétend pas éclairer la vie des citoyens de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), devient intéressant lorsqu'il épluche le labyrinthe des réunions entre dirigeants. Avant de conclure : <i>« Kim Jong-un prend des décisions politiques de manière beaucoup plus transparente que son père et (...) mobilise efficacement les cadres. »</i> Dans son dernier chapitre, l'auteur – haut fonctionnaire sous la dictature militaire sud-coréenne (1961-1987) – aborde enfin son vrai sujet : <i>« Comment faire face à Kim Jong-un »</i>. Une formulation qui éclaire le reste du propos. PATRICK MAURUS FACE À L'INCERTITUDE. Le Japon, laboratoire de l'imprévisible. – Karoline Postel-Vinay <i>Éditions du Cerf, Paris, 2026, 208 pages, 19 euros.</i> En novembre 2019, les députés du Parlement japonais, des communistes aux conservateurs, se couvrent simultanément la tête d'un casque antisismique pliable, pour rappeler à la nation qu'un séisme peut survenir à tout moment. Le geste, raillé sur les réseaux occidentaux, dit pourtant quelque chose d'essentiel sur la manière dont une société apprend, sur le temps long, à s'adapter au risque. C'est à partir de ce constat que la chercheuse Karoline Postel-Vinay construit son analyse. Séismes, tsunamis, typhons, l'Archipel est l'un des territoires de la planète les plus exposés aux catastrophes naturelles. Au fil des siècles, cette vulnérabilité structurelle aurait engendré une culture collective de la préparation à l'inattendu, ce que l'auteure nomme une <i>« communauté de désastres »</i>. Croisant sociologie, histoire et science politique pour déboucher vers une réflexion plus large sur la capacité des sociétés modernes à affronter les crises systémiques, Postel-Vinay examine en quoi cette culture de l'impermanence, le <i>mujō</i>, éclaire aussi les fragilités de nos propres sociétés. YSÉ ANGERER
EUROPE	AFRIQUE	GÉOPOLITIQUE
LES PAYS BALTES EN 100 QUESTIONS. Face à la menace russe. – Céline Bayou <i>Tallandier, Paris, 2026, 336 pages, 19,90 euros.</i> Céline Bayou, spécialiste de l'Europe de l'Est, qui présente d'emblée les États baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie) comme ayant tenté d'avertir sur la <i>« menace que la Russie faisait peser sur la sécurité européenne et sur la cohérence de nos sociétés »</i>, restitue leurs singularités ainsi que leur défiance partagée vis-à-vis de Moscou, dans un ouvrage faisant la part belle à l'histoire de la seconde guerre mondiale (occupation nazie marquée par la contribution des populations locales à l'extermination des Juifs, annexions et déportations soviétiques) ainsi qu'à la géopolitique contemporaine. En 1991, Vilnius octroie la citoyenneté à tous les résidents, contrairement à Riga et Tallinn qui la conditionnent à la maîtrise de la langue (au détriment des russophones, un tiers de leur population). Les «tigres baltiques» connaissent après leur indépendance une forte croissance, ralentie par l'affaiblissement des liens commerciaux avec Moscou. La crise de l'Alliance atlantique leur fait craindre que la Russie ne teste la solidarité atlantique en attaquant leur territoire. En attendant, obéissant à Washington, ils portent leurs dépenses militaires à 5% du produit intérieur brut (PIB). EUGÈNE BERG	FAUT-IL UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LES LANGUES EN AFRIQUE ? – Sous la direction de Pierre Fath, Mariama Mahamane Maïga, Faty-Myriam Mandou Ayiwouo, Khadimou Rassoul Thiam et Christian Tremblay <i>Presses de l'Observatoire du plurilinguisme en Afrique, Saint-Louis (Sénégal), 2026, 254 pages, 17 euros.</i> Les Africains sont scolarisés dans la langue des anciens colonisateurs bien que, dans la vie courante, ils parlent un ou plusieurs idiomes locaux. Comment conserver le bénéfice, par exemple pour effectuer une carrière à l'international, de s'exprimer en français, en anglais ou en portugais sans pour autant entériner une domination culturelle? Des expériences d'enseignement bilingue ou plurilingue se développent timidement, des classes élémentaires à l'université, sur tout le continent. Il faut parfois inventer des mots pour désigner, dans les langues locales, certains savoirs scientifiques modernes. Les auteurs, pour la plupart des chercheurs africains, ouvrent la réflexion sur des cadres pédagogiques encore à inventer. Les défis sont immenses : le Sénégal connaît 30 idiomes différents, le Cameroun 240... L'ouvrage souligne l'urgence d'une réflexion panafricaine sur la promotion des langues locales dans l'enseignement sans exclure celles héritées de la colonisation. ANNE-CÉCILE ROBERT GÉOPOLITIQUE DE L'ÉTHIOPIE. Centre de gravité de la Corne de l'Afrique. – Serge Dewel <i>Bibliomonde, Paris, 2026, 260 pages, 20 euros.</i> L'historien Serge Dewel récusé d'emblée toute lecture ethnociste des conflits éthiopiens, rappelant que les différentes factions – Front de libération du peuple du Tigré (FLTP), Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), etc. –, ont pour objectif ultime la conquête du pouvoir central, unitaire ou fédéral. Il montre que la révolution démographique en cours – la population a été multipliée par cinq depuis 1975 et pourrait atteindre 250 millions d'habitants en 2050 – constitue une menace plus grave pour l'unité du pays que les tentations sécessionnistes. Il aborde successivement le fédéralisme ethno-linguistique issu de la Constitution de 1995, les dynamiques religieuses (recul du christianisme monophysite face au pentecôtisme, maintien de l'islam à l'est), puis la position de l'Éthiopie comme «État-pivot» – au sens que donnait au terme le géographe Halford John Mackinder – de la Corne de l'Afrique. Dewel examine enfin les ingérences croisées de la Turquie, de l'Égypte, d'Israël et des États du Golfe. TIGRANE YÉGAVIAN	GÉOPOLITIQUE D'UN CONCLAVE. Élire un pape quand les empires reviennent. – Mikael Corre <i>Bayard, Malakoff, 2026, 256 pages, 20,50 euros.</i> Le 8 mai 2025, Léon XIV succède à François (2013-2025). Personne, ou presque, n'attendait un pape originaire des États-Unis, le premier de l'histoire. À peine élu, il revendique une <i>« paix désarmée et désarmante »</i>, dans un monde multipolaire où les empires resurgissent avec fracas. Pour comprendre la genèse de ce choix, Mikael Corre, correspondant au Vatican pour <i>La Croix</i>, fait le récit des dix-huit jours de vacance du trône de saint Pierre, où se dévoile une certaine <i>« fabrique du pouvoir »</i>. L'auteur fait une place particulière au conflit qui oppose le Vatican à la Maison Blanche, sous influence d'un nationalisme évangélique triomphant. Déjà, sous François, les relations étaient glaciales. Avec un vice-président catholique converti, M. Donald Trump espérait un pape acquis à la cause de Washington. C'est raté : si Léon XIV est né à Chicago, il a pris la nationalité péruvienne et se présente comme <i>« fils de saint Augustin »</i>. Un pape qui porte la voix des «périphéries» et n'hésite pas à hausser le ton face aux opérations militaires et à la politique migratoire de l'administration Trump. TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE
PROCHE - ORIENT	LITTÉRATURE	
LE GÉNIE DE BEYROUTH, TOME 2. La fille tombée du ciel. – Sélim Nassib et Léna Merhej <i>Dargaud, Paris, 2026, 112 pages, 23 euros.</i> Beyrouth fut une métropole de villages et un lieu de refuge pour les persécutés du Proche-Orient, les Palestiniens chassés en 1948 de leurs terres y prirent place dans des camps insalubres. Dans ce qui sera une trilogie, une bande dessinée a entrepris de conter, en partant de la rue Rizkallah en 1975, les souvenirs de Sélim Nassib – transposé en Youssef pour cette histoire –, né dans une famille juive originaire de Syrie. Un premier tome, <i>Rue de la fortune de Dieu</i> (Dargaud, 2025), évoquait un lieu où toutes les communautés vivaient en bonne entente, mais séparément : le «génie de Beyrouth» faisant <i>« tenir ensemble ce qui ne devrait pas »</i>... Un jour, trois avions de l'armée libanaise lâchent leurs bombes sur les camps palestiniens. La guerre prend ses marques. Chaque rue devient une frontière. Dans ce second tome, Youssef, devenu journaliste, revient à Beyrouth en 1982, lorsque l'armée israélienne l'envahit. Il rencontre une jeune fille, tous deux cherchent leur liberté dans la ville bombardée, où Youssef est invité à manger une mouloukhiéh. <i>« En pleine guerre ? »</i>, demandera sa mère. Oui, la vie continue au quotidien... CHRISTOPHE GOBY	Difficile d'habiter ce monde <i>L'Heure de la vache</i> de Pajtim Statovci <i>Traduit du finnois par Claire Saint-Germain, Les Argonautes, Paris, 2026, 304 pages, 22 euros.</i> VOICI l'histoire d'un retour. Un retour au Kosovo, à deux moments très différents. Le narrateur, tout jeune, y retourne avec ses parents en 1996 – deux ans avant le conflit armé. Adulte, c'est dans le Kosovo d'après-guerre qu'il revient, en compagnie de sa mère. Petit, il n'avait pas de souvenir du pays natal mais il rêvait de la ferme de ses grands-parents, et de ses animaux, qu'il se représentait avec ses yeux d'enfant. Dans la vraie ferme où une vache doit mettre bas, le grand-père tue aussitôt le veau mal formé. Cette scène inaugurale fait basculer le narrateur dans le monde de la violence, celle que le grand-père exerce sur tous ceux soumis à son autorité, jusqu'à ses petits-enfants. Qui sont obligés de coucher dans le lit du maître. L'enfant est seul face à la brutalité, à la cruauté. Sa mère n'a pas le courage de s'opposer à la volonté du grand-père, et son père s'en va, accaparé par on ne sait quelles obligations. Il donne de l'argent aux policiers serbes pour passer la frontière, mais brille surtout par ses forfanteries et une vague aura de mystère. La violence de la société, où la guerre se prépare, plus lointaine et diffuse, ne lui parvient que par le truchement des conversations des adultes qu'il essaie de décrypter. La violence est en réalité partout présente – en Finlande y compris. Requis de présenter l'un de ses «trésors», il apporte un jour à l'école l'exemplaire familial du Coran, aux lettres dorées, suscitant l'effroi et l'indignation de l'institutrice qui l'accuse d'intégrisme et de prosélytisme, expliquant à la classe qu'on ne peut être un bon citoyen finlandais et aimer ce livre <i>« qui enseigne que l'homme a le droit de frapper la femme »</i>, alors qu'en Finlande règneraient <i>« l'égalité »</i> et <i>« la liberté de croyance »</i>. Devenu un écrivain reconnu, il revient au Kosovo, avec sa mère, désormais veuve, obèse et diabétique ; et la violence est toujours là. Notamment celle d'un voisin pauvre, que la mère couvre maladroitement de cadeaux, et qui finit par chasser à grands cris <i>« le pédé et la mère du pédé »</i>. Il choisit malgré tout de rester et de plonger dans l'anonymat de Pristina, où il travaille comme vendeur dans un supermarché, pour un salaire de 200 euros par mois. Il héberge dans une chambre de la maison familiale un collègue, familier de l'application de rencontre gay Grindr, qui humilie ses conquêtes d'un soir, comme si la violence d'une société patriarcale obligeait tous ses membres à l'éternelle reproduction des mêmes schémas. En Finlande, les «bonnes intentions» de l'institutrice finlandaise, quant à elles, pavaient l'enfer du racisme et de l'islamophobie. <i>L'Heure de la vache</i> est un flamboyant roman sur l'exil et le déracinement, sur la norme et la différence. Couronné du prestigieux prix Finlandia, c'est aussi un récit désespéré, rappelant qu'il n'est pas de lieu où l'on puisse échapper aux cycles de la violence, sinon par la tendresse, comme celle que le narrateur choisit d'imposer à son père agonisant. De Statovci, trois romans ont déjà été publiés en France : <i>La Traversée</i>, <i>Mon chat Yougoslavia</i> (tous deux réédités en Folio) et <i>Bolla</i>, aux Argonautes. Il n'a pas la quarantaine. Il sait conter la peur et la souffrance. Et pratique un humour (très) noir vivifiant. JEAN-ARNAULT DÉRENS.	



DU MONDE

Pour enfin mieux aimer

Vies et morts de Sophie Blind
de Susan Taubes

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jakuta Alikavazovic,
Rivages poche, 2026, 448 pages, 10 euros.

COMMENT résumer un livre qui semble avoir été écrit dans le but même d'en rendre impossible tout résumé ou de rendre caduc tout point de vue surplombant sur la vie ? Nos vies ne sont-elles pas faites d'une tout autre matière – vertige et mémoire ? « *Pittsburgh, 1939-1942... Descendant dans la rue dans des robes trop petites de Budapest ou dans des vêtements d'inconnues donnés par l'Œuvre de secours juif, elle se disait : ce n'est pas moi. Elle se gavait de films, volait à l'étalage, rêvait en classe, lisait des bandes dessinées, des ciné-romans et des magazines de faits divers au drugstore, écrivait des mots d'absence pour ses profs en contrefaisant la signature de sa tante ; c'était l'Amérique, cauchemar, saleté, vacuité, stupeur.* »

Susan Taubes, née en 1928 à Budapest, fille de psychanalyste, petite-fille de rabbin, est arrivée aux États-Unis en 1939. Épouse du philosophe et théologien Jacob Taubes, elle n'a publié que ce livre et s'est suicidée peu de temps après sa parution, en 1969. Le livre a été oublié, jusqu'à sa réédition en 2020. Ce « *traité d'affranchissement* », pour citer la préface de sa traductrice, prend une forme romanesque kaléidoscopique, faite d'allers-retours géographiques et temporels incessants, portée par la voix d'une morte – car Sophie a littéralement perdu la tête dans un accident. Nulle autre structure narrative que celle de la vérité, des sensations, des images, des dialogues, des rêves. Sophie Blind (« *aveugle* » en anglais) est le double fantasmatique de l'auteur, un miroir, mais brisé en bien trop de morceaux pour qu'on imagine un instant pouvoir les recoller. Une mère et ses enfants, l'enfant qu'elle-même était, une silhouette en mouvement, une jeune fille, une épouse, une amante, une femme qui divorce. *Divorcing* est d'ailleurs le titre original du roman, et c'est bien de séparation qu'il s'agit ici, celle d'avec les choses, les lieux,



les gens. Un long mouvement dans lequel tous les âges se mêlent, sans compter toutes les morts, toutes les vies possibles. C'est aussi de nos rêves qu'il faut nous séparer : « *... elle regardait au travers du verre épais, résistant à l'assaut des sensations, des jours d'été d'antan, prise de court par les larmes. Ce n'était pas le moment, dans sa vie, de se rappeler l'odeur du Danube dans Visegrád ; elle avait déambulé pendant dix jours sur ses gardes, comme dans un rêve où il ne sert à rien de ramasser les pièces d'or éparpillées dans la rue, car vous vous réveillerez dans une chambre, dans un autre pays, sans ces pièces merveilleuses, avec le sentiment terrible d'avoir été flouée.* » De l'entre-deux-guerres en Hongrie à l'exil américain en passant par Paris, Sophie Blind traverse comme elle est traversée, avec autour d'elle une cohorte de personnages aussi fantastiques qu'exaspérants, aussi attachants qu'effrayants, comme celui d'Ezra, le mari...

Notre époque voudrait nous faire croire que plus on apparaît, plus on existe ou que plus on est vu, plus on vit. Susan Taubes nous invite, elle, à renouer avec ce qui, en nous, rêve de disparaître. Disparaître pour mieux être, et pour mieux aimer : « *“Où voulez-vous aller ?” répète-t-il, impatient. “Tout le monde est tellement pressé, je ne me rappelle vraiment pas – le lieu – le nom du lieu – quoi que ce soit ; mais j'ai déjà disparu.”* »

CLÉMENT BONDU.

HISTOIRE

Antifascistes à l'œuvre

LE 27 juillet 1929, Emilio Lussu (1890-1975) s'évade, avec deux camarades, Carlo Rosselli et Francesco Fausto Nitti, des îles Lipari, où le régime fasciste reléguait ses adversaires. Ce n'est pas son premier coup d'éclat : Lussu s'était déjà distingué pendant la première guerre mondiale puis, élu député de Sardaigne, avait combattu politiquement Benito Mussolini, avant de repousser, l'arme au poing, un assaut des Chemises noires contre sa résidence. Mais son évasion constitue pour Rome un camouflet sans précédent. Il s'empresse de la raconter, pour attester la vigueur de l'opposition et galvaniser les antifascistes (1).

Avec la fuite des Lipari commence un exil qui durera près de quinze ans. Via Marseille, Lussu et ses amis rejoignent Paris, où ils fondent *Giustizia e Libertà*, « *mouvement révolutionnaire* », démocrate et socialisant, et pivot de la résistance italienne, invitant les ennemis du Duce à « *mettre de côté pour l'instant leurs cartes* » de parti et à opter pour l'« *unité d'action* ». La France des années 1930 offre un refuge, et Paris, un port d'attache, à une nébuleuse d'antifascistes transalpins(2), où se croisent vétérans et cheval-légers, parlementaires proscrits et intellectuels réfractaires(3). On s'organise, on écrit, on alerte ; on s'engage pour l'Espagne républicaine ; on espère un « *second Risorgimento* ». La lutte n'est

pas sans danger : dans l'Hexagone, le régime de Mussolini a aussi ses partisans, ses relais politiques et médiatiques, ses hommes de main prêts à tuer (Carlo Rosselli sera assassiné avec son frère, en juin 1937, par la Cagoule).

C'est dans l'exil que Lussu rédige ses principaux ouvrages : *La Marche sur Rome et autres lieux*(4), récit et analyse du basculement de l'Italie dans le fascisme, et *Les Hommes contre*(5), chronique d'une année de campagne militaire contre l'Autriche-Hongrie, qui refuse l'idéalisation fasciste de la guerre et dénonce la folie des états-majors. S'y ajoute une *Théorie de l'insurrection* (1936), dont le titre manifeste le goût du Sarde pour l'action.

À partir de 1938, Lussu est épaulé par sa jeune compagne, Joyce. Elle plonge avec lui dans la vie clandestine – jamais en retrait, toujours en première ligne. Ensemble, ils sillonnent les routes, passent les frontières : Marseille, Barcelone, Lisbonne, Gibraltar, Malte, Londres, New York, puis Lyon, avant Rome... Ils assurent l'évacuation des camarades menacés, fabriquent des faux papiers, pratiquent la diplomatie parallèle. Et, tandis que Lussu tente (vainement) d'intéresser le gouvernement anglais à son projet de soulèvement armé en Sardaigne, Joyce se forme à la télégraphie secrète et à la guérilla. Après la guerre, l'un et l'autre relateront ces années de nomadisme combattant. Réunis en volume(6), leurs deux récits – l'un d'une sobriété attique, l'autre plus délié, plus sensible – témoignent d'une même aventure, et d'une ambition partagée : non pas seulement abattre le fascisme, mais aussi détruire les « *causes économiques et sociales qui ont rendu le fascisme possible* ».

ANTONY BURLAUD.

- (1) Emilio Lussu, *L'Americano*, Héros-Limite, Genève, 2026, 108 pages, 18 euros.
- (2) Diego Diletto, *Itinéraires d'un antifasciste. Carlo Rosselli dans le Paris des années 1930*, Rue d'Ulm, Paris, 2026, 248 pages, 24 euros.
- (3) Filippo Turati, Gaetano Salvemini, Silvio Trentin, Pietro Nenni, Angelo Tasca, Carlo Levi, Leone Ginzburg, Sandro Pertini...
- (4) Emilio Lussu, *La Marche sur Rome et autres lieux*, Le Félin, Paris, 2023 (1^{re} édition : 1933).
- (5) Emilio Lussu, *Les Hommes contre*, Arléa, Paris, 2015 (1^{re} édition : 1938). Adapté au cinéma par Francesco Rosi (1970).
- (6) Emilio Lussu et Joyce Lussu, *Feux croisés*, L'Atinoir, Marseille, 2025, 404 pages, 18 euros.

SOCIÉTÉ

LA SOLITUDE DES VIVANTS. Les illusions du « *lien social* ». – Sylvain Bordiec

Raisons d'agir, Paris,
2026, 160 pages, 14 euros.

En mai 2025, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) adopte une résolution reconnaissant les liens sociaux comme piliers de la santé publique. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'enquête du sociologue Sylvain Bordiec, menée pendant cinq ans auprès des institutions de lutte contre la solitude. Bordiec démonte l'opposition entre solitude choisie et solitude subie, en en révélant la logique de classe : aux dominants la « *solitude ressource* », aux dominés la « *solitude aliénante* », gérée par des associations bénévoles dont l'existence même dépolitise le problème, en évacuant toute perspective de prise en charge publique. Cette asymétrie est structurelle : seuls ceux qui disposent du temps, de l'argent et de l'énergie nécessaires peuvent transformer leur solitude en ressource. L'action publique ne corrige pas cet écart mais le consolide. En gérant les isolements à problèmes sans les résoudre, les pouvoirs accompagnent l'effacement progressif des individus de toutes les instances intégratrices. Pour maintenir cet ordre, les dominants n'ont qu'un coût à assumer : rendre la solitude des dominés supportable.

AUGUSTINE GARCIA

L'AFFAIRE MULLER. Politiser les corps brisés. – Morgan Poggioni

Les Éditions de l'Atelier, Paris,
2026, 126 pages, 18 euros.

En février 1922 à Paris, Marcel Muller, 20 ans, mutilé deux ans plus tôt dans un accident du travail, abat le chef du contentieux de son employeur, la Compagnie générale d'électricité. Quelques heures auparavant, celui-ci l'avait informé du montant de sa rente d'invalidité, que Muller jugeait misérable. « *Je n'ai plus qu'un bras, mais je saurai m'en servir* », avait-il menacé. D'emblée, les journaux saisissent la portée sociale du crime. Dans une France traumatisée qui a vu rentrer à la maison des cohortes d'amputés de la « *grande guerre* », on s'identifie au meurtrier. L'historien Morgan Poggioni exhume cette histoire, le procès qui s'est ensuivi (clos par un acquittement), et montre comment ils ont résonné avec les luttes d'alors. Fin 2024, l'écriture de *L'Affaire Muller* touche à sa fin quand il apprend l'assassinat du patron d'une grande compagnie d'assurances américaine par un jeune homme atteint d'une affection invalidante, M. Luigi Mangione, qui a ainsi voulu se venger de l'iniquité du système de santé privé. Comme un écho au geste de Muller. Pour l'un comme pour l'autre, la victime l'avait « *bien mérité* ».

PAULINE CHOPIN

ÉCOLOGIE

VERTS DE RAGE ! Deux siècles de luttes environnementales en France. – François Jarrige

Éditions du Détour, Paris,
2026, 272 pages, 22,90 euros.

Dans cette synthèse très dense, l'historien François Jarrige montre que les luttes environnementales ne sont pas nées avec les prétendus « *nouveaux mouvements sociaux* » des années 1960-1970. Dès le XIX^e siècle, les classes laborieuses se préoccupent de l'impact de l'industrialisation sur des ressources naturelles vitales (comme l'eau et la forêt). Longtemps restés dans l'ombre du mouvement ouvrier, de très nombreux conflits environnementaux sont ici réintégrés dans l'histoire des luttes populaires. De précieuses études de cas permettent d'en saisir la portée et, parfois, la radicalité – comme lors des « *guérillas* » locales contre le remembrement agricole, au début des années 1950. La politisation de l'écologie après 1968 est ainsi replacée dans la continuité de résistances injustement oubliées, qui relativisent le déclin militant des années 1980-1990 (marquées par les combats contre l'aménagement de la Loire, le tunnel du Somport, les décharges, etc.). L'analyse de l'« *effet ZAD* » sur les dynamiques nouvelles des décennies suivantes n'occulte en rien leurs contradictions et leur fragilité.

DOMINIQUE PINSOLLE

IDÉES

ÉTATS D'ESPRITS. Cybernétique et techniques de gouvernement. – Ivan Bouchardeau

Champ Vallon, Ceyzérieu,
2026, 432 pages, 29,50 euros.

Objet d'appropriations concurrentes au cours de l'histoire – du projet Cybersyn dans le Chili de Salvador Allende aux thèses de Friedrich Hayek sur l'ordre spontané du marché –, la cybernétique est aujourd'hui largement oubliée alors qu'elle façonne notre monde informatisé. Dans ce livre adapté de sa thèse de doctorat en philosophie, Ivan Bouchardeau propose une généalogie de cette pseudo-science des systèmes autorégulés formalisée au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il montre qu'au sein du néolibéralisme elle a permis de donner corps au « *double mouvement, en apparence contradictoire, entre raréfaction et démultiplication des pratiques de gouvernement* » : les dispositifs numériques agissent comme autant de « *pièges automatisés* » qui orientent les conduites tout en contournant la conflictualité sociale. Contre les tenants d'une « *cybernétique de gauche* », il met en garde : « *L'inflation des “technologies du contrôle” depuis la révolution industrielle a-t-elle fait autre chose qu'intensifier le rythme productif et amplifier les problèmes écologiques ?* »

FÉLIX TRÉGUER

PENSER L'ÉMANCIPATION AUTREMENT. Huit marxistes hétérodoxes. – Romaric Godin

Smolny, Toulouse, 2026, 240 pages, 10 euros.

Pour Romaric Godin, le marxisme orthodoxe aurait engendré au siècle dernier « *deux désastres* » : le marxisme-léninisme et la social-démocratie. Il présente huit révolutionnaires qui ont pensé et lutté contre ces deux courants majoritaires au sein du mouvement ouvrier : Karl Korsch, Sylvia Pankhurst, Otto Rühle... Ces « *marxistes hétérodoxes* » ont été combattus àrement par les directions ouvrières de l'époque pour leurs prises de position. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles, en dehors de Rosa Luxemburg et Georg Lukács, ils sont peu connus aujourd'hui. Godin considère pourtant que leurs analyses du capitalisme et de ses crises forgées dans une ère de guerres et de révolutions sont précieuses pour nous qui entrons, selon lui, dans une période de convulsions. Faut-il un parti ? Doit-on jouer le jeu parlementaire ? Par-delà leurs désaccords sur ces points, ces théoriciens et militants partagent l'idée que la conscience de classe se forge dans la lutte et ne peut être apportée d'en haut.

EMMANUEL DANIEL

POÉSIE

INSTANTS ÉTERNELS. Cent et quelques poèmes connus par cœur en Chine. – Guilhem Fabre

Ères, Toulouse, 2025, 424 pages, 35 euros.

Ce recueil bilingue propose cent douze poèmes de l'époque des dynasties Tang et Song (du VII^e au XIII^e siècle), espaces « *suspendus hors du temps* » auxquels les peintures de Yang Yongliang font écho. Guilhem Fabre les replace dans leur contexte, et trace le portrait de chacun des cinquante-cinq auteurs choisis. Aux côtés des incontournables Li Bai, Du Fu ou Su Dongpo, on découvrira Li Shen (772-846), avec *Pitié pour les paysans*, évocation directe des conditions de vie dans les campagnes :

« *Sarcler les pousses en plein midi
Quand sa sueur ruisselle jusqu'en terre
Qui sait dans son assiette en prenant son repas
La peine qu'il y a en chaque grain de riz.* »

JEAN-JACQUES GANDINI

BEAU-LIVRE

Zones d'ombres

DONNER voix, donner corps, donner langue au silence, à l'absence, à tout ce qu'une machine génocidaire, lorsqu'elle pousse jusqu'à son terme sa logique méthodique de destruction, entend supprimer : les corps, les identités, jusqu'aux « *traces de l'effacement des traces* ». C'est cet ultime aboutissement du génocide khmer – près de deux millions de morts entre 1975 et 1979 – que traque Soko Phay. Phay a 7 ans lorsqu'elle fuit le Cambodge, en 1975. « *Comment faire le deuil d'une ombre, de quelque chose qu'on n'a pas connu mais avec laquelle on a grandi ?* » Comment se réapproprier une absence ? Représenter l'irreprésentable ? Rendre partageable l'expérience concentrationnaire ? Parler pour les morts sans parler à leur place ? Professeure en histoire et théorie de l'art, Phay mêle réflexions théoriques, entretiens avec différentes générations d'artistes cambodgiens et récit intime(1). Le livre explore les non-dits, les impasses où les mémoires risquent de se figer. Du cinéaste Rithy Panh au peintre Vann Nath, des bandes dessinées de Séra aux installations contemporaines, les œuvres deviennent des zones de survivance et de transmission. Dans un pays où près de la moitié de la population a moins de 25 ans, préserver la mémoire ne suffit plus. Il faut la rendre vivante, parlante, l'arracher au



silence d'une mémoire-cénotaphe, d'une mémoire qui s'étiole en discours clos.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) Soko Phay, *Cambodge. L'art devant l'extrême. De Rithy Panh à la jeune génération*, Éditions Naima, Paris, 2026, 432 pages, 29 euros.



HISTOIRE

SANS UNE ONCE DE MISÉRICORDE. Résister sous l’occupation japonaise en Malaisie (1941-1945). – Sybil Kathigasu

Fayard, Paris, 2026, 392 pages, 23 euros.

Infirmière sage-femme dans une petite ville minière du Perak, épouse d’un médecin, l’Eurasienne Sybil Kathigasu ne se destine pas à la lutte armée. Pourtant, dès 1941, tandis que les forces japonaises s’emparent de la péninsule malaise, alors colonie britannique, elle transforme son dispensaire en refuge clandestin pour les maquisards de l’armée populaire anti-japonaise. Sous le plancher, une radio à ondes courtes, surnommée « Joséphine », capte la BBC dans un pays coupé du monde. Sa famille est complice, et exposée. Lorsque la Kempeitai, la police militaire japonaise, finit par l’arrêter, c’est toute la cellule familiale qui bascule dans l’engrenage des interrogatoires et des sévices. Le récit se resserre alors sur la détention, les violences, les pressions pour obtenir des noms, mais aussi sur l’espoir d’une libération. Elle mourra en 1948 des suites de ces tortures. Ce récit, l’un des rares témoignages directs de femmes sous l’occupation japonaise en Asie du Sud-Est, a été traduit et annoté par Elsa Lafaye de Micheaux, spécialiste de la Malaisie contemporaine.

Y. A.

LE «ZORG». La tragédie à l’origine de l’abolition de l’esclavage. – Siddharth Kara

Paulsen, Paris, 2026, 304 pages, 23 euros.

Golfe de Guinée, 1781. La traite est à son apogée. Le navire négrier *Zorg* appareille pour une interminable traversée jusqu’aux plantations des Caraïbes. Mais, peu avant de débarquer à la Jamaïque, son capitaine, prétextant une pénurie d’eau douce, fait jeter en pleine mer cent trente-trois Africains vivants – hommes, femmes, enfants et même un nourrisson né à bord... À Londres, l’armateur va traîner en justice les assureurs, exigeant cyniquement d’être dédommagé pour la « marchandise » perdue. Mais, au procès, les magistrats soupçonnent une sordide escroquerie à l’assurance... Le scandale qui s’ensuivit eut pour conséquence de galvaniser la cause abolitionniste en Grande-Bretagne. Dans ce livre captivant, l’auteur – qui avait auparavant enquêté sur l’esclavage moderne et les mines de cobalt au Congo – raconte également le combat des abolitionnistes britanniques du XVIII^e siècle : une poignée de pasteurs, d’avocats et d’esclaves affranchis, assistés par quelques marins repentis.

CÉDRIC GOUVERNEUR

ARTS

OLYMPIA PRESS. Une avant-garde pornographique. – Thibault Saillant

L’Échappée, Paris, 320 pages, 2026, 24 euros.

Olympia Press, fondée en 1953 par Maurice Girodias – un homme mystique, libertin et drogué –, occupe une place singulière dans l’histoire de l’édition : elle publiait à Paris des romans pornographiques en anglais (« *not to be imported in the USA or the United Kingdom* »). L’Amérique était alors puritaine, et la France accueillait les auteurs en quête de liberté. « *Jeunesse, vocation artistique, précarité, attrait du subversif : de la première génération de pornographes olympiens émerge un tableau collectif à l’image des bohèmes historiques qui les ont précédés dans le paysage littéraire parisien.* » Dans cette marge de la littérature trouvèrent notamment refuge *Lolita*, de Vladimir Nabokov, et *The Naked Lunch*, de William Burroughs, qui devaient marquer tout autant l’histoire de la littérature que celle de la censure. Le destin de l’éditeur, emporté par des investissements hasardeux, l’évolution des mœurs et l’émergence de nouvelles formes de militantisme, qui n’hésitent pas à remettre en cause les idoles de la génération précédente, mettent en perspective la représentation littéraire de la sexualité dans la contre-culture du xx^e siècle.

BAPTISTE DERICQUEBOURG

MUSIQUE

BAROQUE ENCORES. – David Fray

Warner Classics - Erato, 2025, 16 euros.

En 2008, Bruno Monsiegeon, grand filmeur de Glenn Gould, captait l’enregistrement des célèbres *Concertos pour clavier* de Jean-Sébastien Bach par un pianiste français de 27 ans, David Fray. *Swing, Sing and Think* éblouissait. Les années suivantes, Fray multiplia les concerts et les disques. Franz Schubert, Frédéric Chopin... et toujours Bach. En 2023, avec sa femme Chiara Muti, dans le cadre d’un festival fondé par Fray, consacré à la sensibilisation au handicap, le pianiste proposait un spectacle sur *L’Enfant oublié*, de Marie-Antoinette et Louis XVI, le fils aîné, handicapé, mort en 1789, quatre ans avant l’exécution de ses parents. C’est la musique de ce spectacle que restitue le disque *Baroque Encores* – au pluriel, comme des rappels. Ici, le toucher est profond, le baroque se dénoue, tumultes et déchirements s’expriment calmement. De Bach à François Couperin, de Jean-Philippe Rameau à Domenico Scarlatti, dans des réductions de Ferruccio Busoni, Wilhelm Kempff ou Bruno Monsiegeon, la ligne du piano grave et claire remplit tous les silences, vous trouble et vous touche désespérément.

AGATHE MÉLINAND

MUSIQUE

Rumba congolaise et quatuor à cordes

DURANT les années 1980, quand il s’installe à Paris, Ray Lema est l’incarnation de ce qu’on a pu appeler la « sono mondiale ». Synthétique et électro sur *Médecine* (1985) ou conviant les voix bulgares de l’ensemble Pirin en 1992, la musique du pianiste et compositeur congolais ouvrait à de nouvelles fusions. Quarante ans plus tard, c’est une « sono intime » que nous livre l’ancien directeur musical du ballet national du Zaïre. Sont invitées dans ce nouvel album toutes les musiques qu’il a fréquentées au long de ses quatre-vingts ans d’existence (1) : le « classique » européen, découvert durant l’enfance au petit séminaire, la rumba, le jazz, le twist, la salsa, les mélodies et rythmes de son pays, dont la rumba congolaise bien sûr, et ceux d’ailleurs...

C’est avec l’ensemble italien Partage – quatuor à cordes, saxophone soprano et percussions – que Lema tisse ses pièces néo-classiques, primesautières et mélancoliques. Il espère aujourd’hui jouer ces compositions avec un orchestre symphonique. Il a découvert cet univers, « *riche comme ma forêt équatoriale* » (2), alors qu’il se produisait comme soliste avec le Jazz Sinfônica de São Paulo. À cette époque, en 2009, il appelait depuis le Brésil les musiciens africains à « *entendre et comprendre la puissance et la beauté de vrais violons et de vrais violoncelles* » tout comme leurs dirigeants à « *mettre en œuvre la création de tels orchestres* ».

Depuis, les lignes n’ont pas bougé du côté des institutions publiques continentales. L’Afrique du Sud est la seule nation à subventionner des formations classiques, non sans difficultés et scandales. Dans le reste du monde anglophone – principal terreau de cette scène –, les musiciens, qui ont souvent grandi à l’ombre des églises et des temples, sont invisibilisés, et les pionniers, oubliés : à Abuja, capitale du Nige-

ria, aucune rue baptisée en hommage à l’organiste et compositeur Fela Sowande (1905-1987), pourtant père de la musique nationale moderne. Composée à l’occasion des 25 ans des Joburg Ballet, la nouvelle œuvre du Sud-Africain Neo Muyanga sera interprétée en juillet à domicile. Mais, comme beaucoup de ses pairs en musique contemporaine, il vit d’abord des commandes de ballets et d’opéras européens. D’autant que le hiatus reste profond entre ces artistes et le public. On leur reproche de « *faire de la musique de Blancs* ».

Lema a aussi longtemps souffert de ce « mal-entendu ». Mais il espère : portée par le streaming, la pop culture africaine est en train de faire tomber murailles et frontières. Comme le hip-hop depuis une décennie, la scène afrobeat nigériane commence à s’ouvrir aux cordes, aux instruments à vent et aux percussions. Avec le soutien du secteur privé. En novembre dernier, Asake, entouré d’un ensemble symphonique sponsorisé par une célèbre marque de boissons énergisantes, livrait ainsi un impressionnant concert devant le public du Kings Theatre de Brooklyn. Fin 2025, cette fois-ci à Lagos, son compatriote Dapper se produisait accompagné d’un ensemble de quatre-vingt-cinq professionnels nigériens.

De quoi faire éclore des vocations. À l’instar de Lema, artisan en musiques exigeantes mais « *incurablement solidaire* », comme il le chante, de son continent.

JEAN-CHRISTOPHE SERVANT.

(1) Ray Lema et Partage Ensemble, *Passion Congo*, 2026, One Drop, 14 euros. À propos de la rumba congolaise, cf. Ribio Nzeza Bunketi Buse, *Rumba congolaise. La reconnaissance de l’Unesco*, L’Harmattan, Paris, 2026, 218 pages, 22 euros.

(2) Tous les propos de Ray Lema sont issus d’un entretien mené au printemps par l’auteur de l’article.

SOCIÉTÉ

Marseille, les prolos, les bobos

LA cité phocéenne aurait-elle définitivement basculé du côté de la « ville-spectacle » ? Plusieurs travaux révèlent qu’au sein du Marseille populaire le mistral de la résistance souffle encore.

Dans une somme impressionnante, l’essayiste Alëssi Dell’Umbria retrace plus de mille ans d’histoire urbaine et examine Marseille au prisme de ses « *rapports contradictoires avec l’État-nation puis avec la mondialisation* » (1). Cette « *capitale manquée* », qui est la « *dernière ville populaire de France* », a subi l’urbanisme fonctionnaliste des années 1960 : « *L’aménagement du territoire, machine de guerre étatique sans précédent, vint parachever des siècles de centralisation française.* » L’hégémonie ouvrière – éclatante lors des grandes grèves des années 1900 – était brisée, les travailleurs atomisés, le tissu urbain éclaté. Presque vingt ans après sa première édition, l’ouvrage, enrichi d’un précieux épilogue, détaille la « *dépression brutale* » des années 2000-2010, empoisonnée d’une « *double logique d’exclusion des pauvres et de gentrification culturelle* », réduisant la deuxième ville de France à une « *marque déposée* », en proie aux Airbnb, aux néoarrivants branchés et au narcotrafic.

Pour *Marsactu*, journal d’investigation local, le narcotrafic marseillais, gagné par une « *ubérisation* » globale, a intégré les « *lois les plus débridées du capitalisme, du premier au dernier maillon* ». Dans une enquête panoramique compilant les articles de leur série « *L’Emprise* » (2023-2025), menée majoritairement dans les quartiers nord, trois journalistes de terrain (2) rendent compte du quotidien des « *petites mains* », adolescents recrutés sur les réseaux sociaux, « *auto-entrepreneuses du deal* »... Et des familles, en particulier les mères, et proches pris dans l’engrenage et dans l’angoisse.

Carole Barthélemy invite, elle, à « *déconstruire le vernis par trop consensuel de la “ville-nature”* ». Plongée pendant une dizaine

d’années « *dans les interstices de l’aménagement urbain* », façonné par la privatisation et l’inaction publique, la sociologue a étudié divers noyaux de mobilisation face à la néolibéralisation urbaine (3). D’un côté, la « *movida environnementale* » des artistes-marcheurs des années 2000, organisant des balades collectives dans les délaisés urbains végétalisés. De l’autre, la résistance d’habitants des marges, comme celle d’associations luttant contre un projet immobilier sur la friche industrielle de Legré-Mante dans le sud de la ville. Pour laquelle l’auteure élabore un nouveau concept : celui de « *centralité populaire environnementale* ».

Ces conflits, Nicolas Burlaud les filme depuis plus de vingt ans. Subitement frappé d’une crise d’épilepsie qui endommage sa mémoire, le cinéaste militant revient dans un documentaire à la fois intime et collectif sur le « *travail de contre-propagande* » mené par la « *téloche locale de rue* » Primitivi (4). Portées par un montage électrisant, des archives de luttes populaires se télescopent, de l’ambiance festive du loto du carnaval de la Plaine en 2013 aux cris de colère d’un homme devant l’effondrement de deux immeubles rue d’Aubagne à l’automne 2018, composant une mémoire collective marseillaise.

Une formule d’Alëssi Dell’Umbria résonne : « *Aussi longtemps que la plèbe continuera de hanter les lieux (...) tout ne sera pas éteint.* »

ROBINSON JOUSNI.

(1) Alëssi Dell’Umbria, *Histoire universelle de Marseille. De l’an mil à nos jours*, Agone, Marseille, rééd. 2025, 896 pages, 35 euros.

(2) Coralie Bennefoy, Benoît Gilles et Clara Martot Bacry, *Marseille sous emprise. Comment la drogue s’empare d’une ville*, Hors d’atteinte, Marseille, 2026, 224 pages, 20 euros.

(3) Carole Barthélemy, *Marseille, “ville-nature”*. *Sociologie d’une requalification environnementale et urbaine en tension*, UGA Éditions, Grenoble, 2026, 182 pages, 17 euros.

(4) Nicolas Burlaud, *Les Fils qui se touchent*, disponible en DVD (25 euros) chez Les Alchimistes Films. Également en coffret (2025) avec ses deux films précédents.

REVUES JUILLET 2026

▣ **NEW LEFT REVIEW.** Loïc Wacquant : abolir le système pénal ou le réduire au minimum ? Nathan Sperber : les transformations du néolibéralisme par les classes dirigeantes elles-mêmes. Alexander Zevin sur l’asymétrie du conflit entre l’alliance israélo-américaine et l’Iran. (N° 158, mars-avril, bimestriel, 14 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

▣ **THE NATION.** Comment des millions d’Iraniens qui, confiants de ce que leur disaient des médias d’expatriés manipulés par Israël, ont espéré que Tel-Aviv et Washington les débarqueraient du régime islamique sont aujourd’hui furieux du résultat. (Vol. 322, n° 6, juin, mensuel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

▣ **HARPER’S.** Opposition croissante à l’installation de centres de données aux États-Unis. Ce désir narcissique américain que tous les autres pays leur ressemblent. Réflexions d’un éboueur sur sa vie au Québec. (Vol. 352, n° 213, juin, mensuel, 8,99 dollars. — New York, États-Unis.)

▣ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Un article éclairant de Suzy Hansen sur Peter Hegseth, le très pieux et parfois sadique ministre de la guerre des États-Unis, mais aussi sur la passivité des démocrates. Également : retour à la discrimination raciale lors des scrutins américains. (Vol. LXXIII, n° 10, 11 juin, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

▣ **MONTHLY REVIEW.** L’essor de l’écofascisme aux États-Unis. Le mythe de l’intelligence artificielle (IA) comme apothéose de la dématérialisation : « *Une technologie si raffinée et si pure sur le plan cognitif qu’elle a enfin échappé à la saleté (...) des moteurs à vapeur, des mines de charbon et des lignes de production.* » (Vol. 78, n° 2, juin, mensuel, 10 euros. — New York, États-Unis.)

▣ **THE CHINA QUARTERLY.** La lutte contre la corruption dans les tribunaux locaux. La production du concept de « *mauvaise* » école dans les zones rurales. La naturalisation des « *clusters* » de centres de données. (Vol. 265, mars, trimestriel, 332 euros par an, accès en ligne. — Cambridge, Royaume-Uni.)

▣ **THE DIPLOMAT.** Comment la Chine développe un réseau de couloirs terrestres capables de compenser, ne serait-ce que partiellement, l’interruption des flux maritimes. (En ligne, 66 euros par an. — Washington, DC, États-Unis.)

▣ **EAST ASIA FORUM.** Cette jeunesse chinoise qui s’enthousiasme pour Mao Zedong. Comment l’Australie apprend à échafauder sa propre feuille de route diplomatique, sans (totalement) dépendre de ses alliés occidentaux. (Vol. 18, n° 2, avril-juin, trimestriel, 9,50 dollars australiens. — Canberra, Australie.)

▣ **NEW BLOOM MAGAZINE.** À l’occasion de la visite du président paraguayen à Taïpei, la revue de la gauche taïwanaise s’interroge sur les liens de l’île avec des régimes aux bilans « *contestables* » sur le plan des droits humains. (Gratuit en ligne. — Taïpei, Taïwan.)

▣ **ASIAN LABOUR REVIEW.** Réflexion stratégique sur les mérites de l’offensive et de la retraite dans la lutte sociale : « *Les tactiques de retraites sont tout aussi importantes que les conquêtes à la suite de grèves car, au bout du compte, nos luttes doivent favoriser une meilleure unité et une meilleure organisation.* » (Gratuit en ligne. — <https://labourreview.org>)

▣ **CRITICAL ASIAN STUDIES.** Une livraison consacrée à l’industrie de l’escroquerie en ligne en Asie : la criminalité forcée, ou la place des femmes ; dans les « *villes de l’arnaque* » au Myanmar ; comment cartographier une activité illicite. (Gratuit en ligne. — <https://criticalasianstudies.org>)

▣ **EUROPE-ASIA STUDIES.** Les russophones d’Estonie se sentent moins discriminés que ceux de Lettonie en raison de politiques linguistiques plus ouvertes dans leur pays ; en Moldavie, les opinions sur la guerre en Ukraine demeurent très polarisées. (N° 78, mai, dix numéros par an, 110 euros. — Glasgow, Royaume-Uni.)

▣ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Dans la version russe de cette revue de géopolitique : des dangers d’un monde multipolaire nucléarisé ; de l’embargo à la piraterie : une description de la « *stratégie occidentale des mille coupures* » pour affaiblir l’économie russe. (N° 3, mai-juin, trimestriel, 580 roubles. — Moscou, Russie.)

▣ **ESTUDIOS INTERNACIONALES.** Existe-t-il une diplomatie climatique du Sud global ? Un article s’intéresse à cette hypothèse à partir de l’étude des politiques de cinq pays sud-américains (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur) déployées dans ce domaine entre 2019 et 2025. (Vol. 58, n° 213, janvier-avril, quadrimestriel, gratuit en ligne. — Santiago du Chili.)

▣ **REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT.** Ce numéro s’interroge sur la nature néolibérale du développement durable à partir de la gestion des ressources naturelles au Maghreb : terres pastorales et collectives, eau en Tunisie, arganiculture au Maroc, notion de transition verte... (N° 260, 2026-1, trois numéros par an, 20 euros. — Nogent-sur-Marne.)

▣ **LA PENSÉE.** Alors que des bribes de lexique gramscien sont devenues à la mode sans qu’on sache trop ce qu’elles désignent, tout le pan de son travail consacré à l’éducation est resté largement sans écho : un dossier en rend compte. Trois articles détaillent la pénalité de l’État colonial, et ses prolongements dans les quartiers. (N° 426, avril-juin, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

FICTION

Fantômes du bois de Boulogne

PAR ARIEL DORFMAN *

Lors de ma première visite au bois de Boulogne, à l'âge de 9 ans, je ne suis pas allé voir le Jardin d'acclimatation. Ce n'est que des décennies plus tard que j'ai découvert la sombre histoire de ce lieu. Si mon père m'avait dit, au moment où il me proposa une promenade dans cet immense parc parisien, qu'il existait, caché dans l'un des recoins du vaste bois, un parc d'attractions avec des animaux et des manèges, j'aurais peut-être demandé à y aller.

En y repensant, je me dis qu'il avait délibérément choisi de ne pas me proposer une visite au Jardin. Cet homme au savoir encyclopédique n'ignorait pas que l'endroit dissimulait des crimes et des traumas, dont il ne voulait pas accabler l'enfant que j'étais. Il ne pouvait naturellement pas savoir qu'un autre chapitre du sombre passé de la France nous attendait dans le bois. Alors que nous déambulions dans un dédale de sentiers, nous tombâmes, par pur hasard, sur une grande stèle cylindrique en pierre – le monument aux fusillés de la cascade du bois de Boulogne.

La voix de mon père s'assourdit : « *Le monument de la cascade. Ah oui, j'en ai entendu parler. Il commémore le sacrifice de trente-cinq jeunes hommes qui ont été...* » Il s'arrêta. Puis : « *C'était après le Débarquement, oui, c'est ça, le 6 juin 1944.* » Dans mon souvenir, il a alors marqué une pause.

Nous étions arrivés au Havre au début de juin de l'année 1951. Tandis que nous approchions du port, il avait souligné comme il était étrange d'arriver en Normandie sept ans après le « D-Day ». Nous avons cru deviner Utah Beach, où les troupes alliées s'étaient battues pour poser pied sur le sol de France. « *Vers le milieu du mois d'août, si je me souviens bien, toutes les unités de la Résistance parisienne ont reçu instruction de se préparer pour l'insurrection* », dit mon père. « *Regarde* », ajouta-t-il, en pointant du doigt les noms inscrits sur le monument : « *Trente-cinq noms.* »

« *Ils sont morts en combattant les nazis, hasardai-je. Ils ont contribué à la libération de leur pays.* » « *Non*, répondit mon père. *Ces jeunes hommes n'ont jamais eu l'occasion de se battre. Deux jours avant l'insurrection, ils ont été capturés par la Gestapo dans le bois de Boulogne, à cet endroit, et exécutés ici même. Veux-tu lire leurs noms ?* »

Bien qu'ignorant le français, j'annonnai les trente-cinq noms de la liste. Et, quand j'eus fini, mon père me conduisit vers un chêne tout proche, qui portait encore la trace des balles tirées cette nuit-là. C'est ce qui me fit la plus forte impression : que quelqu'un puisse être vivant, et que, quelques secondes plus tard, il soit mort ; qu'il y ait des causes méritant qu'on meure pour elles, et des moments où il est nécessaire de prendre un tel risque.

Je ne savais pas ce qui m'attendait, le 11 septembre 1973. Le coup d'État militaire au Chili m'a obligé à me cacher, puis à m'exiler, jusqu'à Paris, avec ma femme Angélica et notre fils de 7 ans, Rodrigo. Je n'ai pas emmené Rodrigo errer avec moi dans le bois de Boulogne et voir ce monument. Je me souvenais à peine de la visite que j'avais moi-même effectuée étant enfant, et aucun des noms ne s'était gravé en moi. C'étaient d'autres morts qui m'occupaient, les *desaparecidos*, dans le pays dont j'avais été chassé.

Les années ont passé, et ce n'est qu'aujourd'hui, ce 6 juin 2026 – me trouvant à nouveau à Paris, vivant à nouveau aux États-Unis, mais âgé, cette fois, de 84 ans –, que l'épisode de la stèle du bois de Boulogne m'est inopinément revenu à l'esprit. Je n'avais pas pour projet de commémorer cet épisode si lointain quand, ce matin, j'ai proposé à Angélica de nous rendre au Jardin d'acclimatation.

Je me retrouve maintenant devant ce parc de loisirs où onze personnes natives de Patagonie ont jadis été exposées comme des animaux. Je reste là, figé et immobile, essayant d'entrer en contact avec ces « indigènes », enlevés et amenés ici, en 1881, dans un zoo humain, pour être exhibés.

J'essaie d'établir un contact avec eux, mais ils ont disparu.

* Écrivain chilien et américain, auteur de *La Jeune Fille et la Mort* (Actes Sud, 1999), des romans *Allegro* et *Konfidenz* (non traduits), qui se déroulent à Paris, coauteur de *Donald l'imposteur ou l'Impérialisme raconté aux enfants* (avec Armand Mattelart, Éd. Alain Moreau, 1977).

Je ne sais pas comment on dit « disparu » dans leur langue.

Ils sont morts. Je ne sais pas comment on dit « mort » dans leur langue.

Éteints.

Je ne pense pas qu'un tel mot existait pour eux, je ne pense pas qu'ils aient jamais imaginé que leur peuple pourrait s'éteindre.

Que leur monde pourrait s'éteindre.

J'essaie d'être à l'écoute. À côté de moi, les promeneurs défilent, comme il y a plus de huit décennies, comme il y a cent quarante-cinq ans. Ma femme et moi restons à l'extérieur, préférant ne pas nous balader ou siroter un cappuccino là où des êtres originaires de la Terre de Feu, connus sous le nom de Selk'nam, furent mis en cage, pour que le peuple de Paris puisse contempler ces « sauvages » venus des confins de la terre, que des scientifiques puissent examiner leurs corps et mesurer leurs crânes, et ainsi prouver la supériorité de la race blanche.

C'est début juin – cela peut-il avoir eu lieu le 6 juin 1881, l'histoire joue-t-elle de pareils tours ? –, c'est en tout cas un jour du commencement de juin qu'un chasseur de phoques nommé Waalen débarqua sur une île du détroit de Magellan et captura deux familles.

Quatre femmes, quatre hommes et trois enfants, dont le plus jeune était une fillette de 2 ans. C'est elle qui m'obsède aujourd'hui, alors que tant d'en-



© MARTIN GUSINDE – ANTHROPOS INSTITUT – ATELIER EXB

MARTIN GUSINDE. – Tanu de l'Ouest, cérémonie du Hain, rite selk'nam, 1923

fants sont déportés, bombardés ou meurent de faim. Je ne peux m'empêcher de penser à cette petite fille violemment arrachée aux rivages où elle était née.

Waalén agissait sur ordre de Carl Hagenbeck, un entrepreneur de Hambourg ayant fait fortune en exhibant des autochtones dans le monde entier. Il avait toujours besoin de nouveaux spécimens exotiques, inférieurs et bestiaux, pour continuer à attirer les clients dans ses ménageries humaines.

Pour couvrir les frais de l'expédition, Hagenbeck accepta de partager ses captifs avec un collègue français, Albert Geoffroy Saint-Hilaire, le directeur du Jardin d'acclimatation, qui avait déjà exposé des Lapons, des Inuits et des Nubiens.

Le 18 août de cette année 1881, Saint-Hilaire va à la rencontre du bateau et des onze Selk'nam lorsqu'ils débarquent dans le port du Havre.

Nous ne connaissons pas le nom de la petite Selk'nam dans sa langue, morte aujourd'hui. Nous savons seulement comment ses gardiens l'appelaient, de la manière dont elle est identifiée dans la publicité entourant l'exposition : Petite Capeline. Nous savons aussi que l'enfant meurt le 30 septembre 1881, un décès enregistré à Neuilly-sur-Seine.

La fillette succombe en Europe deux semaines après avoir été exhibée pour la première fois, le 11 septembre – encore une coïncidence de dates tragique, ce 11 septembre resurgi du passé –, aux côtés de ses parents et des autres.

Cause de la mort : broncho-pneumonie.

Contractée avec le vaccin administré aux captifs quand ils accostèrent au Havre.

Elle ne voyagera pas en Allemagne dans un wagon de fret, avec les autres. Lesquels seront exhibés au Tiergarten de Berlin, où les spectateurs vont se révolter parce qu'ils refusent de s'accoupler sous leurs yeux.

Six d'entre eux mourront en Europe, quatre seront renvoyés en Terre de Feu, puis la variole et les armes à feu des colons les achèveront à leur tour. Ils disparaîtront comme le reste des Selk'nam, comme les glaces de l'Antarctique qui, à force de fondre, disparaîtront dans les années à venir.

Personne ne connaît leurs vrais noms. Nulle plaque pour commémorer leur existence.

Ce qui est commémoré aujourd'hui, c'est autre chose, que pour l'instant la France et l'Europe ne peuvent oublier. Aujourd'hui est un jour pour une autre mémoire, un jour où l'on se souvient d'autres morts, d'autres débarquements.

Est-ce l'effet du « D-Day » ? Me voilà ramené au monument de la cascade. C'est ainsi que la mémoire fonctionne. Je suis devant le Jardin d'acclimatation et je pense à Petite Capeline. Je me revois à 9 ans, debout dans une autre partie du bois, et j'essaie de comprendre ce que tout cela signifie, ce pêle-mêle fortuit de dates, et quel message nous adressent ces indigènes arrachés à l'île dans laquelle ils vivaient.

Je fais le lien, je suis condamné à faire le lien, à relever les dates en juin, en août et en septembre qui se font écho dans le temps : le chasseur de phoques qui débarque sur cette île de Patagonie, les onze Selk'nam qui débarquent au Havre sur les côtes de Normandie, les hommes qui débarquent à Utah Beach et y perdent la vie, les hommes qui débarquent et survivent, les jeunes gens exécutés dans le bois qui pensaient être destinés à libérer Paris, mon arrivée au Havre, qui m'a permis, quelques jours plus tard, de visiter le bois.

Et aujourd'hui, 2026, un autre 6 juin. Encore une cérémonie, avec le matamore meurtrier Peter Hegseth, ministre de la guerre américain, qui, sans craindre le ridicule, sermonne ses anciens alliés européens, en usant d'une rhétorique qui rappelle le nazisme : « *Aujourd'hui, d'autres plages européennes sont prises d'assaut par d'autres idéologies, dangereuses. Sur les plages d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de Bulgarie, des bateaux et des hommes débarquent.* »

En 2024, le président Emmanuel Macron déclarait : « *Nous sommes tous, aujourd'hui, des enfants du Débarquement.* » Expliquant que nous devons célébrer la force de la démocratie, la triomphe de la civilisation face aux barbares, que nous sommes ici grâce au débarquement de Normandie, et à tous ceux qui ont osé rêver d'un monde plus noble, plus juste.

Et pourtant.

Tant de vies sacrifiées, et nous en sommes toujours là. Partout, des guerres, des expulsions, des dictateurs en devenir, un fascisme renaissant, et la haine de Hegseth. Et toujours, oui, toujours, des gens montrés dans des cages : des hommes déportés d'Amérique, enfermés dans des cages gigantesques à l'intérieur du goulag salvadorien et exhibés, enchaînés, leurs visages rappelant en miroir ceux de leurs ancêtres indigènes.

Sommes-nous les enfants du Débarquement ou de l'indifférence ? L'amnésie est profonde, et la menace d'extinction plane. L'extinction qui a d'abord frappé les Selk'nam et leur langue, un avertissement. Comment n'avons-nous pas tiré les leçons que le passé nous exhorte à ne jamais oublier ?

Les choses ont-elles réellement changé, depuis que cette petite fille est morte dans le bois de Boulogne ?

Beaucoup d'enfants ne sont-ils pas, à cet instant même, en train de mourir sous les bombes, ou de famine, ou de maladie ? Toujours plus de *desaparecidos* promis à l'oubli ?

J'appelle la fillette de 2 ans. Je l'appelle.

Où es-tu enterrée, Petite Capeline ?

Pas de réponse.

(Texte traduit de l'anglais par Antony Burlaud.)

REVUES JUILLET 2026

❑ **ESPRIT.** La fabrique des archives et de l'histoire de la Palestine, un entretien autour du film *Qui vit encore*, de Nicolas Vadimoff, un échange avec des représentants du mouvement des citoyens juifs et palestiniens d'Israël Standing Together... un dossier sur les conditions d'une réinvention du projet palestinien. (N° 534, juin, dix numéros par an, 20 euros. — Paris.)

❑ **PROJET.** Un dossier sur l'intelligence artificielle (IA) qui « colonise nos existences en coulisse ». Le temps ne serait-il pas venu de contester l'hégémonie de ceux qui détiennent le pouvoir des algorithmes, en rappelant qu'il n'y a pas de neutralité technologique ? (N° 412, juin-juillet, bimestriel, 15 euros. — La Plaine Saint-Denis.)

❑ **TERRAIN.** Entre contrôle social et créativité, comment la voix façonne-t-elle nos inégalités et nos imaginaires ? Comment un acteur fait-il entendre une voix perçue comme sincère ? Les IA génératives émotionnelles portent-elles une capacité à modifier l'humain ? (N° 84, printemps 2026, semestriel, 23 euros. — Nanterre.)

❑ **FUTURIBLES.** Une synthèse du rapport de prospective « Vigie 2026 », avec les grandes tendances structurantes pour l'avenir en matière de démographie, climat, biodiversité, économie, ressources et géopolitique. (N° 472, mai-juin, bimestriel, 22 euros. — Paris.)

❑ **POPULATION & AVENIR.** Longtemps la croissance démographique des États-Unis était soutenue par une forte immigration – avec 53 millions de résidents nés à l'étranger. Mais le durcissement de la politique migratoire sous l'administration Trump produit déjà des effets. (N° 778, mai-juin, bimestriel, 12 euros. — Paris.)

❑ **POPULATION & SOCIÉTÉS.** Après un rebond entre 2000 et 2020, la fécondité atteint des niveaux historiquement bas en Tunisie (1,6 enfant par femme), au Maroc (2,0) et en Algérie (2,6), bien loin des 7 à 8 enfants par femme des années 1970. (N° 644, mai, mensuel, gratuit en ligne. — Paris.)

❑ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL.** Depuis le début de la guerre en 2022, la Russie et l'Ukraine se sont lancées dans une surenchère d'innovations technologiques meurtrières qui balaient des décennies de contrôle des armements et de réflexion sur les pratiques de guerre. (N° 473, juin-juillet, mensuel, 6 euros. — Paris.)

❑ **DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE.** Incapable de parler une autre langue que l'anglais, le PDG d'Air Canada doit démissionner ; « *dessiller* », « *embâcle* » et « *nique* » (hocher la tête en signe d'affirmation), trois mots en péril ; sandwich, un mot créé en 1762 dans un pub anglais. (N° 300, avril-mai-juin, trimestriel, 9 euros. — Paris.)

❑ **POSITIONS POLITICS.** Plaidoyer (sérieux) pour le décentrement du vert comme couleur de l'écologie, au profit du rose des feuilles de lychee : « *Le rose est dans les marges. Après "Barbie", le rose est de retour.* (...) *Le rose défie la pensée photosynthétique qui domine notre imaginaire écologique.* » (Gratuit en ligne. — <https://positionspolitics.org>)

❑ **LA DÉFERLANTE.** Féministes iraniennes en exil. Cheikha Remitti, reine du rai éclipse. Les chanteuses afrodescendantes veulent sortir des cases – afropop, musiques urbaines – auxquelles on les assigne sans rapport avec la musique qu'elles produisent. (N° 22, mai, mensuel, 21 euros. — Paris.)

❑ **LUTTE DE CLASSE.** Le régime iranien renforcé par l'attaque israélo-américaine. Retour sur mai 1926 et l'échec d'une grève générale au Royaume-Uni. (N° 256, mai-juin, huit numéros par an, 3 euros. — Pantin.)

❑ **L'ANTICAPITALISTE.** Le sociologue Julian Mischl analyse les rapports entre le mouvement ouvrier français et le pouvoir municipal. Bilan d'une expérience militante à la mairie de Bordeaux, récemment reconquise par la droite. (N° 174-175, février-mars, mensuel, 5 euros. — Montreuil.)

❑ **L'ÉCOLOGISTE.** Un dossier sur les pesticides. Alors que leur écotoxicité est de mieux en mieux connue, leur responsabilité dans la progression des cancers démontrée, la politique de protection de l'Union européenne recule drastiquement. (N° 63, juin-août, trimestriel, 8,60 euros. — Chantilly.)

❑ **IMMERSION.** Les châteaux dans les mondes vidéoludiques, comme architectures du pouvoir à explorer, détruire ou restaurer. Un court article sur les jeux vidéo palestiniens et les difficultés rencontrées par leurs créateurs recense les initiatives visant à les soutenir. (N° 10, semestriel, 30 euros. — Paris.)

❑ **LE POSTILLON.** Villard-de-Lans, le « paradis des enfants » vanté jadis est devenu l'Éden des têtes grises et des « gosses de riches ». Ce terrain d'observation privilégié permet de mesurer le déclin des colonies et des « vacances pour tous ». (N° 81, été, parution saisonnière, 4 euros. — Grenoble.)

❑ **LA TOPETTE.** Dans un village où tout le monde se connaît, dénoncer les violences sexuelles bouleverse la vie locale. En témoignage, l'histoire de Savennières, près d'Angers. (N° 24, juin-août, trimestriel, 3 euros. — Angers.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Quelle joie le rock’n’roll

PAR DIDIER WAMPAS *

LA rédaction du « Diplo » m’a proposé d’écrire sur les Wampas. « *Les inventeurs du rock’n’roll* », m’ont-ils flatté. Alors voilà.

Je m’appelle Didier, je suis un punk ouvrier. Enfin un punk ouvrier retraité, dans le Sud, la belle vie. J’avais tous mes trimestres à la RATP (1). À 50 ans, je suis parti. Mais je continue à tourner avec les Wampas. On a donné notre premier concert en 1983 dans le 13^e à Paris, le suivant la même année à la Fête de *L’Huma*. Les Cafards nous avaient rappliqués, au stand de Pierrefitte. Mes parents n’étaient pas là. Pourtant, c’était des communistes de Ville-neuve-la-Garenne, des gens bien, lui réparait des ascenseurs, elle faisait des ménages.

C’est mon père qui a écrit à la RATP pour me faire embaucher comme électricien, en 1984. J’avais 22 ans, je travaillais à l’usine Labinal à Saint-Ouen, de la mécanique de précision. Il fallait se lever à 6 heures le matin, prendre un bus de banlieue. Je me mettais en arrêt maladie une semaine par mois. La RATP m’a sauvé. Les premières années, bien sûr, c’était encore assez dur. Je ne connaissais rien en électricité. J’étais même vraiment très mauvais. Il y avait pas mal d’anciens de l’Algérie, un peu fachos. On était aux trois-huit...

Mais j’ai toujours essayé d’en foutre le moins possible. Aujourd’hui on nous bassine avec la dignité du travail ouvrier, sans doute parce que la classe ouvrière fait moins peur que du temps de Georges Marchais. Mais on n’est pas obligé d’aimer son boulot. La plupart des éboueurs préféreraient faire autre chose. Et il y en a plein comme ça. Tu te contentes du minimum pour que ça marche à peu près. Nous, les gens venaient prendre le métro le matin, il fallait faire en sorte qu’il y ait de l’électricité.

Ce que j’aimais, c’était l’ambiance. On se baladait en voiture toute la journée, ou la nuit, pour vérifier les problèmes de tension ici ou là sur le réseau. Dans la voiture, on chantait du Michel Sardou, *Les Villes de solitude*, avec mon collègue ch’ti. Roy votait Front national, mais c’est le mec le plus gentil que j’aie connu. Il était comme moi, pas très compétent. Une nuit il a planté notre camion dans le tunnel sous la Défense. Peut-être bien qu’il était saoul. Quelle rigolade. Dommage qu’il soit mort juste quelques années plus tard, sans pouvoir profiter de sa retraite.

Dans les années 1980, je n’étais pas le seul punk à bosser à côté. Chez les Bérurier noir, Fan-fan travaillait comme manutentionnaire au sous-

* Chanteur des Wampas. Dernier album paru : *Où va nous ?* (2026).

sol du BHV, Loran était animateur dans un centre de loisirs à Torcy. Il paraîtrait que Vérole, le chanteur des Cadavres, faisait directeur des ressources humaines, peut-être bien chez Yoplait. À cause des Allemands, on ne peut plus dire que le travail c’est la liberté. Mais bon, quand même, avoir un emploi à la RATP pour moi ça aura été une sorte de liberté. Je n’avais pas à me préoccuper de passer à la radio ni des cachets. Quand je bossais le matin, il fallait seulement que je permute pour être d’après-midi le lendemain si j’avais joué la veille...

Sans doute que la société devrait évoluer comme ça. Chacun aurait un boulot à la cool pour faire autre chose, à côté. Moi j’ai fait du rock, et je continue, parce que c’est la liberté à tous les niveaux. Quelle joie le rock’n’roll, chanter « yéyéyé », chanter « shalala », chanter n’importe quoi. Je compose, j’écris, et j’ai, disons, entre 15 et 20 ans. La plupart du temps, écrire me ramène à la jeunesse, voire à l’enfance, comme Charles Trenet. Et cette jeunesse qu’on a eue... Enfin, surtout à partir du moment où le punk a débarqué.

Ma première émotion musicale, gamin, ça avait été *Qui saura*, de Mike Brant. Puis j’ai écouté Claude François et Johnny, les Rubettes et Bowie, chaque soir le hit-parade sur Europe n°1. Je lisais *Podium*, *Salut les copains*. Une fois, je me souviens d’avoir acheté un numéro de *Rock & Folk* mais, à 12 ans, j’ai eu comme l’impression de lire *Le Monde diplomatique*. Je ne m’y suis remis qu’à partir de l’été 1977, à la lecture de *Best* aussi. C’est là que j’ai eu la révélation, quand j’ai découvert plein de nouveaux noms grâce à la radio anglaise que je pouvais écouter en vacances en Bretagne, dans la ferme des grands-parents : Sex Pistols, Ramones, Clash.

Je deviens punk et c’est comme ça qu’enfin je me fais des amis. On n’est pas beaucoup à l’époque. Quand on se croise au lycée, dans la rue, il suffit d’un badge, d’un tee-shirt, on sympathise, on forme des bandes. Plus tard des groupes. Les Wampas se sont montés comme ça. On a manqué s’appeler les Gros Dégueullasses. Mais Reiser nous avait autant marqués que les BD de *Pif Gadget*. Alors on s’est souvenus de la tribu des hommes Wampas dans *Rahan, fils des âges farouches*. Rahan me faisait rêver. D’ailleurs, comme lui, chaque matin, je fais tourner mon cou-



DIDIER WAMPAS. – Image de couverture de l’album « Les Wampas ...vous aiment », 1990

tivals, on a rempli trois fois l’Olympia – l’une d’elles, Patrick Juvet a repris *Où sont les femmes ?* avec nous. Mais, forcément, je préfère les salles de la banlieue parisienne, la Laiterie à Strasbourg, le Bikini à Toulouse, la Vapeur à Dijon, quand je n’ai pas à franchir des barrières et une armée de vigiles pour slamer.

Alors, aux Vieilles Char-rues, plutôt que de penser aux trente mille personnes, je joue

pour les trois, quatre punks qui pogotent au premier rang. Et je trouve toujours des chaises pour surfer sur la foule. Le mieux, évidemment, c’est quand tu gagnes un autre public, ceux qui jusque-là s’en tapaient des Wampas. Comme quand on joue à la fête de la moule ou, dans la Creuse, pour les ex-GM & S qui défendent leurs emplois.

Mais, vraiment, même si, avec les années, je me suis mis à écouter Springsteen – ses textes me font penser aux romans les plus noirs de Simenon –, je ne vois pas le rock comme une musique contestataire. Et si j’essaie de ne pas me prendre au sérieux, je ne fais pas non plus du rock rigolo, ou festif. Le mien est absurde, surréaliste. Souvent je note une phrase, je veux la placer et puis c’est tout. Par exemple, « *Nevers était si bleue / Et le soleil brillait / Et toi qui souriais / Et moi qui hésitais.* »

J’aimais beaucoup Jean-Luc Le Ténia, qui lui aussi pratiquait une forme d’écriture automatique, spontanée. On avait d’ailleurs repris un de ses titres et, sur notre dernier album, la chanson *Jean-Luc* lui rend hommage. C’était vraiment le meilleur chanteur français du monde, malgré sa fin un peu en vrille avec son titre *Enfonce-toi ta burqa dans le cul* (2010). Mais bon il n’allait pas très bien. L’année d’après, il s’est suicidé. Il avait déjà essayé de se foutre en l’air avec sa voiture sauf que, comme c’était Jean-Luc, il s’était raté... Reste qu’il aura fait un truc unique dans l’histoire de l’art. Un mois avant qu’il parte, il a quand même sorti une chanson qui annonce sa mort, *Jean-Luc est mort*, avec une vidéo tournée dans la cathédrale du Mans.

J’avoue, le mysticisme me parle. Je me suis toujours intéressé à la spiritualité. Je lis la Bible depuis longtemps. Clairement, je préfère chanter l’amour et la réconciliation que la souffrance, le mal-être ou la frustration. Je crois au rock de la joie. L’écrivain François Bégaudeau dit des trucs assez justes là-dessus, et pas seulement dans le livret des *Wampas sont la preuve que Dieu existe* (2008). Il me fait marrer Bégaudeau, j’aimais bien son groupe, Zabriskie Point. Même si avec les paroles d’une de leurs chansons, j’aurais pu faire trois albums. Les Wampas, *c’m on everybody*, c’est juste du rock’n’roll !

Jusqu’à la séparation des Bérus et le décollage de la Mano Negra, les deux en 1989, ça a été le temps de l’innocence pour notre punk, et pour moi celui du bonheur. Je n’ai jamais partagé la noirceur que disaient leurs noms de groupe, l’anarchisme sentencieux. Les paroles de Joe Strummer font tellement pitié quand tu réécoutes les Clash... Ce n’était ni ma ligne ni mon monde. Je venais d’ailleurs et j’étais heureux d’être là. Tellement heureux que je n’ai jamais arrêté. Même après le suicide de Marc Police en 1991, mon ami, notre guitariste, le meilleur de tous.

C’est seulement depuis ce moment-là que je mène le groupe, que je me mets en avant dans les concerts. On en a donné un peu partout, dans de grands fes-

tes, mais ça s’est joué autrement : le chanteur, c’est le plus mauvais dans le groupe, c’est toujours celui qui ne sait rien faire ; et donc c’est tombé sur moi.

Nous et les autres groupes alternatifs, au début, on a joué dans des bars comme le Jimmy rue de Bagnollet ou des squats, aux Cascades, à Pali-Kao. Un petit nombre de personnes qui se réunissait dans de petits endroits... Tout se passait entre Belleville et Ménilmontant. Ces coins de Paris étaient alors très différents de maintenant : à perte de vue des terrains vagues, dans des taudis des chibanis, et toute une faune de marginaux, des autonomes, des skins, pas mal de toxicos. C’était la grande époque de l’héroïne. En même temps, il y a plein de fantasmes. Quand je relis des livres sur cette période, souvent c’est romancé. Tout le monde fait un peu son malin alors qu’en vrai on était juste des petits cons qui buvaient de la bière et jouaient du rock.

Quand notre premier 45 tours sort en 1985, je me souviens, j’étais dans mon train de banlieue pour rentrer chez moi, le disque en mains et je me suis dit : « Je peux mourir aujourd’hui. » *Best* a même fait une chronique, très enthousiaste sur *Ma p’tite amie est nazie* (mon premier texte), dans laquelle ils écrivaient que c’était la meilleure chanson depuis *Tu peins ton visage*, des Chats sauvages. « *Ma p’tite amie est nazie / Que va dire ma maman ? / Ma p’tite amie est nazie / Je n’y peux rien / Je l’aime tant.* » J’étais super fier car j’adore cette chanson. J’aurais pu arrêter là. Pour moi c’est le summum de ma carrière, tout le reste c’est du bonus.

Quand notre premier 45 tours sort en 1985, je me souviens, j’étais dans mon train de banlieue pour rentrer chez moi, le disque en mains et je me suis dit : « Je peux mourir aujourd’hui. » *Best* a même fait une chronique, très enthousiaste sur *Ma p’tite amie est nazie* (mon premier texte), dans laquelle ils écrivaient que c’était la meilleure chanson depuis *Tu peins ton visage*, des Chats sauvages. « *Ma p’tite amie est nazie / Que va dire ma maman ? / Ma p’tite amie est nazie / Je n’y peux rien / Je l’aime tant.* » J’étais super fier car j’adore cette chanson. J’aurais pu arrêter là. Pour moi c’est le summum de ma carrière, tout le reste c’est du bonus.

C’est seulement depuis ce moment-là que je mène le groupe, que je me mets en avant dans les concerts. On en a donné un peu partout, dans de grands fes-

(1) La régie autonome des transports parisiens exploite la majeure partie du réseau de métro et de bus en Île-de-France.

SOMMAIRE

- PAGE 2 :**
L’héritier de BHL dans l’avion présidentiel, par **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
- PAGE 3 :**
Vies posthumes de Marc Bloch, par **PETER SCHÖTTLER**.
- PAGES 4 ET 5 :**
« Racisme sans précédent de l’Australie blanche », par **CÉDRIC GOUVERNEUR**.
- PAGE 6 :**
Le rêve partagé de l’Inde et d’Israël, par **CAMILLE AUVRAY**. – Vers la fin des naxalites (**C. A.**).
- PAGE 7 :**
Ukraine, l’Europe contre la paix ?, par **ANATOL LIEVEN**.
- PAGES 8 ET 9 :**
Le contrôle des migrants sous-traité aux Balkans, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – De Belgrade à Tirana, ces chefs d’État qui vénèrent M. Trump, par **ANA OTAŠEVIĆ**.

- PAGES 10 ET 11 :**
États-Unis, de la domination militaire à la défaite stratégique, par **ALEXANDER ZEVIN**. – Quelle politique étrangère pour le Parti démocrate ?, par **MARTIN BARNAY**.
- PAGE 12 :**
L’ère des proconsuls, par **CHRISTOPHE VENTURA**.
- PAGE 13 :**
Une bombe à retardement au fond du Golfe, par **DIDIER ORTOLLAND**.
- PAGES 14 ET 15 :**
Bruegel, le monde à l’envers, par **DANIEL ZAMORA**.
- PAGE 16 :**
Le génocide qui hante la Namibie, par **CLOTILDE RAVEL**.
- PAGE 17 :**
Parier sur la guerre comme sur un match de foot, suite de l’article de **DAVID FUTRELLE**.
- PAGE 18 :**
Tout le monde déteste l’IA, suite de l’article de **PIERRE RIMBERT**.
- PAGE 19 :**
Qui a peur du contrôle des prix ?, par **CLÉMENT QUINTARD**.

- PAGE 20 :**
Polynésie, le passif nucléaire, par **HÉLÈNE FERRARINI**.
- PAGE 21 :**
Le droit de rêver, suite de l’article de **BENOÎT BRÉVILLE**.
- PAGE 22 :**
L’univers impitoyable de l’appel à projets, par **ESTELLE PEREIRA**.
- PAGE 23 :**
Tout démonter, même les amortisseurs, par **HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD**. – Les abymes de Martin Parr, par **ANTOINE PÉCOUD**.
- PAGES 24 À 26 :**
LES LIVRES DU MOIS : « L’Heure de la vache », de Pajtim Statovci, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – « Vies et morts de Sophie Blind », de Susan Taubes, par **CLÉMENT BONDU**. – Frissons du feuilletton, par **HUBERT PROLONGEAU**. – Antifascistes à l’œuvre, par **ANTONY BURLAUD**. – Zones d’ombres, par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**. –, Rumba congolaise et quatuor à cordes, par **JEAN-CHRISTOPHE SERVANT**. – Marseille, les prolos, les bobos, par **ROBINSON JOUSNI**. – Dans les revues.
- PAGE 27 :**
Fantômes du bois de Boulogne, par **ARIEL DORFMAN**.

